



Université du Québec  
en Abitibi-Témiscamingue

# Une aventure de **COEUR** et de **RASON**

Recherche documentaire sur l'histoire de l'UQAT – 1970-2006



**Desjardins**

Telebec

**FONDS**  
de solidarité FTQ



## Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	<b>5</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>6</b>
<b>Il y eut un commencement</b> .....	<b>6</b>
<b>Les années 1970</b> .....	<b>10</b>
<b>La longue marche vers l'autonomie</b> .....	<b>10</b>
Chapitre 1 - Le Nord-Ouest ou l'Abitibi-Témiscamingue?.....	11
Chapitre 2 - L'Université du Québec à Trois-Rivières : Services universitaires du Nord-Ouest québécois .....	12
Chapitre 3 - La Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois (DEUOQ) : un mariage forcé.....	20
Chapitre 4 - Le Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois : une rupture à consommer .....	26
Chapitre 5 - L'enseignement.....	34
Chapitre 6 - La recherche.....	37
Chapitre 7 - La vie en communauté universitaire.....	40
<b>Les années 80</b> .....	<b>45</b>
<b>Maîtres de notre avenir</b> .....	<b>45</b>
INTRODUCTION .....	46
Chapitre 9 - Le Centre d'études universitaires en Abitibi-Témiscamingue.....	46
Chapitre 10 - L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue .....	53
Chapitre 11 - L'enseignement .....	64
Chapitre 12 - La recherche.....	66
Chapitre 13 - La vie en communauté universitaire.....	67
Chapitre 14 - L'Université et son milieu.....	69
<b>Les années 1990</b> .....	<b>73</b>
<b>La maturité institutionnelle</b> .....	<b>73</b>
INTRODUCTION .....	74
Chapitre 15 - Les événements .....	76
Chapitre 16 - L'enseignement .....	94
Chapitre 17 - La recherche.....	96
Chapitre 18 - La vie en communauté universitaire.....	98
Chapitre 19 - Les relations avec le milieu.....	99
<b>Les années 2000</b> .....	<b>102</b>
<b>L'internationalisation</b> .....	<b>102</b>
Introduction.....	103
Chapitre 20 - Les événements .....	103
Chapitre 21 - L'enseignement .....	109
Chapitre 22 - La recherche.....	111
Chapitre 23 - La vie en communauté universitaire.....	112
Chapitre 24 - Les relations avec le milieu.....	113
<b>Conclusion</b> .....	<b>114</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>116</b>



## Remerciements

Je remercie la rectrice et le secrétaire général, Mme Johanne Jean et M. Guy Lemire, ainsi que le président des célébrations du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'UQAT, M. Roger Gauthier, qui sont à l'origine de ce projet.

Je remercie également Mmes Johanne Cossette et Cindy Crête, qui m'ont accueilli aux archives de l'Université du Québec en Outaouais.

La recherche dans les archives de l'Université m'a grandement été facilitée par Mme Thérèse Cyr. L'UQAT peut s'enorgueillir de posséder un centre d'archives bien structuré et admirablement géré par madame Cyr. Mme Michèle Grenier, dont la mémoire m'a été d'un grand secours, m'a apporté une aide inestimable en traitant l'information sur des centaines de fiches, dont le modèle informatique a été élaboré grâce aux conseils de Mme Nathalie Poudrier. Je remercie également le responsable de l'information et des affaires publiques, M. Bernard Pelletier, pour ses précieux conseils tout au long de ce mandat.

Enfin, je remercie bien sincèrement Mme Anne-Marie Bergeron et MM. Jules Arsenault, Luc Bergeron, Michel Marsan et Norman Murphy, qui ont généreusement accepté de relire le document et d'y apporter plusieurs précisions.

Jean Turgeon, chargé de projet

*Publié par le Service de l'information et des affaires publiques  
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue  
445 boulevard de l'Université  
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4*

Tous droits réservés : UQAT, mai 2008  
ISSN : 978-2-923064-33-8

### Notes

Ce document est protégé par les lois applicables sur le droit d'auteur. Toute reproduction totale ou partielle est interdite, à moins d'une autorisation écrite obtenue auprès du Bureau du secrétaire général de l'UQAT.

Dans ce document, le genre masculin est utilisé à titre épïcène.



## Évolution des structures de gestion universitaire en Abitibi-Témiscamingue

Juin 1970 à mai 1972 : UQTR, SUNOQ

Université du Québec à Trois-Rivières, Services universitaires du Nord-Ouest québécois.

Mai 1972 à décembre 1976 : DEUOQ

Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois

Décembre 1976 à avril 1981 : CEUOQ

Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois

À l'intérieur du CEUOQ, de septembre 1979 à avril 1981 : CNO

Commission du Nord-Ouest (administre l'Université en Abitibi-Témiscamingue, sous l'égide du conseil d'administration du CEUOQ)

Mai 1981 à octobre 1983 : CEUAT

Centre d'études universitaires en Abitibi-Témiscamingue

19 octobre 1983 à aujourd'hui : UQAT

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue



## Avant-propos

Au Québec, on dit souvent d'une personne qu'elle a le CH tatoué sur le cœur, faisant référence au sigle du club de hockey du Canadien de Montréal, et à des partisans inconditionnels de l'équipe. En Abitibi-Témiscamingue, plusieurs dizaines de personnes ont le sigle de l'UQAT tatoué sur le cœur.

C'est à ces personnes, à ces bâtisseurs d'université et à ceux et celles qui l'ont appuyée depuis 1970 que s'adresse ce document. Pour que le texte rende justice à tous, il eût fallu nommer chaque étudiant, chaque professeur, tous les chargés de cours, tous les cadres et chacun des membres du personnel. Il eût également fallu ajouter les noms de tous les maires et des conseillers municipaux, de tous les politiciens, des cadres et des gestionnaires des milieux de l'éducation, de la santé et des services sociaux, ainsi que ceux des bénévoles qui se sont succédé à l'Université, tous et chacun des diplômés, tous les chefs d'entreprises et tous les syndicats, bref une bonne partie de la population. Sous les mots *partenaires, bénévoles, employés, professeurs, chargés de cours* et autres noms collectifs, que chaque lecteur lise son propre nom et qu'il soit fier avec nous tous de ce qui a été fait et de ce que nous avons accompli collectivement.

Cette recherche documentaire a été réalisée dans le cadre des célébrations du vingt-cinquième anniversaire de l'UQAT. Rédigé uniquement à partir de recherches effectuées aux archives de l'université, le lecteur ne retrouvera pas dans ce document la rigueur scientifique que présente une véritable recherche historique. Il constitue plutôt un résumé, le plus complet possible, des événements qui ont marqué la vie de l'Université depuis son implantation dans la région. Les faits présentés n'ont pas été escamotés, mais ils sont présentés en vue de célébrer les réussites de la communauté universitaire.



## Introduction

Il y eut un commencement



## Il y eut un commencement

En février 2007, lors d'un grand rassemblement des représentants des communautés autochtones et de la communauté universitaire de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, venus célébrer ensemble le projet de Pavillon des Premières Nations de l'Université, le sage Oscar Kistabish rappelle que les Premières Nations avaient accès depuis longtemps à une université, l'Université de la nature. C'est en fréquentant cette université que les Autochtones apprenaient des notions importantes sur la flore, la géographie, la faune. C'est à son contact qu'ils découvraient les vertus médicinales de nombreuses plantes et c'est par tradition orale qu'ils diffusaient le savoir acquis au fil des ans.

L'arrivée des premiers habitants de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec remonte à plusieurs milliers d'années avant notre ère. Les Algonquins occupent un immense territoire qui s'étend du nord de l'île de Montréal jusqu'aux territoires de la nation crie. Deux groupes de la nation algonquine occupent les territoires du sud de la région; les Abitibis s'installent à la hauteur des terres entre la rivière Harricana et la rivière Abitibi, et les Témiscamingues vivent le long de la rivière des Outaouais. Plus au nord, les Cris s'implantent autour de la Baie-James et à l'intérieur des terres vers la ville connue aujourd'hui sous le nom de Chibougamau. Encore plus au nord, au-delà des territoires où se sont installées les Premières Nations, les Inuits occupent toute la côte de la Baie d'Hudson et de la Baie d'Ungava.

À cette époque, et même après l'arrivée des marchands de fourrure et des missionnaires, les communautés autochtones possèdent une organisation sociale dont la famille constitue l'unité de base. Les familles se réunissent en communauté et se retrouvent l'été, à l'occasion des grands rassemblements. Ces retrouvailles saisonnières, qui ont lieu à des carrefours de navigation et plus tard près des postes de traite, permettent l'organisation de festivités, de mariages et de rencontres pour discuter des affaires de la Nation. Avec la participation importante des Anciens et la présence des enfants de tous âges, c'est le moment idéal pour transmettre l'histoire, les valeurs, la langue et les plus récentes découvertes.

Ce mode de transmission des connaissances, basé sur la tradition orale, persistera au cours des siècles, jusqu'à l'apparition des missionnaires, des colons et à l'implantation des réserves, des pensionnats et des politiques gouvernementales d'assimilation, qui eurent un effet désastreux sur la transmission de la culture et des valeurs à plusieurs générations d'Autochtones. Ces écoles eurent également pour effet de créer à long terme une résistance des parents à l'endroit de l'école des Blancs, avec pour conséquence un faible taux de scolarité chez les jeunes des Premières Nations.

Aujourd'hui, les jeunes autochtones bénéficient au primaire d'écoles implantées dans les communautés et gérées par elles, avec des programmes mieux adaptés à la culture et aux valeurs de leur nation. Il reste beaucoup de chemin à parcourir pour faire de même avec l'enseignement secondaire, alors que le CÉGEP et l'Université ont entrepris, depuis quelques années, un rapprochement avec les différentes nations pour travailler avec elles au développement de programmes et de formation adaptés aux besoins et répondant aux exigences de la société moderne. L'histoire de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue nous fera connaître le long cheminement qui a conduit l'établissement à se donner un mandat important de collaboration avec les Premières Nations, dont l'originalité est aujourd'hui reconnue.

### Les années 50

Dans le Québec des années 50, l'enseignement supérieur est réservé aux enfants de parents fortunés ou à des jeunes de milieux modestes aidés par des mécènes ou des communautés religieuses, qui ont les moyens de payer les coûts de la scolarité et les frais de subsistance des étudiants. En Abitibi-Témiscamingue comme dans la majorité des régions, on offre le cours classique, avec son baccalauréat ès arts qui donne accès à l'Université. Le Collège de Rouyn (affilié successivement à l'Université d'Ottawa et à l'Université de Montréal), le Séminaire de Rouyn et le Séminaire d'Amos (affilié à l'Université Laval) offrent ce programme. Ces établissements sont la propriété du clergé; s'ajoutera en 1959 une section classique à l'École Monseigneur-Desmarais de Val-d'Or. Les communautés religieuses gèrent tout l'enseignement postsecondaire. Les filles ont accès à des pensionnats partout en région : chez les sœurs grises, les sœurs de L'Assomption et les sœurs du Sacré-Cœur. On y offre l'enseignement secondaire, les premières années du cours classique, l'école normale formant les enseignantes, le cours commercial et les cours de l'Institut familial. Les religieuses forment également des infirmières à Rouyn et à Val-d'Or. Les garçons ont accès à des écoles normales à Amos et à Rouyn, qui offrent les brevets d'enseignement obligatoires pour enseigner au primaire et au secondaire. S'ajoutent des écoles d'agriculture et des écoles techniques, d'arts et de métiers.

L'Abitibi-Témiscamingue, comme la plupart des régions du Québec, n'a pas accès à l'enseignement universitaire, à l'exception des baccalauréats ès arts offerts par les collèges et séminaires, sous affiliation des universités Laval, de Montréal et d'Ottawa. Les universités sont à Montréal, à Québec, à Sherbrooke. L'Université d'Ottawa attire également plusieurs étudiants de la région. À l'aube des années 60, le taux de scolarisation de la région est l'un des plus faibles au Québec. La moitié des habitants âgés de 15 à 65 ans n'a pas dépassé le primaire et à peine 5 % sont diplômés d'un établissement postsecondaire.

## Enfin, la Révolution tranquille

La Deuxième Guerre mondiale introduit de fulgurants développements technologiques, projetant le Canada dans le monde industriel. Le pays est désormais ouvert à une croissance qui nécessite de plus en plus de main-d'œuvre qualifiée. Le Québec est en retard et, avec l'arrivée des Libéraux de Jean Lesage, on assiste à un investissement massif de l'État, qui intervient désormais dans tous les champs de la vie économique et sociale de la province. Le gouvernement veut planifier le développement et l'éducation, qui sont des moyens essentiels pour devenir « maîtres chez nous ». Le rapport Parent conduira à la création d'un ministère de l'Éducation, à la réforme de l'enseignement secondaire et à l'accessibilité aux études; on crée les collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEP) en 1967. Amos et Rouyn réclament le nouveau CÉGEP, qui sera finalement installé à l'ombre de la mine Noranda. Le collège classique devient le CÉGEP de Rouyn-Noranda, dirigé de 1970 à 1974 par Jacques Roux, oblat. Les besoins en formation des maîtres deviennent vite criants. Parallèlement, plusieurs régions réclament l'accès à l'enseignement universitaire sur leur territoire, notamment la Mauricie, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et la région de Rimouski.

Décembre 1968 : l'Assemblée nationale adopte à l'unanimité la Loi sur l'Université du Québec. C'est le couronnement de la Révolution tranquille et de la grande réforme de l'éducation. En septembre 1969, c'est la grande rentrée universitaire à l'Université du Québec. Seize mille étudiants envahissent les nouveaux établissements de Montréal, Chicoutimi, Trois-Rivières et Rimouski. Le premier président du réseau de l'Université du Québec, Alphonse Riverain, parle de l'université de l'invention, de l'innovation, de la créativité et de la participation. En Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, on ne reçoit pas ce beau discours, et on reste sur son appétit d'apprendre et de se développer. Ce sera pour une autre fois...

En créant l'Université du Québec, le gouvernement avait inscrit la formation des maîtres dans la mission du nouveau réseau. À lui maintenant de prendre la relève des écoles normales. Ce qui est fait dès 1969 partout au Québec, sauf en Abitibi-Témiscamingue et dans l'Outaouais. Dans cette région, le siège social recevra le mandat de proposer au ministre une solution de développement de l'enseignement supérieur, qui donnera naissance aux Services universitaires dans l'Outaouais.

Dans le Nord-Ouest québécois, c'est à l'Université du Québec à Trois-Rivières que l'on confie le soin de prendre la relève des écoles normales. L'histoire de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue débute ici.



Les années 1970

La longue marche vers l'autonomie



## Chapitre 1 - Le Nord-Ouest ou l'Abitibi-Témiscamingue?

Le découpage administratif des régions du Québec en 1966 crée la région 08, fixant les frontières de l'Abitibi-Témiscamingue. Cette entreprise ne suffit pas à elle seule à créer un sentiment d'appartenance et à forger une personnalité régionale. Dans le Nord-Ouest, on prend conscience de notre faible poids démographique qui, allié à un éloignement et à un isolement des grands centres de décision, donne lentement naissance à une nouvelle cohésion régionale basée sur la contestation commune de tout ce qui est imposé par les décideurs étrangers à la région.

Région ressource, région périphérique, le Nord-Ouest québécois est lui aussi ballotté par les transformations qui découlent de la Révolution tranquille. Les mines et l'industrie forestière continuent à être dominées par le capital étranger. L'agriculture du début des années 1970 est une activité plus près de la subsistance que de l'industrie.

En 1970, les deux tiers de la main-d'œuvre travaillent dans le secteur des services. Le secteur primaire continue à employer 15 % des travailleurs. L'industrie secondaire est donc presque absente de nos villes.

Dans la foulée de la Révolution tranquille, l'État libéral intervient plus directement dans la vie économique du Québec. La création de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) en 1969 permettra la réalisation d'études sur le développement des régions. L'OPDQ assure sa présence en Abitibi-Témiscamingue par le biais de la Mission de planification du Nord-Ouest québécois.

La Mission constate que la base économique de l'Abitibi-Témiscamingue est restreinte et que sa dépendance à l'exploitation des ressources naturelles la soumet à une conjoncture dont les forces sont externes : variation des prix de base des métaux, besoins mondiaux changeants, conflits et crises renforçant ou fragilisant notre économie au gré des intérêts internationaux. La Mission constate également que les ressources de la région ont été exploitées sans avoir été préalablement étudiées. Des agglomérations se sont érigées autour des chantiers où l'on exploite une ressource non renouvelable, ce qui aura pour effet de créer des coûts sociaux énormes au moment où cesseront les activités, l'exemple des villes minières étant important à cet égard.

Les années 1970 voient naître en Abitibi-Témiscamingue une concertation accrue et une mobilisation importante de dirigeants d'organismes et d'entreprises locales. Les expériences du Bloc, du Comité des paroisses marginales, de Multi Média, du Conseil de développement social et du Conseil régional de développement donnent une nouvelle vigueur à la région et forgent une nouvelle

identité basée autour d'un rêve commun : demeurer sur le territoire et en assurer le développement à tout prix.

C'est dans ce bouillonnement des esprits que s'implante lentement l'Université dans le Nord-Ouest. Comme beaucoup d'établissements et d'entreprises, elle est au départ venue d'ailleurs et dirigée de l'extérieur. Toutefois, son implantation sera marquée à jamais par des personnes de la région qui, oeuvrant au sein d'organisations dont on a fait état plus haut, ont été amenées à graviter autour de la future UQAT. Ainsi, des personnes comme Fernand Bellehumeur, Louise Bédard, René Rheault, Roger Guy et Jean-Pierre Marquis ont vécu des expériences de travail et d'implication dans la communauté, lesquelles ont marqué profondément l'Université et sont à l'origine de sa réputation d'établissement enraciné en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec et en symbiose avec sa population.

## **Chapitre 2 - L'Université du Québec à Trois-Rivières : Services universitaires du Nord-Ouest québécois**

### **2.1 Le perfectionnement des enseignants**

Un règlement ministériel de 1966 définit de nouveaux critères d'accession à la profession d'enseignant au Québec. On exige dorénavant quatorze années de scolarité. En Abitibi-Témiscamingue, 63 % des professeurs ne sont pas qualifiés, dont 90 % des professeurs au primaire. La demande de nouveaux professeurs qualifiés est forte partout au Québec. La création du ministère de l'Éducation a par ailleurs introduit une accessibilité accrue dans tous les ordres d'enseignement.

En 1969, au moment de la première rentrée universitaire dans les autres régions, les écoles normales de Rouyn et d'Amos accueillent respectivement 128 et 191 étudiants. Cinq cent trente-quatre étudiants sont inscrits dans des universités à l'extérieur. Au printemps de la même année, une entente entre le ministre de l'Éducation, le nouveau CÉGEP de Rouyn, l'Université de Montréal et la Centrale de l'enseignement du Québec permet la création du projet PERNO (Perfectionnement des enseignants du Nord-Ouest). PERNO assure aux étudiants de recevoir des équivalences dans le cycle universitaire afin d'obtenir une licence d'enseignement. Le secrétariat est installé à Rouyn. Un de ses premiers employés sera Gérald Labranche, qui sera muté de PERNO en 1970 au nouveau campus de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), en compagnie de Janine Bilodeau et Geneviève Cotnoir. Francine Arcand sera transférée de l'École normale. Thérèse Dubreuil et Anne-Marie Cotnoir viendront rapidement gonfler les rangs de la jeune équipe.

En 1969, le ministère de l'Éducation met en place une Mission de coordination des institutions de formation des maîtres. Son mandat consiste à identifier les

établissements qui seront responsables de ce dossier. En avril, la Mission rencontre à Montréal des représentants de la direction, des professeurs et des étudiants des écoles normales de Rouyn et d'Amos. On s'entend pour mettre sur pied un comité de travail pour étudier les besoins de notre région. Deux pionniers de l'enseignement universitaire en Abitibi-Témiscamingue en font partie : Charles Bergeron et Réal Larochelle.

Les recommandations de ce comité sonnent le glas des anciennes écoles normales. Celle de Rouyn disparaît en tant qu'entité juridique, alors que l'École normale d'Amos devient l'École normale du Nord-Ouest québécois (ENNOQ) en septembre 1969. La nouvelle école doit négocier un contrat de service avec le CÉGEP de Rouyn pour offrir les programmes de brevets d'enseignement à Amos et à Rouyn. Le comité recommande que l'ENNOQ soit située à Rouyn et qu'elle soit administrativement distincte du CÉGEP. L'ENNOQ doit dispenser dès septembre 1970 quelques programmes universitaires de formation des maîtres conduisant au diplôme de premier cycle ainsi que le programme d'un an en pédagogie. On prévoit que le brevet A se terminera en 1970-1971. Dans ses recommandations, le comité prévoit également qu'un centre universitaire de formation des maîtres ou une école supérieure de formation des maîtres succède à l'ENNOQ pour dispenser tous les programmes de formation des maîtres. Le comité ajoute que PERNO doit être coordonné avec les programmes de l'école normale, pour être ensuite fondu dans la structure universitaire qui succédera à cette dernière.

Fort de ces recommandations, le ministre de l'Éducation, Jean-Guy Cardinal, crée un comité de régie ayant pour mandat de mettre en œuvre les recommandations du comité. On y retrouve Fernand Bellehumeur et Charles Bergeron.

#### Implantation des Services universitaires dans le Nord-Ouest québécois (SUNOO)

En janvier 1970, le siège social de l'Université du Québec entreprend des démarches auprès de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). On discute de la mise en place d'une structure administrative universitaire, du passage des responsabilités de l'école normale à l'université, des conséquences de cette implantation sur PERNO et des relations avec le CÉGEP de Rouyn, sur les locaux et sur les services à négocier. Au printemps de la même année, plusieurs organismes de la région, incluant les syndicats, forment un comité d'accueil et de promotion afin de sensibiliser la population et les décideurs sur la nécessité d'offrir des services universitaires dans le Nord-Ouest québécois.

Avant de formuler ses recommandations au ministre de l'Éducation, le comité de régie avait rencontré Pierre Martin, du Service de la planification de l'Université du Québec, pour discuter de la possibilité de créer une école supérieure intégrée à l'Université du Québec. Cette suggestion n'étant pas

retenue, le comité de régie formule en mars 1970 des recommandations au ministre de l'Éducation. On souhaite que l'enseignement universitaire dans le Nord-Ouest soit dispensé à l'intérieur d'une structure administrative directement reliée à une université mère, précisant que l'UQTR devrait prendre en charge cette opération. Le rapport suggère un organigramme prévoyant un poste d'administrateur délégué, un comité de développement et d'orientation, et un comité des études duquel relèveraient les modules. La situation de l'Université de Montréal dans PERNO devient alors ambiguë et amène finalement cette université à se retirer du projet au profit de l'UQTR.

Le 13 juin 1970, le recteur de l'UQTR, Gilles Boulet, annonce officiellement la création d'un campus à Rouyn, placé sous l'autorité d'un administrateur délégué relevant directement de lui, Paul Beaubien. Toute l'autorité est concentrée entre ses mains. Il est assisté de trois adjoints, à l'enseignement et à la recherche, aux communications et affaires étudiantes, à l'administration, ainsi que d'un secrétaire exécutif. Un comité de coordination regroupe ces personnes et exerce des pouvoirs similaires à ceux du comité exécutif de l'Université. Un comité des études joue le rôle de la commission des études; s'y retrouvent l'administrateur délégué, l'adjoint à l'enseignement et à la recherche, deux à quatre professeurs, dont la moitié sont des directeurs de modules ou de départements, et un nombre d'étudiants égal à celui des professeurs. Il n'y a aucun représentant du milieu régional dans les structures de gestion administrative et académique. À la fin de la première année, on compte deux départements regroupant les professeurs et quatre modules regroupant les programmes.

### La double structure

La Loi sur l'Université du Québec a introduit le principe de la participation dans la gestion des établissements. Les conseils d'administration ne regroupent plus seulement des administrateurs; on y retrouve des professeurs et plus tard, des chargés de cours, des étudiants et des personnes en provenance du milieu socioéconomique. Les structures académiques, instituées par règlement, maintiennent cette participation. La vie académique des établissements de l'Université du Québec est articulée autour des modules et des départements. Cette double structure est différente, puisque dans les universités traditionnelles la vie académique est organisée autour des facultés, qui regroupent les professeurs, réunis en assemblée départementale, les programmes, les équipes de recherche et les étudiants. La faculté est alors dirigée par un doyen, professeur élu qui devient cadre pour la durée de son mandat, présidant le conseil de la faculté, où sont représentés les professeurs et les étudiants.

Dans le réseau de l'Université du Québec, on a voulu donner plus de souplesse pour être en mesure de répondre rapidement aux besoins et pour être plus près

du milieu. On a donc créé une double structure, en regroupant les professeurs-chercheurs dans des départements disciplinaires, responsables d'offrir les cours et de faire la recherche, le tout géré collectivement au sein d'une assemblée départementale, sous la direction d'un professeur élu par ses pairs, qui conserve son statut de professeur au cours de son mandat. Pour leur part, les programmes et les étudiants sont regroupés au sein de modules, disciplinaires ou multidisciplinaires, sous la direction d'un conseil de module où sont représentés les professeurs des disciplines, les étudiants et les membres du milieu socioéconomique reliés à la discipline.

Cette structure est plus lourde que prévue; elle s'avère mieux adaptée aux établissements de grande taille. Dans une université de petite taille, elle a pour effet d'exiger beaucoup de participation des professeurs, qui doivent se partager les directions de modules, de départements, les responsabilités de programmes à tous les cycles, les directions d'équipes et d'unités de recherche, la représentation au conseil d'administration, à la commission des études et à tous les grands comités institutionnels, dont le comité de planification, le comité de la recherche et le comité de pédagogie universitaire. Relevant longtemps de doyens différents, les modules et les départements auront de la difficulté à bien coordonner leurs actions, jusqu'à ce que l'UQAT se donne une structure de coordination plus personnalisée à sa taille, désignée aujourd'hui sous le nom d'unité d'enseignement et de recherche.

## 2.2 La première rentrée universitaire

Dès les débuts des activités universitaires, on prend conscience de l'immensité du territoire à desservir. Si on peut exiger des étudiants à temps complet qu'ils reçoivent leur formation sur un même campus, il en est tout autrement du perfectionnement des adultes en situation de travail, qui doivent être rejoints chez eux.

C'est donc autant par nécessité que par choix institutionnel que l'Université déconcentre ses activités dès la première rentrée. Des cours sont offerts dans onze localités, incluant Chibougamau et Témiscaming. Un cours en sciences de l'éducation est même offert à Mont-Laurier.

Plusieurs professeurs et administrateurs proviennent de l'École normale : Raymonnd Assaf, Fernand Bellehumeur, Alain Besson, Louise Brouillette (à mi-temps), Simone Denis, Bernard Dupuis, Christian Pellaumail et Michel Tarabussy. D'autres sont originaires du CÉGEP de Rouyn-Noranda : Éliette Aubry, Charles Bergeron, Richard Brouillard, Marie-Marthe Blais, Réal Boucher, Joseph Guiho, et Berthe Héroux. Roger Barrette, Michel Hertel, Salvat Etchart, Bernadette Fortin et Pierre H. Simard figurent également parmi les pionniers. René Rheault s'ajoutera à l'équipe au début de l'année 1971. S'ajoutent des

coopérants français, jeunes diplômés universitaires, qui s'engagent à enseigner au Québec afin d'être dispensés du service militaire obligatoire dans l'Hexagone. Ce sont Alain Beaufils, Gérard Marinovich, Robert Lanquar, Jean-René Chenard, Jean-François David, Dominique Roupillard, Jean-Marie Hay et Jacky Mackle.

L'UQTR reçoit un budget de 740 000 \$ pour les frais d'organisation du campus du Nord-Ouest. Un avion est loué pour faciliter les nombreux déplacements entre l'Abitibi et Trois-Rivières. Un camion et une roulotte circulent dans les centres régionaux, servant de secrétariat mobile et de bibliothèque ambulante.

Lors du premier cours dans un centre, il arrive fréquemment que le professeur ou le chargé de cours soit accompagné du directeur du module ou de son représentant, et d'un employé du Bureau du registraire. On accueille les étudiants, on prononce l'admission et on inscrit l'étudiant à son premier cours, qui commence aussitôt. La future UQAT est déjà en mode « action et souplesse » pour mieux desservir ses étudiants.

Ainsi s'achève la première année de l'enseignement universitaire en Abitibi-Témiscamingue. Dans le rapport annuel 1969-1970, on retrouve quelques lignes sur « l'opération Nord-Ouest », rappelant la mise sur pied des comités universitaires et soulignant que cette opération expérimentale exige une très grande mobilité, ainsi qu'une présence active de l'Université dans toute la région.

### 2.3 La crise de 1971 et la réorganisation

Pour l'année 1971-1972, l'UQTR dote les SUNOO d'un budget d'un 1,29 M\$. La première année de la courte histoire de l'Université se termine par une importante crise. Aux prises avec une structure où les lieux de décision sont éloignés, et devant un administrateur délégué qui détient tous les pouvoirs et toute l'autorité, les cinq cadres adjoints font état de leur insatisfaction. Fernand Bellehumeur, Charles Bergeron, Christian Pellaumail, Régent Fortin et René Rheault considèrent que l'implantation du campus n'a pas été planifiée de façon systématique, que la gestion est concentrée entre les mains d'une seule personne, et que la gestion des dépenses fait place à l'arbitraire et au gaspillage.

On veut réorienter la gestion vers la collégialité propre aux universités et on demande une réorganisation administrative. Paul Beaubien met alors sur pied un comité exécutif-conseil, chargé de se pencher sur les questions de régie interne, alors que les dossiers liés au développement demeurent sous son unique autorité.

En mars 1971, l'Assemblée des gouverneurs du réseau de l'Université du Québec crée un comité de travail ayant le mandat d'étudier les modes d'intervention du réseau dans les régions périphériques. On s'intéresse entre autres aux services à offrir dans le Nord-Ouest québécois et en Outaouais, ainsi qu'à l'enseignement à distance.

Parallèlement, des établissements du réseau doivent préparer leur premier plan triennal de développement. Celui de l'UQTR consacre quelques pages aux SUNOQ. On choisit d'articuler le développement autour de quatre objectifs généraux : l'animation socioculturelle du milieu, les champs d'activités adaptés à la région, la promotion de l'éducation des adultes et le choix de desservir tous les centres régionaux. Sur le devenir de l'établissement, on inscrit que la structure interne du campus devra évoluer dans le sens d'une organisation clairement identifiée au Nord-Ouest et tendant à plus long terme vers l'autonomie. Le plan prévoit une nouvelle structure administrative et l'administrateur délégué devrait relever d'un comité de coordination qui serait redevable de ses décisions devant les autorités de l'UQTR.

Le conseil d'administration adopte le plan de développement et le comité exécutif de l'UQTR demande de préciser les définitions de tâches des postes de direction. Les cinq cadres de Rouyn s'y attaquent en mai 1971 et continuent à travailler sur le plan de développement, alors que l'administrateur délégué évite de participer aux réunions. Les relations se dégradent au cours de l'été et les cinq cadres mettent sur pied un comité ad hoc et en informent le recteur Gilles Boulet.

Le comité ad hoc veut étudier le fonctionnement interne de l'organisation, la collaboration entre Rouyn et Trois-Rivières, et souhaite recevoir des réactions sur le plan de développement pour faire des recommandations. Les cinq considèrent qu'il est impossible de faire avancer les débats au sein du comité exécutif-conseil, et la création de leur comité confirme la rupture entre l'administrateur délégué et les autres cadres de la direction.

Au cours de l'été, Paul Beaubien offre à deux de ses cadres membres du comité ad hoc une bourse d'études à la condition qu'ils quittent leurs fonctions. Les cinq refusent de céder aux pressions et demandent au recteur de démettre l'administrateur délégué de ses fonctions.

Le conseil d'administration de l'UQTR refuse la demande et nomme un comité pour faire une étude détaillée de la situation. Le rapport est remis en juillet et recommande de blâmer sévèrement les cinq cadres, de mettre sur pied deux comités, le premier pour étudier les formes de liaison entre Trois-Rivières et Rouyn, et le second pour assurer l'intérim et permettre au campus du Nord-Ouest de fonctionner normalement. Le 12 juillet, les cinq sont congédiés par le conseil d'administration, qui met sur pied un comité consultatif qui sera connu

sous le nom de « Comité de réforme ». Des travaux de ce comité naîtra un conseil de gestion de douze membres, responsables des services universitaires dans le Nord-Ouest, sous la présidence d'un directeur général. La structure de commandement est donc complètement modifiée, puisque le comité de gestion devient le supérieur du directeur général, le comité relevant de l'UQTR sur la base d'une délégation des pouvoirs du conseil d'administration.

Paul Beaubien démissionne en août, alors que le conseil d'administration de Trois-Rivières crée le conseil de gestion. Jean-Marc Dénomme est engagé à titre de directeur général au campus du Nord-Ouest. Normand Lafleur devient coordonnateur de l'enseignement et de la recherche, Pierre H. Simard, responsable des services académiques et auxiliaires, alors que Richard Brouillard est nommé responsable des services financiers. Malgré leur dénonciation de la mauvaise gestion du campus de Rouyn et de la mauvaise planification des activités, les cinq cadres n'obtiennent pas l'appui des professeurs. Le 31 août 1971, réunis en assemblée générale, les professeurs du campus du Nord-Ouest donnent leur appui au document du Comité de réforme et affirment avoir participé et été largement consultés; ils considèrent que la décision du conseil d'administration assure la consolidation et le développement des services universitaires dans le cadre d'une autonomie satisfaisante. On pense alors que la crise est terminée.

Les cinq n'ont pas eu l'appui des professeurs dans leur démarche, ce qui peut expliquer en partie leur insuccès. À ce moment, des organismes régionaux s'inquiètent de la tournure des événements et mettent sur pied un comité de vigilance, présidé par Jean-Pierre Marquis du Conseil régional de développement social. Le comité est composé notamment de représentants de douze groupes syndicaux, du Conseil régional de développement, de l'Union catholique des cultivateurs, de la Corporation des travailleurs sociaux, du Conseil culturel régional, de la Société Saint-Jean-Baptiste et du Conseil régional des loisirs. Le comité de vigilance demande une enquête publique sur l'administration financière des SUNOQ et le ministre de l'Éducation, Guy St-Pierre, confie cette enquête à M<sup>e</sup> Gilles Hébert en septembre 1971.

L'enquête porte sur plusieurs aspects de l'administration dénoncée par les cinq. Ainsi, sur la disparition d'équipements provenant de l'École normale d'Amos et devenus propriété de l'Université, l'enquêteur constate qu'il y a eu des irrégularités, mais souligne que le matériel n'avait que peu de valeur. Sur les allégations d'utilisation de fonds publics à des fins personnelles, maître Hébert conclut que le système de contrôle interne était déficient, mais que les lacunes s'expliquent par le manque de temps et l'inexpérience de l'administrateur délégué. L'enquêteur admet que l'administrateur délégué a pu se placer en situation de conflits d'intérêts et conclut que la décision du conseil d'administration a été sévère et que les cinq cadres méritaient un blâme sévère, une suspension prolongée et une affectation à un autre poste.

Ce n'est que plusieurs années plus tard que la crise trouvera son aboutissement dans une entente hors cour : l'un des cinq, coopérant, retournera en France, deux poursuivront leur carrière dans le monde de l'éducation et deux pourront réintégrer la fonction publique du Québec. Une maigre compensation financière, assortie de conditions liées au silence absolu sur les événements, complète cette entente.

#### 2.4 Le conseil de gestion et la fin du premier épisode

Le conseil de gestion se réunit pour la première fois le 30 septembre 1971. On y retrouve les deux premiers membres du milieu socioéconomique siégeant à une instance universitaire en Abitibi-Témiscamingue : Jean-Pierre Marquis, représentant des principales associations de la région, et Raymond Proulx, représentant des comités universitaires. Les professeurs sont présentés par Jean-René Chenard, Sylvio Gagnon et Michel Hertel, alors que les étudiants ont délégué Paul Perreault au conseil de gestion.

Parmi les premières décisions du conseil de gestion figurent l'engagement de Jean-Pierre Leclercq et de François Ruph à titre de chargés de cours, l'octroi d'une prime d'éloignement de 500 \$ par année à tout professeur de l'UQTR - Nord-Ouest domicilié dans la région immédiate de Rouyn et de Noranda, la prolongation du contrat de location de l'avion, la vente du camion et de la roulotte et l'installation, dans le stationnement arrière du CÉGEP, d'un édifice préfabriqué qui doit être prêt pour la rentrée de septembre 1971. Installé au coût de 200 000 \$, le pavillon préfabriqué comporte huit salles de cours et une salle de séjour pour les étudiants. Au cours des premières années, les étudiants seront heureux de bénéficier de ces locaux qui leur permettent de ne pas être mêlés aux étudiants du CÉGEP. Cet édifice sera utilisé jusqu'en 1982.

L'année 1971 est également marquée par le dépôt d'une demande d'accréditation de l'Association des professeurs des SUNOQ. Richard Adam, professeur à Rouyn, en est le premier président. C'est en décembre de cette année que le conseil de gestion dépose au siège social de l'Université du Québec un document sur le devenir des SUNOQ.

Le document critique l'action des SUNOQ, rappelant que le fait d'être attaché à une constituante dédouble les niveaux décisionnels et occasionne des retards qui paralysent le bon fonctionnement des services. On reconnaît que la structure du conseil de gestion favorise la participation des professeurs et les organismes du milieu, mais que les communications avec Trois-Rivières et le siège social de l'Université du Québec accusent un manque d'efficacité. Sur le plan académique, on souligne que les SUNOQ offrent uniquement des programmes et des cours figurant sur une liste proposée par Trois-Rivières. Dans l'attribution des budgets, on ajoute que le réseau de l'Université du

Québec ne tient pas suffisamment compte des facteurs d'éloignement, des déplacements et des communications qui sont propres à une région éloignée.

Le document trace quelques perspectives de développement, traitant de la région de la Baie-James, de l'enseignement télé communiqué et du développement du milieu par une recherche scientifique appliquée aux besoins de la région.

Enfin, le document du conseil de gestion sur le devenir des SUNOQ recommande que ceux-ci soient reconnus comme une entité bien personnalisée à l'intérieur de l'Université du Québec, qu'un campus permanent soit installé à Rouyn dans un édifice convenablement identifié, que les services d'enseignement et de recherche soient dispensés partout en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, ainsi qu'à Mont-Laurier et à Maniwaki. On recommande également qu'à compter de juin 1972, les SUNOQ deviennent un centre d'études universitaires avec droits et pouvoirs accordés à un tel statut juridique à l'intérieur du réseau de l'Université du Québec.

Le rapport sera déposé à l'Assemblée des gouverneurs et référé à un comité des régions périphériques. Le 24 mai 1972, l'Assemblée des gouverneurs accueillera une délégation du Nord-Ouest composée de Jean-Marc Dénomme, Gaston Bernier, Sylvio Gagnon et Raymond Proulx. On leur annonce alors que l'Assemblée des gouverneurs a décidé d'unifier les Services universitaires de l'Outaouais et les Services universitaires du Nord-Ouest québécois dans une nouvelle entité qui sera connue sous le nom de « Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois ». L'UQTR se retire de l'Abitibi-Témiscamingue le 1<sup>er</sup> juin 1972.

Le rapport annuel 1971 de l'UQTR soulignera que les communications entre le Nord-Ouest et la constituante, de même que le mode de participation aux organismes des SUNOQ ont grandement fait défaut au cours de l'année, qui doit être considérée comme une année de départ...

### **Chapitre 3 - La Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois (DEUOQ) : un mariage forcé**

Au printemps 1972, l'UQTR manifeste le désir d'être relevée de son mandat d'offrir l'enseignement universitaire en Abitibi-Témiscamingue. Ses dirigeants, tout comme les membres du conseil de gestion à Rouyn, sont désormais convaincus qu'il est difficile de développer des services adéquats dans le Nord-Ouest. L'UQTR est elle-même en pleine expansion et souhaite consacrer tous ses efforts à son propre développement.

L'Université du Québec avait par ailleurs hérité des responsabilités de l'École normale de Hull et instituée, sous la responsabilité de son comité exécutif, les Services universitaires dans l'Outaouais (SUO). L'Assemblée des gouverneurs reprend à son compte les SUNOQ et les regroupe en mai 1972 avec les SUO sous la responsabilité d'une commission des services universitaires dans l'Ouest québécois. Cet organisme, présidé par Maurice Boisvert, vice-président à l'enseignement au siège social, regroupe les directeurs généraux des SUNOQ et des SUO, ainsi que leurs directeurs académiques. La communauté régionale et la communauté universitaire ne sont pas représentées au sein de cette commission, qui a pour mandat d'effectuer la transition jusqu'à la création, à l'automne 1972, de la commission des études universitaires dans l'Ouest québécois, organisme sans statut juridique, fonctionnant par délégation des pouvoirs de l'Assemblée des gouverneurs. La nouvelle commission sera connue sous le nom de « Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois ».

De mai à décembre 1972, la commission des services universitaires tiendra seize réunions pour gérer les affaires courantes liées à l'enseignement universitaire en Abitibi-Témiscamingue et dans l'Outaouais. En novembre, les professeurs des deux régions s'unissent pour demander une nouvelle accréditation syndicale. En décembre 1972, avec la création de la commission des études universitaires dans l'Ouest québécois, on met fin aux travaux du conseil de gestion des SUNOQ. L'Abitibi-Témiscamingue est désormais mariée à l'Outaouais, pour le meilleur et pour le pire.

Le rapport annuel 1971-1972 du réseau de l'Université du Québec fait état du rapport du comité de travail sur les régions périphériques et de la décision d'unifier les services universitaires de l'Outaouais et du Nord-Ouest québécois. La DEUOQ devra privilégier l'enseignement à distance. L'Université du Québec avait par ailleurs mis sur pied, au cours de cette année, un comité de travail chargé de concevoir une Télé-Université.

Le centre administratif de la DEUOQ n'est pas fixé et l'Assemblée des gouverneurs engage Jean R. Messier à titre de directeur général. La commission des études universitaires dans l'Ouest québécois est composée de douze membres, dont un étudiant, François Gendron de La Sarre, un professeur de Rouyn, Richard Adam, et un représentant du milieu socioéconomique, Jean-Pierre Marquis, du Conseil régional de développement social. Denis Marchand, de Hull, est le premier directeur académique, alors que Richard Brouillard, de Rouyn, est nommé directeur administratif.

Les SUNOQ apportent une dot de 36 programmes de premier cycle : quatre en sciences pures, trois en sciences de l'éducation et en administration, trois en lettres, trois en sciences humaines et 22 programmes de formation des maîtres, incluant les brevets d'enseignement.

Nommé directeur général en février 1973, Jean R. Messier s'attaque à la rationalisation des programmes, pour en arriver à un patrimoine académique d'un programme en sciences humaines, un en sciences de l'administration et dix en sciences de l'éducation. Le nombre d'étudiants par cours passe de quatorze à dix-sept. Au cours des deux premières années, le Centre de Hull connaît un important développement et on y ajoute cinq programmes de premier cycle.

La fermeture de tous les programmes en sciences pures et appliquées aura pour effet de reporter de plusieurs années le développement d'une programmation d'enseignement et de recherche véritablement axée sur les besoins de l'industrie minière et forestière en Abitibi-Témiscamingue. Il semble également qu'on souhaite en haut lieu desservir l'Abitibi-Témiscamingue, le Nord-du-Québec et l'Outaouais en développant autre chose qu'une université bien enracinée sur le territoire. Dans son premier rapport annuel, Jean R. Messier rappelle que le mandat de la commission des études universitaires dans l'Ouest québécois est de transformer les modes d'enseignement actuels en enseignement télé médiatisé, travaillant en étroite collaboration avec la Télé-Université.

De 1973 à 1975, Jean-Marc Dénoimé, Roland Lachance, François Renaud et Pierre Roberge se succèdent à la direction du Centre de Rouyn. Cette période assez instable au plan de la direction du campus est marquée par la préparation du plan triennal de développement 1974-1976. Les professeurs de Rouyn se mobilisent pour que l'Abitibi-Témiscamingue puisse bénéficier de programmes et de recherche répondant aux besoins de la région. Lors d'une longue discussion à la commission des études, sur le projet de plan, Richard Adam demande ce qui est prévu pour satisfaire aux besoins des secteurs forestier et minier. On lui répond que des études devront être faites en 1975, puisqu'on songe à développer un programme de baccalauréat en sciences, aménagement et gestion du territoire, pour traiter du volet physique du développement, et un baccalauréat en sciences sociales pour couvrir les aspects humains liés au développement de la région.

Le plan de développement adopté par la DEUOQ renferme une déclaration qui contient tous les germes d'une profonde déchirure à venir entre les deux régions partenaires. On y annonce « la prépondérance qu'est appelé à prendre le Centre de Hull au sein de la DEUOQ » (plan de développement 1974-1976, page 13).

Le plan consacre la rationalisation de la banque des programmes, choisissant le développement de la recherche appliquée en télégestion, en apprentissage à distance, en enfance inadaptée et en planification régionale. On fait également état de l'absence d'un statut juridique et on propose l'octroi de lettres patentes créant le Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois (CEUOQ).

Le corps professoral combiné Hull-Rouyn compte 29 professeurs à temps complet et 198 chargés de cours, dont seulement 55 à Hull. Sur les 143 chargés de cours en Abitibi-Témiscamingue, 102 proviennent de l'extérieur de la région. Une

campagne de recrutement, conduite par Sylvio Gagnon et Pierre H. Simard, directeurs de départements en 1974-1975, porte le nombre de professeurs réguliers à 60. Le campus de Rouyn accueille entre autres Jules Arsenault, Ghislain Jollette, Rémy Trudel, Michel Marsan et Serge Rioux.

En novembre 1974, Lorrain Barrette est nommé directeur général du CÉGEP du Nord-Ouest. Le Collège et l'Université poursuivront les collaborations amorcées en 1970. La mise en commun de la bibliothèque et la location de services, notamment pour les activités sportives et récréatives, permettront à la jeune université de bénéficier d'importants avantages au plan budgétaire. Au cours des années 1980, pendant les longues années de difficultés financières, le CÉGEP fera preuve de solidarité en limitant année après année l'augmentation des frais reliés aux services partagés. Le Collège s'impliquera dans le développement des premières activités de recherche en mines et en foresterie, et plusieurs de ses professeurs agiront à titre de chargés de cours à l'Université.

Pour maintenir et renforcer les liens avec le milieu, on reprend en 1975 les tournées d'information qui avaient cours dans les centres régionaux au début des années 1970.

La campagne « Une vraie p'tite mine » est organisée à l'hiver 1975 par François Renaud, adjoint au directeur général au campus de Rouyn. Soutenus par une imposante campagne médiatique, les représentants de l'Université sont accueillis par les agents de liaison, qui organisent des rencontres avec les journalistes, les élus locaux, les gens d'affaires et la direction des réseaux de santé et de l'éducation. Les journées se terminent par une rencontre avec la population et un cocktail, véritable tradition à l'époque de la DEUOQ.

On profite de la tournée pour faire le bilan des projets et des demandes du milieu. À Matagami, l'agent de liaison Urbain Gingras fait valoir la difficulté de réunir quinze étudiants pour offrir un cours. On lui demande d'identifier la clientèle en administration et de vérifier l'intérêt à offrir des cours à LG-2. À La Sarre, François Gendron représente l'Université. Il recommande l'engagement de secrétaires à temps partiel pour libérer l'agent de liaison des tâches bureaucratiques qui réduisent sa présence dans le milieu. À Chibougamau, Judith Hinse présente plusieurs demandes de cours en nursing communautaire, en administration et en enfance exceptionnelle. À Lebel-sur-Quévillon, Benoît Gaulin fait état de la difficulté de recruter des étudiants en éducation. Il recommande la signature d'une entente avec la commission scolaire pour offrir les cours sur les lieux et pendant les heures de travail.

Normand Laliberté, de Témiscaming, souligne les difficultés liées à l'organisation de cours dans une ville habituée à transiger avec des institutions et des commerces de l'Ontario. Denis Lafrenière, de Ville-Marie, annonce que 32 étudiants sont inscrits en enfance inadaptée. Le recrutement en éducation est

cependant plus difficile. À Val-d'Or, Camil Trudel se réjouit de l'ouverture d'un bureau permanent, alors que Réal Sylvain, d'Amos, souligne le potentiel de clientèles important dans son secteur.

Cette première grande tournée dans le cadre des activités de la DEUOQ aura des effets bénéfiques. Pour la première fois, en 1975 on entreprend d'organiser les groupes d'étudiants à temps partiel en cohortes. Il s'agit de recruter un nombre suffisant d'étudiants pour offrir un programme et encadrer le groupe afin de diminuer le nombre d'abandons. On implante un bureau permanent à Val-d'Or, un service de l'information et une direction des services aux étudiants à Rouyn. Jean Turgeon et Norman Murphy entreprennent leur carrière à l'Université. Jacques Roux, auparavant directeur général du CÉGEP de Rouyn, est engagé à la direction du bureau de Val-d'Or.

Si les directions des Services aux étudiants, de l'Audiovisuel, de l'Informatique, des Finances et du Personnel sont installées à Rouyn pour desservir à la fois l'Abitibi-Témiscamingue et l'Outaouais, la majorité des postes de cadres, liés à l'enseignement, à la recherche et au développement, sont installés à Hull. Il en est ainsi de la Direction des communications, de la direction des Services à la collectivité, du Bureau du registraire et surtout de la direction des Services pédagogiques, qui sera confiée à Denis Laforte.

Alain Gourd, président-directeur général de Radio Nord à Rouyn, est nommé comme représentant du milieu socioéconomique à la commission de la DEUOQ. Il sera l'un de ceux qui s'inquiéteront des choix institutionnels en matière d'organisation des services à Hull et à Rouyn.

En 1976, à la veille de l'obtention des lettres patentes créant le CEUOQ, le nombre de professeurs passe à 80 pour les deux régions. On adopte un nouveau programme de certificat en animation, qui connaîtra beaucoup de succès en Abitibi-Témiscamingue. Hull reçoit sa part du développement académique avec l'implantation de baccalauréats en sciences comptables, en psychologie, en sciences sociales, et une maîtrise en administration. On implante des stations de PLATON (Programme de logistique pour l'apprentissage avec la technologie de l'ordinateur numérique). PLATON est un système d'enseignement assisté par ordinateur mis au point aux États-Unis. Le réseau de l'Université du Québec devient la première université francophone du monde à adopter ce système. Mais en pratique, il sera peu utilisé parce qu'il a été développé en anglais. On y retrouve peu d'applications en français et le système PLATON était probablement trop en avance sur son temps; son utilisation à des fins pédagogiques a rencontré plusieurs résistances, les professeurs n'ayant pas été suffisamment intégrés dans le projet.

En 1976, la structure académique est modifiée pour répondre à l'augmentation du nombre de professeurs. Des deux départements multidisciplinaires, un à Rouyn et

un à Hull, on passe à deux départements dans chaque région. L'Abitibi-Témiscamingue obtient un Département des sciences administratives et sociales et un Département des sciences de l'éducation, auxquels s'ajouteront des modules en administration, en éducation, en enfance inadaptée et un module en sciences sociales et de la santé.

Au printemps 1976, débutent les cours au chantier de LG-2; Réal Croteau et Jules Arsenault offrent des cours en sciences de la gestion. À la même époque, Jacques Roux fait adopter par la commission de la DEUOQ un plan de développement des services universitaires à Val-d'Or. Cette partie du territoire desservie par l'Université compte 618 étudiants inscrits dans 110 cours, dans l'axe Amos-Val-d'Or-Chibougamau. Le nombre élevé de cours s'explique par l'engouement pour le perfectionnement, qui incite de nombreux étudiants à suivre deux ou trois cours par session. On prévoit porter les effectifs du bureau de Val-d'Or à quatorze personnes, dont huit professeurs. On choisit également de déplacer les activités dans un édifice de la 7<sup>e</sup> Rue. L'adoption de ce plan constitue le prélude aux grands développements que connaîtra le campus de Val-d'Or jusqu'à l'implantation du Centre d'études supérieures Lucien-Cliche.

À Rouyn, le professeur Lionel Potvin devient adjoint au directeur des Services pédagogiques. Le professeur Michel Marsan est nommé représentant des professeurs à la commission de la DEUOQ, succédant à Richard Adam qui y siégeait depuis sa création. À partir de ce moment, le professeur Marsan jouera un rôle important dans le développement de l'Université et de la communauté universitaire en Abitibi-Témiscamingue. Il sera de toutes les luttes pour l'obtention des programmes, le développement de la recherche et l'accès à l'autonomie juridique du campus de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le premier combat qu'il mènera, en compagnie d'Alain Gourd, sera celui de la relocalisation à Hull du directeur de l'informatique, qui était en poste à Rouyn depuis plusieurs années. Alain Gourd et Michel Marsan s'opposent à ce transfert, soulignant que le partage des postes de directions entre Hull et Rouyn est un élément essentiel à l'équilibre harmonieux entre les deux régions. Pour Michel Marsan, le partage est également essentiel à un enracinement adéquat de l'Université dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue. La décision sera prise à la majorité des voix.

Au fil des mois, dans la foulée de l'adoption de son plan de développement, les démarches ont été entreprises pour obtenir un statut juridique. En décembre 1976, la Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois effectue le transfert de ses activités au Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois (CEUOQ).

## Chapitre 4 - Le Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois : une rupture à consommer

Le CEUOQ reçoit les lettres patentes lui accordant un statut d'école supérieure avec mandat général d'enseignement et de recherche à l'automne 1976. Le document constitutif prévoit que le siège social de la Corporation sera à Hull. Alain Gourd est élu président du conseil d'administration, Jean R. Messier poursuit son mandat de directeur général, Denis Laforte est directeur des études et de la recherche, Frédéric Prescott est directeur des affaires administratives et financières et Jocelyne Juneau-Larin est secrétaire générale. Tous ces postes sont installés à Hull, à l'exception de la direction des Affaires administratives et financières.

Michel Marsan, de Rouyn, et André Dolbec, de Hull, sont les premiers professeurs désignés au conseil d'administration. Seul Michel Marsan a le droit de vote, puisque les lettres patentes ne prévoient qu'un seul poste de professeur au conseil d'administration. Les professeurs Richard Brouillard, Roger Guy et Pierre H. Simard seront les trois premiers professeurs de Rouyn nommés à la commission des études.

Le CEUOQ consacre la diminution de l'importance de l'Abitibi-Témiscamingue en matière de prise en charge de son développement universitaire. Dans le plan de développement 1977-1979, qui s'inscrit dans la continuité du précédent, les choix de planification sont limités pour l'Abitibi-Témiscamingue; on y lit textuellement que « l'Université opte pour la satisfaction du plus grand nombre de besoins dans le Nord-Ouest québécois à partir de son organisation actuelle et des programmes offerts, par l'ouverture à chaque fois qu'il sera possible de nouveaux programmes et par l'exploitation maximale de toutes les articulations prévues et qui permettent au Nord-Ouest de bénéficier de certaines des activités universitaires élaborées dans les autres régions » (plan de développement 1977-1979, page 21).

Ainsi, pour qu'un besoin de formation soit pris en compte en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, il faut attendre qu'un besoin similaire apparaisse en Outaouais ou ailleurs dans le réseau de l'Université du Québec, afin de bénéficier du programme comblant ledit besoin. C'est entre autres de cette façon que l'on freinera le développement de l'Université dans le domaine des sciences appliquées, car la composante outaouaise ne ressent pas le besoin d'offrir des activités dans ce secteur.

En 1978, quand le baccalauréat en sciences infirmières est offert à temps complet à Hull, on consent à l'offrir à temps partiel à Rouyn. On implante la maîtrise en gestion de projet à Hull; l'Abitibi-Témiscamingue devra attendre plusieurs années encore. De longues discussions et les revendications des professeurs et de Jacques Roux permettront d'obtenir l'ouverture des admissions au baccalauréat en sciences comptables.

La même année, un document produit par les professeurs présente une analyse et un bilan de l'administration du CEUOQ et traite du manque de rigueur dans la planification des travaux, de la préparation du plan de développement et des budgets. Le conseil d'administration du CEUOQ met alors sur pied un comité paritaire composé de quatre cadres et de quatre professeurs. Jacques Roux, Frédéric Prescott, et les professeurs Pierre Audy et Clément Mercier composent la délégation de Rouyn. Le comité se penche sérieusement sur les lacunes identifiées, et la délégation de Rouyn profite de l'occasion pour faire valoir les doléances du campus de l'Abitibi-Témiscamingue à l'endroit de la gestion, qu'elle juge trop centralisée et peu favorable au développement du Nord-Ouest.

Le conseil d'administration du CEUOQ adopte la majorité des recommandations de ce comité paritaire. On ajoute trois postes de professeurs observateurs au conseil d'administration, ce qui évite de demander une modification aux lettres patentes, au moment où l'on songe déjà à la création de l'Université du Québec à Hull. Dorénavant, le conseil d'administration disposera d'un plan de travail annuel. Les plans de développement seront rédigés par un comité de planification, lequel fera de la préparation de ce document un événement majeur et rassembleur pour la communauté universitaire. Enfin, la préparation des budgets sera encadrée par un processus qui s'apparente à celui de la planification.

Malgré tout, les relations entre Hull et Rouyn ne s'améliorent pas avec le temps. Chaque campus veut se rapprocher de son milieu et dans l'Outaouais, on travaille à influencer les décideurs en vue de présenter une demande de création d'une université à vocation générale, constituante à part entière du réseau de l'Université du Québec. Le gouvernement du Parti québécois a été élu et François Gendron y joue un rôle important. C'est à lui que les dirigeants et chefs de file de l'Abitibi-Témiscamingue confient leurs aspirations afin d'obtenir un jour une université dans la région. Chaque région possède des velléités de développement qui lui sont propres et des aspirations qui les séparent l'une de l'autre. Les pressions politiques s'effectuent donc sans coordination réelle.

Ainsi, en octobre 1978, dans le cadre d'une interview accordée aux médias régionaux, le ministre d'État au développement culturel, Camille Laurin, laisse entendre l'existence d'un projet visant à doter la région de l'Abitibi-Témiscamingue de sa propre université. Au conseil d'administration du CEUOQ qui suit à Hull, le directeur général comprend mal l'intervention du ministre, soulignant que le Conseil des universités n'a pas encore déposé ses recommandations sur les universités de petite taille dans les régions périphériques.

On comprend mal cette intervention du directeur général, lorsqu'on sait qu'il ne s'était pas offusqué d'une récente déclaration du premier ministre René Lévesque lors d'un dîner-conférence à Hull, au cours duquel le premier ministre avait dit

souhaiter la création d'une université constituante en Outaouais, avec faculté de droit.

C'est donc dans cet esprit que débutent les travaux du comité du plan de développement 1977-1979, qui devront se conclure par une demande de lettres patentes créant l'Université du Québec à Hull (UQAH). Entre-temps, on crée un comité d'études sur les relations Hull-Rouyn, composé de deux professeurs, de deux administrateurs et d'un étudiant, tous de l'Abitibi-Témiscamingue.

#### Le comité d'études sur les relations Hull-Rouyn

L'insatisfaction qui a grandi au cours des années est ressentie par toute la communauté universitaire de l'Abitibi-Témiscamingue, aussi bien par les professeurs, les administrateurs, les membres du personnel que les étudiants. Elle gagne le milieu régional, qui s'attend à des services qui répondent à ses besoins et qui veut influencer directement le développement de son université.

Les modules organisent un colloque sur l'enseignement et la recherche universitaires en avril 1978. Soixante-quinze personnes du milieu se joignent aux professeurs. Le milieu constate que le pouvoir qu'il avait sur le CEUOQ au moment de sa création lui échappe de plus en plus. Il se produit une dérive du pouvoir vers l'Outaouais. Ce colloque permet de constater que les gens de l'Abitibi-Témiscamingue veulent établir un modèle d'université bien à eux pour l'avenir.

Le comité d'études sur les relations Hull-Rouyn, formé de Denise Côté-Thibault, étudiante, des professeurs Réal Boucher et Roger Guy, et des administrateurs Jacques Roux et Frédéric Prescott, tous de l'Abitibi-Témiscamingue, fait état de la problématique des nominations des membres des organismes statutaires, citant à titre d'exemple que tous les cadres siégeant à la commission des études sont de Hull. On rappelle également que les programmes ne sont offerts à Rouyn que s'ils ont été préalablement développés dans l'Outaouais. Le comité constate enfin que les caractéristiques des deux régions appellent des développements et des modes de réponses différents. Il ressort également des travaux du comité une volonté et une nécessité d'une plus grande autonomie de gestion des activités universitaires en Abitibi-Témiscamingue. De son côté, la partie outaouaise du CEUOQ constate les limites de son statut juridique.

Le comité d'études sur les relations Hull-Rouyn transmet son rapport au conseil d'administration du CEUOQ, qui se déclare en accord avec les sept recommandations suivantes :

1. Que le Centre de Rouyn continue à dispenser des enseignements universitaires dans le cadre de l'Université du Québec;

2. Que le Centre de Rouyn jouisse d'une autonomie de gestion en conformité avec la Loi et les politiques de l'Université du Québec;
3. Que le Centre de Rouyn ait son propre conseil d'administration et sa propre commission des études ou tout autre organisme de gestion qui en tiendrait lieu, en conformité avec le statut juridique qui lui serait accordé;
4. Que le Centre de Rouyn dispose de son propre budget en conformité avec les règles de partage du réseau de l'Université du Québec;
5. Que la future structure organisationnelle du Centre de Rouyn soit conçue de telle sorte que les cadres et officiers soient vraiment responsables de la gestion académique et financière du Centre et qu'ils possèdent l'autorité nécessaire pour accomplir cette tâche;
6. Que la future structure organisationnelle du Centre de Rouyn soit telle qu'elle engendre chez la communauté universitaire la motivation et le sentiment de responsabilité et d'appartenance;
7. Que la future structure organisationnelle du Centre de Rouyn permette d'intensifier et de rendre continues les relations avec le milieu et ses diverses composantes.

Le comité présente également des hypothèses de statut juridique pour l'Abitibi-Témiscamingue : université constituante, école supérieure (privilegiée par les membres du comité), direction générale rattachée à la corporation centrale de l'Université du Québec ou à une autre constituante.

En recevant le rapport du comité, le conseil d'administration mandate le directeur général pour y donner suite. En août 1979, les professeurs demandent qu'un comité d'administrateurs et de professeurs de Rouyn reçoive le mandat de réaliser cette opération. On demande également que l'on partage de façon équitable les ressources entre les centres de Hull et de Rouyn.

En septembre, Jean R. Messier rencontre les cadres, les directeurs de départements et de modules et un groupe de professeurs de Rouyn pour leur expliquer le processus de demande de lettres patentes pour la création d'un établissement au sein du réseau de l'Université du Québec. Des discussions, il ressort qu'il serait impossible d'obtenir des lettres patentes pour l'Abitibi-Témiscamingue. Les professeurs souhaitent que le Centre de Rouyn soit doté d'un organisme de gestion des ressources et de l'autonomie nécessaire pour opérer les activités universitaires en Abitibi-Témiscamingue.

Le conseil d'administration prend donc la décision de créer une commission du Nord-Ouest et forme un comité provisoire composé de Jacques Roux, Frédéric Prescott et Rémy Trudel, auxquels se joindront Jean R. Messier et deux professeurs, chargés d'examiner la composition et le mandat de cette commission.

C'est au même conseil d'administration de septembre 1979 que le CEUOQ requiert l'émission des lettres patentes créant l'UQAH. La résolution prévoit de s'assurer que l'octroi de ce statut donne lieu à la mise en place, pour la région du Nord-Ouest, de structures appropriées en respectant les principes déjà acceptés par le conseil d'administration. La commission du Nord-Ouest a donc le mandat d'examiner toute question relative aux activités universitaires dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue après l'obtention des lettres patentes.

### Les premiers pas vers l'autonomie : la commission du Nord-Ouest

La création de la commission du Nord-Ouest constitue un retour à une autonomie comparable à celle qu'avait le conseil de gestion des SUNOQ à l'époque de la présence de l'UQTR. La commission est composée de treize membres et elle est calquée en bonne partie sur un conseil d'administration d'une université constituante du réseau. On y retrouve, en plus des administrateurs, des professeurs, des étudiants et des membres du milieu socioéconomique. S'ajoutent deux membres nommés par le conseil d'administration du CEUOQ et un membre observateur provenant du personnel non enseignant de la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

La commission du Nord-Ouest a le mandat d'administrer l'enseignement et la recherche universitaires en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, dans le cadre d'une délégation des pouvoirs du CEUOQ. Elle doit planifier, organiser et développer l'enseignement universitaire, élaborer et mettre en place un plan de développement des enseignements et de la recherche, ainsi que gérer les ressources humaines.

Au conseil d'administration du CEUOQ, on inscrit désormais à l'ordre du jour un point sur la commission du Nord-Ouest, afin de recevoir des recommandations provenant de l'Abitibi-Témiscamingue. On travaille à aménager les modes de fonctionnement budgétaire pour que les centres de Hull et Rouyn puissent fonctionner séparément à compter du 1<sup>er</sup> juin 1980.

Avec la création de la commission du Nord-Ouest, les cadres qui exerçaient des responsabilités simultanées à Hull et à Rouyn doivent se départir d'une partie de leurs fonctions. Ainsi, Norman Murphy devient directeur des Services aux étudiants en Abitibi-Témiscamingue et Hull engage son propre directeur. Philippe Gariépy quitte Rouyn pour conserver à Hull le poste de directeur du Service de l'audiovisuel. Le Service de l'information devient indépendant de Hull et Jean Turgeon relève désormais de l'adjoint au directeur général, Jacques Roux. À compter de 1979, plusieurs professionnels deviendront responsables de services, dont Marcel Bernier, graphiste, qui est nommé responsable du Service de l'audiovisuel.

L'implantation de la commission du Nord-Ouest amène d'intéressants développements en Abitibi-Témiscamingue. En effet, les membres de la direction sont désormais beaucoup plus libres de développer d'ambitieux projets, à la condition qu'ils n'interfèrent en rien dans la démarche d'obtention des lettres patentes de l'UQAH. Ainsi, à la suite des interventions de Jacques Roux, le Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit confie en août 1979 le mandat d'organiser et de dispenser des cours d'immersion en français à des groupes inuits du Québec dans le cadre de stages de cinq semaines à Rouyn. Les étudiants sont hébergés dans des familles. Norman Murphy est nommé responsable du projet et Hélène Filion et Bernard Pelletier sont engagés pour offrir les enseignements. Michel Vincent est chargé d'organiser les activités sociales et récréatives des étudiants.

En octobre 1979, la commission du Nord-Ouest accueille ses premiers membres. Les professeurs Pierre Audy et Ghislain Jolette en sont les professeurs désignés. Rémy Trudel, devenu adjoint au directeur des études et de la recherche, y siège également en compagnie de Frédéric Prescott, directeur administratif et de Jacques Roux, adjoint au directeur général, qui est nommé secrétaire de la commission.

Le Conseil des universités publie en décembre 1979 un avis sur le financement des universités en régions périphériques, dans lequel il reconnaît l'existence de coûts supplémentaires associés à la décentralisation et à la dispersion sur de vastes territoires. Le Conseil ne fait pas de recommandations sur la manière d'octroyer des ressources supplémentaires. Le financement de l'enseignement universitaire en Abitibi-Témiscamingue fera longtemps les frais du manque de reconnaissance des particularités liées à l'enseignement dans les régions éloignées.

Les cadres de la commission du Nord-Ouest se complètent en janvier 1980. Les deux premiers professeurs sont remplacés par Serge Rioux, Pierre Roberge et Luc Bergeron. Mario Gagnon et Roger Gauthier sont élus par les étudiants. Wilfrid Rivard occupe désormais le poste réservé au CÉGEP. Suzanne Firlotte, de Rouyn, le juge Jean Beaulieu, de Val-d'Or, et Normand Perron, de La Sarre, sont nommés membres en provenance du milieu socioéconomique. Pour sa part, le conseil d'administration du CEUOQ accueille le juge Jean Beaulieu de Val-d'Or à titre de représentant du milieu de l'Abitibi-Témiscamingue.

Au conseil d'administration de Hull, on adopte une procédure de consultation en vue de la nomination du nouveau directeur du Centre de Rouyn. Jules Arsenault et Roger Gauthier sont nommés au comité de sélection, en compagnie de deux membres du conseil, dont Marcel Monette, architecte de Val-d'Or, qui siège au conseil d'administration du CEUOQ. Au terme du processus, Rémy Trudel est nommé directeur du Centre de Rouyn le 14 mai 1980. Entre-temps, Suzanne Firlotte, infirmière et personnalité impliquée dans les arts et la culture à Rouyn, est élue première présidente de la commission du Nord-Ouest. Pour la première

fois, une personne du milieu régional préside aux destinées de l'enseignement universitaire dans la région.

Toutefois, le milieu régional s'inquiète. On craint que la mise sur pied de la commission du Nord-Ouest retarde l'accession à un plein statut d'autonomie. Le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT), dans une lettre adressée au ministre de l'Éducation, demande que l'on intervienne auprès du Conseil des ministres pour surseoir à toute demande de restructuration du CEUOQ. Les membres de la commission du Nord-Ouest manifestent leur désaccord et mandatent Jacques Roux pour écrire au président du CRDAT afin de l'informer que la commission, formée de représentants du milieu et de la communauté universitaire, est l'organisme officiel du centre universitaire de la région et qu'elle doit être considérée comme son principal interlocuteur.

Au printemps 1980, l'Université accueille ses premiers diplômés en travail social et offre pour la première fois les cours de bachotage aux examens de l'Institut canadien des comptables agréés. La commission du Nord-Ouest engage son premier professeur, Micheline Potvin, qui devient professeure suppléante au Département des sciences de l'administration et des sciences sociales. On adopte également un premier programme, le baccalauréat en enseignement professionnel, élaboré par l'équipe du professeur Paul-André Martin.

Sous sa direction, la formation des maîtres en enseignement professionnel jouera un rôle particulièrement important dans le développement des sciences appliquées à l'Université. Devant former des enseignants du secteur professionnel au secondaire, notamment en mécanique et en électricité, on engage des spécialistes qui peuvent initier des activités en recherche. Ainsi, des géologues travailleront à la fois au programme de perfectionnement des maîtres en enseignement professionnel (PPMEP) et initieront des projets de recherche en sciences appliquées. Le Département des sciences de la gestion apportera aussi une contribution majeure dans le développement d'un département des sciences, par le biais de professeurs qui développeront les premiers programmes de la future unité, surtout en informatique de gestion.

En mai, se tient une importante réunion de la commission, alors que le vice-président à la planification du réseau de l'Université du Québec, Pierre Decelles est à Rouyn en compagnie de Jean R. Messier. Ce dernier souligne qu'à compter du 1<sup>er</sup> juin, les seuls liens hiérarchiques existants entre Hull et Rouyn seront les liens entre le directeur général du CEUOQ et le directeur du Centre de Rouyn. On s'interroge également sur la représentation du Centre de Rouyn aux organismes décisionnels et aux organismes de concertation du réseau de l'Université du Québec.

Le vice-président Decelles souligne que l'Assemblée des gouverneurs, en appuyant la demande du CEUOQ pour l'émission des lettres patentes de l'Université du

Québec à Hull, a voulu s'assurer que le nouveau statut ne limiterait pas le devenir du Centre de Rouyn. Pour éviter qu'un statut juridique limitatif, tel celui d'une école supérieure, soit imposé au Centre de Rouyn, Pierre Decelles recommande de ne pas lier le dossier de l'Abitibi-Témiscamingue à celui de la création de l'UQAH. À son avis, il faudrait effectuer par étapes la transition vers la pleine autonomie. La mise sur pied de la commission du Nord-Ouest constitue la première étape de ce processus. Les professeurs manifestent cependant leur appréhension devant le peu de pouvoirs de la commission du Nord-Ouest et l'absence de statut juridique formel.

Le 1<sup>er</sup> juin 1980, la séparation administrative est complète. Les ressources financières sont partagées au pro rata des clientèles des deux régions. La commission du Nord-Ouest se retrouve donc avec le mandat de gérer une université avec le tiers du budget nécessaire. En Abitibi-Témiscamingue, Jacques Roux et Frédéric Prescott quittent l'université. Jean Turgeon est nommé adjoint au directeur du Centre et secrétaire de la commission du Nord-Ouest. Il assume également les responsabilités des services de l'information, de l'audiovisuel, des services à la collectivité, de la bibliothèque, ainsi que l'intérim au bureau de Val-d'Or. Un premier comité de sélection n'ayant pas apporté les résultats escomptés, Rémy Trudel demande à Jean Paul Charlebois d'assumer la direction académique par intérim. Norman Murphy, directeur des Services aux étudiants, devient également registraire et responsable du Service de l'informatique.

À l'automne 1980, Alain Gourd quitte le conseil d'administration du CEUOQ. Les derniers mois ont été marqués par la division des accréditations syndicales entre Hull et Rouyn. Les négociations avec les professeurs ne sont pas au beau fixe et on choisit, comme moyen de pression, de ne pas briguer les postes de directeurs de départements et de modules. L'inscription à la rentrée est plutôt chaotique et une grève perturbe les activités du 13 au 17 octobre. La nouvelle convention sera signée en novembre.

En décembre 1980, le Conseil des universités publie son avis sur la demande de lettres patentes de l'UQAH. Le Conseil émet des inquiétudes quant au type, à l'ampleur et aux modalités de développement que pourrait connaître la nouvelle université en Outaouais. La direction du CEUOQ, la communauté universitaire et la communauté régionale de l'Outaouais se mobilisent pour convaincre le ministre de l'Éducation de ne pas présenter une recommandation au Conseil des ministres qui contiendrait des restrictions à la mission de l'UQAH.

Cet épisode ne passe pas inaperçu en Abitibi-Témiscamingue, où la communauté universitaire et la communauté régionale craignent également de devoir faire l'objet de restrictions sur la mission d'enseignement et de recherche universitaires dans la région. Pour l'heure, le débat consiste surtout à protéger les acquis et à obtenir la plus grande autonomie possible.

Rémy Trudel, qui s'est vite forgé un impressionnant réseau de contacts, s'active sur tous les fronts. En février 1981, on dépose à la Commission de planification du réseau de l'Université du Québec des recommandations sur le statut à attribuer à la composante Nord-Ouest du CEUOQ. La Commission recommande de compléter les études préalables et mandate le vice-président pour analyser les programmes, la recherche et le bilan financier, avant de faire une nouvelle recommandation à la Commission de planification. La commission du Nord-Ouest signifie son désaccord sur le contenu de ce rapport.

Les lettres patentes de l'UQAH sont émises le 10 mars 1981. Le ministre Camille Laurin assure le directeur du Centre de Rouyn que le Conseil des ministres est bien informé de la situation en Abitibi-Témiscamingue et qu'à son avis, il ne fait aucun doute que le CEUOQ Nord-Ouest devrait aspirer à devenir une constituante du réseau de l'Université du Québec. À la commission du Nord-Ouest, on est peu enclin à croire le ministre. Aussi, plusieurs membres s'interrogent sur l'opportunité de demander le transfert des lettres patentes d'école supérieure du CEUOQ au Centre de Rouyn. On apprend alors que l'UQAH succède au CEUOQ, ce qui entraîne automatiquement la disparition de cette dernière corporation.

En avril 1981, le conseil d'administration du CEUOQ adopte une résolution pour céder à l'Université du Québec les actifs et passifs reliés à ses opérations en Abitibi-Témiscamingue. Pour plusieurs, c'est le retour à la case départ. L'Assemblée des gouverneurs crée une nouvelle commission et un Centre d'études universitaires en Abitibi-Témiscamingue (CEUAT), précisant que ce Centre doit être orienté vers un véritable statut de constituante dès que certains paramètres seront satisfaits.

Ainsi se termine cette première phase du développement de l'enseignement universitaire en Abitibi-Témiscamingue. Dans les années 1970, on a cherché à consolider les infrastructures et l'État est intervenu pour accroître le contrôle du développement des régions par les gens des régions. Les quelques acquis ont nécessité de longues luttes; l'Université a elle-même entrepris sa longue marche vers l'autonomie.

À l'aube de la décennie 1980, elle entre dans une deuxième phase transitoire, cherchant à obtenir les moyens nécessaires à son plein épanouissement.

## **Chapitre 5 - L'enseignement**

Le patrimoine académique des SUNOQ provient essentiellement de l'école normale, qui a transféré ses brevets d'enseignement, et de l'UQTR, qui pige allègrement dans sa banque pour desservir l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec.

En 1971, on offre dix-huit programmes de baccalauréats, spécialisés ou en enseignement, les brevets A et B, quatre certificats en administration et en

sciences comptables, dont les programmes donnant accès à certains ordres professionnels, et on accueille une cohorte de seize étudiants à la maîtrise en éducation. En éducation, les baccalauréats en enseignement et les baccalauréats spécialisés permettent de former des groupes d'une vingtaine d'étudiants en histoire et en géographie. Les programmes en mathématiques, en biologie et en enfance inadaptée, ainsi que les baccalauréats en récréologie, en chimie et en physique sont offerts à quelques individus, qui bénéficient d'un enseignement très personnalisé.

Dans les programmes offerts à temps complet au campus de Rouyn, les petits groupes favorisent les expériences pédagogiques. Berthe Héroux et Jean-René Chenard expérimentent, avec des étudiants de l'Université, une classe neige au Mont Kanasuta avec 60 élèves d'écoles secondaires de la région. En novembre 1971, un premier groupe d'étudiants effectue un stage en France dans le cadre d'un cours en enfance exceptionnelle. À l'été, la liste des cours propose un cours en biologie qui est offert au camp Chicobi à Guyenne.

### L'enseignement à distance

Les centres régionaux sont desservis dès le début par les professeurs et les premiers chargés de cours, qui se déplacent à chaque semaine. On s'intéresse cependant à l'enseignement à distance, que le siège social de l'Université du Québec entend développer pour desservir les régions les plus éloignées. Dès la première rentrée, le président du réseau de l'Université du Québec rappelle que, si toutes les régions doivent bénéficier de l'enseignement universitaire, il faudra compter sur les avantages offerts par les nouveaux moyens d'enseignement à distance. L'Abitibi-Témiscamingue et l'Outaouais semblent d'ores et déjà destinées à expérimenter les cours que préparera la future Télé-Université, qui sera créée à l'automne 1972. Les premières expériences d'enseignement à distance réalisées en Abitibi-Témiscamingue consistent à enregistrer sur ruban magnétoscopique un cours sur la poésie et la chanson, un cours de rythmique et de psychomotricité, et un cours de microéconomie. Offerts dans quelques centres, ces cours seront boudés par les étudiants, qui préfèrent bénéficier de la présence des professeurs.

### Le patrimoine académique de 1972 à 1980

Avec l'arrivée de la DEUOQ, on assiste d'abord à une importante rationalisation de la banque de programmes. Au cours de la période du CEUOQ, le développement académique se fera à partir de Hull. Les programmes qui y sont élaborés seront offerts en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec si la demande le justifie. On n'élabore pas de programmes destinés spécifiquement à répondre aux besoins de formation dans le Nord-Ouest québécois.

En 1979, le patrimoine académique comporte quatorze programmes de baccalauréats, dont neuf en éducation, deux en administration-sciences comptables, et les baccalauréats en psychoéducation, en travail social et en sciences de la santé. Le nombre de certificats passe de quatre à treize; en plus des programmes en éducation et des certificats en administration-sciences comptables, se sont ajoutés des certificats en nursing communautaire, en travail social, en relations de travail, en arts plastiques, en animation, en informatique de gestion et en gestion des opérations. Les programmes d'études de cycles supérieurs se limitent toutefois à la maîtrise en éducation, par extension de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

Les multiples étapes du processus d'approbation des programmes ont nui au développement du patrimoine académique du CEUOQ, tant en Outaouais qu'en Abitibi-Témiscamingue. Un programme est d'abord élaboré par des professeurs, à partir des besoins identifiés dans les modules. Il est ensuite adopté par la commission des études de l'établissement, puis transmis au Conseil des études du réseau de l'Université du Québec. Avant d'y être approuvé, il est soumis à des experts externes, le plus souvent spécialistes de la discipline, provenant d'autres universités, qui sont donc en situation de concurrence. Les experts demandent souvent des modifications qui obligent à reprendre le processus d'adoption. Une fois que le Conseil des études s'est prononcé, le projet de programme est transmis au Conseil des universités, qui le soumet à son comité des programmes. Si le programme réussit à passer cette étape, il bénéficie d'une recommandation du Conseil des universités au ministre de l'Éducation, qui en autorise le financement.

Entre 1974 et 1983, la DEUOQ, le CEUOQ et l'UQAH, à ses débuts, soumettront dix-huit programmes dont deux seulement seront autorisés. On comprend pourquoi le CEUAT et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) adopteront plus tard la formule d'extension de programmes, qui permet d'emprunter un programme à une autre université, sans avoir à réaliser le pénible cycle de l'approbation.

Force est de constater que le patrimoine académique est limité après dix années de présence universitaire en Abitibi-Témiscamingue. La prise en charge du développement de l'Université en 1981, et surtout la création de l'UQAT en 1983 donneront aux professeurs et aux responsables académiques la marge de manœuvre nécessaire à l'offre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des étudiants et de la région.

Les expériences de télé-enseignement prendront une ampleur particulière en 1975, alors que le gouvernement du Canada lance le satellite technologique de télécommunication HERMES. Le CEUOQ bénéficiera de 40 heures d'enseignement, qui seront utilisées pour offrir un cours en vidéoconférence simultanément à Hull, à Rouyn, à Chibougamau et à Val-d'Or. On utilisera également le satellite pour inaugurer le CEUOQ par vidéoconférence.

## Chapitre 6 - La recherche

### La recherche entre 1970 et 1972

Le corps professoral est jeune en 1970. Les professeurs consacrent beaucoup de temps à la préparation de nouveaux cours et à la participation à la gestion académique. Mais l'essentiel de leur recherche consiste à faire avancer leur projet de doctorat.

Les premières recherches s'articulent autour d'un Centre d'études du Nord-Ouest québécois, centre de documentation qui recueille les travaux des étudiants et les rapports de recherche des professeurs portant sur le milieu régional. Les premiers projets touchent l'économie, l'histoire, la géographie et le tourisme. L'absence de programmes et d'étudiants de cycles supérieurs (maîtrise et doctorat) prive les professeurs du soutien d'agents de recherche. On doit donc s'associer à des étudiants de premier cycle, moins rompus aux méthodes scientifiques.

À l'été 1971, des étudiants à temps complet travaillent avec des professeurs sur cinq projets : une étude sur le potentiel touristique de la région, un inventaire des besoins en communication, une étude sur la décentralisation des activités culturelles, un projet de colonie de vacances pour des enfants défavorisés et une analyse écologique et biologique du lac Dufault. Réal Larochelle lance un programme expérimental d'audiovidéo en pédagogie, et Roger Barrette entreprend une vaste étude sur l'histoire de la colonisation à l'époque du Plan Vautrin.

Les professeurs organisent des colloques et des séminaires qui ont des retombées dans le milieu. En avril 1971, Berthe Héroux, Roger Barrette et Dominique Roupillard organisent un colloque ayant pour thème « Didactique et universités nouvelles ». Il s'agit de la première manifestation de ce genre organisée par l'Université dans la région.

En mai 1971, un forum sur les relations de travail accueille Gérard Dion de l'Université Laval et Théo Gagné, syndicaliste bien connu chez les métallurgistes unis d'Amérique.

Avec la réalisation des premiers projets de recherche, on assiste au développement de l'exercice de la fonction critique chez les professeurs, qui utilisent les tribunes et les événements pour faire valoir la nécessité de développer l'économie, de protéger l'environnement, particulièrement en danger dans les exploitations minières. Aujourd'hui, on peut considérer que les nombreuses interventions de professeurs, notamment en sciences de la gestion, au début des années 1970, ont conduit au grand virage environnemental que prirent certaines entreprises minières, dont Noranda, vers la fin de la décennie.

Le premier plan de développement contient les perspectives du développement de la recherche pour les décennies suivantes. On y déclare que l'Université pourra contribuer aux recherches biophysiques sur les milieux forestiers, aux recherches géologiques, aux études sur la modernisation de l'agriculture, sur la stratégie de développement industriel, sur les problèmes de la formation de la main-d'œuvre et sur les axes de développement de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, incluant les projets du Nord et de la Baie-James. Ainsi, on peut constater que c'est en 1971 que se définissent les premiers grands axes de recherche qui vaudront 30 ans plus à l'UQAT une reconnaissance et une expertise reconnues mondialement.

### La recherche de 1972 à 1980

Au début des années 1970, les universités du réseau, après avoir consacré beaucoup d'énergies à l'élaboration de programmes d'études et à l'organisation des premières rentrées, commencent sérieusement à s'intéresser à la recherche. Si on se lance tous azimuts au début, la dure réalité du financement amène les établissements à se doter d'axes de développement en recherche. Sans renoncer à appuyer les travaux conduits individuellement par les professeurs, les établissements cherchent à se doter de masses critiques de chercheurs permettant l'émergence de groupes et d'unités de recherche. C'est ainsi que l'on développe entre autres des équipes sur les pâtes et papier à l'UQTR et en océanographie à l'UQAR. À la DEUOQ, la recherche demeure longtemps embryonnaire. Le directeur général s'intéresse beaucoup aux expériences de télé-enseignement et sa préoccupation constante à cet endroit permet d'intéressantes tentatives.

À l'automne 1972, la DEUOQ engage Donat Martineau, oblat et historien, pour constituer un fonds d'archives sur le Nord-Ouest québécois. Le Centre d'archives de l'Abitibi-Témiscamingue qui en naîtra sera par la suite transféré au ministère des Affaires culturelles, responsable des Archives nationales du Québec. L'implantation de cette structure favorisera certes la conservation de documents régionaux, mais elle favorisera également la recherche sur notre histoire. Benoît Beaudry-Gourd publiera à partir de 1973 une première bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, qui sera mise à jour à l'intérieur de plusieurs suppléments. En 1976, on réalise un projet visant à recueillir les témoignages oraux des pionniers de la région.

Au cours des années 1970, plusieurs professeurs consacrent leurs tâches de recherche à leurs études doctorales. Plusieurs réalisent individuellement ou en petits groupes des projets liés à des demandes du milieu. Gilbert St-Laurent, géographe, publie une étude sur les accidents de circulation en milieu urbain. Laurent Deshaies étudie le logement et la rénovation urbaine. Réal Larochelle, chargé de cours, publie un volume sur le cinéma et les enfants. Jules Arsenault, Gérald Beaulieu et Michel Marsan étudient les habitudes d'achat à Rouyn; les

professeurs Marsan et Arsenault réalisent une étude sur la fusion des villes de Rouyn et de Noranda.

Des groupes de professeurs organisent des activités savantes. Un séminaire expérimental sur l'évaluation des enseignements est offert en 1974. En éducation, on participe chaque année à l'organisation du Congrès pédagogique au primaire, qui connaît un immense succès en région.

Les professeurs du Département des sciences de l'administration et des sciences sociales s'intéressent à la communauté régionale. Une équipe conduite par Roger Guy et Jules Arsenault réalise une étude sur la qualité de l'environnement à Rouyn-Noranda et ses conséquences sur la qualité de vie des citoyens. Le projet suscite beaucoup de réactions, tant dans le grand public que chez Noranda, dont la fonderie est au cœur du débat. Des médias nationaux s'intéresseront à cette étude, qui aura pour effet de sensibiliser les citoyens et de les inviter à se regrouper. Pour l'entreprise concernée, on assistera à une prise de conscience qui se traduira par un important virage environnemental dans les années qui suivront.

Le premier laboratoire créé au CEUOQ sera implanté en 1975. Le Laboratoire de recherche en psychologie expérimentale regroupe des professeurs intéressés à la psychologie et à la rééducation motrice. Jean-René Chenard et Jacques Charest seront les pionniers de ce laboratoire, qui donnera naissance à de nombreuses activités. C'est sous l'égide de cette équipe que le CEUOQ accueille en 1979 le 10<sup>e</sup> Congrès annuel de l'Association scientifique pour la modification du comportement. Parmi les conférenciers célèbres, B. F. Skinner de l'Université Harvard, auteur de nombreuses recherches sur le behaviorisme.

À l'aube des années 1980, on fait de la recherche sur la relaxation, les maux de dos, le décrochage scolaire, la didactique, l'évaluation des enseignements, le marketing et l'organisation du travail.

Dans la région, on souhaite que l'Université investisse dans des champs de recherche liés aux ressources naturelles. En novembre 1980, un groupe de travail, mis sur pied par la Corporation de développement industriel de Rouyn-Noranda, recommande que l'Université considère la recherche minérale comme un de ses axes de développement. On souhaite aussi qu'elle envisage la création d'un groupe de recherche. En avril 1981, le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) octroie une subvention de 75 000 \$ à l'Université. C'est la première fois qu'un organisme subventionnaire alloue des crédits en Abitibi-Témiscamingue.

L'autonomie qu'acquiert l'Université au début des années 80 favorisera un important essor de la recherche en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec.

## Chapitre 7 - La vie en communauté universitaire

À l'arrivée de l'UQTR et des SUNOO, l'Université est jeune, tout comme son personnel, ses professeurs et ses étudiants. L'implantation du campus du Nord-Ouest se fait rapidement. L'UQTR n'a que quelques mois pour prendre le relais de l'école normale et pour offrir ses programmes à la rentrée de 1970. Pas une semaine ne passe sans que l'on accueille de nouveaux professeurs et de nouveaux membres du personnel. Le rythme de travail est accéléré et les semaines sont agrémentées par des activités sociales organisées par quelques individus. L'été, plusieurs louent des chalets où se rassemblent de joyeux convives.

Dès le début des activités au campus de Rouyn, on s'entend avec le CÉGEP pour partager des services, afin de limiter les coûts et les duplications. La bibliothèque, les services sportifs et socioculturels seront les premiers à être offerts conjointement. De 1970 à 1975, les services aux étudiants sont communs, à l'exception de l'aide financière.

Les étudiants se dotent d'une association en mai 1971. Lors d'une rencontre avec la direction, ils se plaignent des difficultés rencontrées au cours de la première année : peu de participation étudiante aux activités de l'Association, étudiants à temps complet noyés dans la masse des étudiants du CÉGEP, relations minces avec l'Association étudiante de Trois-Rivières. Selon les étudiants, le développement d'un véritable esprit universitaire passe par l'implantation des activités dans des locaux identifiés à l'Université, ce dont ils bénéficient à compter de l'automne 1972.

En octobre 1972, le président du réseau de l'Université du Québec vient à Rouyn pour remettre les diplômes aux premiers finissants universitaires en Abitibi-Témiscamingue : Francine Cloutier, Rose-Aline Corvec, Claire Gervais, Jean-Paul Hamoir, Jacqueline Laurence, René Lefebvre, Donald Théberge et Jean-François Thiboutot reçoivent leur diplôme des mains du président Alphonse Riverain.

L'installation dans l'édifice préfabriqué à l'automne 1971 permet aux étudiants de la DEUOQ de se forger un esprit de corps en s'identifiant à un groupe. On y organise des activités sociales, auxquelles participent les professeurs et les membres du personnel.

Peu nombreux entre 1970 et 1973, les étudiants à temps complet bénéficient d'activités parascolaires : un cours de récréologie est donné dans une pourvoirie au Témiscamingue, un autre groupe visite le site du futur aéroport Mirabel, alors que les étudiants en histoire se rendent à Québec, à Montréal et à Ottawa pour visiter des musées. Plusieurs étudiants accompagnent leurs professeurs au congrès annuel de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, au congrès du Conseil québécois de l'enfance exceptionnelle et au Congrès pédagogique au primaire.

La vie en communauté universitaire en Abitibi-Témiscamingue est marquée par de nombreuses réjouissances au cours des années 1975-1980. Les professeurs et les membres du personnel sont jeunes et tout est prétexte à la fête. On organise des cocktails presque chaque semaine, pour souligner l'arrivée ou le départ d'une personne, les naissances comme les mariages. Le nombre de ces réceptions finit par avoir un effet négatif sur l'image de l'établissement et la pratique diminue pour presque disparaître au début des années 1980.

Au cours de la période de la DEUOQ et du CEUOQ, toute personne travaillant au campus de Rouyn possède un collègue qui exerce des fonctions similaires à Hull. Pour développer les communications et pour améliorer le sentiment d'appartenance, la direction organise, une fois par année, un voyage de groupe dans un centre. C'est ainsi qu'en mars 1976, on organise un match de hockey à Rouyn, mettant aux prises une équipe composée d'employés de Hull et une équipe composée d'employés de Rouyn. On visite les locaux, on rencontre ses collègues et une soirée récréative conclut la visite.

Les professeurs se retrouvent plus régulièrement, certains pour travailler à l'intérieur de comités de programmes, d'autres sur des recherches communes. Leur appartenance à un même syndicat favorise les rencontres, qui se tiennent quelques fois à Maniwaki, chacun faisant son bout de chemin.

Au campus de Rouyn, à partir de 1975, les professeurs s'inquiètent de la centralisation des décisions dans l'Outaouais. De leur côté, les cadres sont déchirés entre leur désir de défendre les intérêts du Nord et leur obligation de solidarité. Cette situation entraîne beaucoup de frustrations chez les professeurs, qui se font les champions de velléités d'autonomie du Centre de Rouyn. En contrepoids aux informations officielles véhiculées dans les journaux internes approuvés à Hull, apparaît un journal anonyme, le Papyromane. Gare à celui qui ne prend pas à cœur la défense sans condition du campus abitibien. Tout ce qui provient de l'Outaouais est honni et toute initiative qui ne va pas dans le sens des intérêts de la région fait l'objet d'une critique acerbe, le tout enrobé dans un style à la fois comique et sarcastique.

Pour animer la vie communautaire, un comité de loisirs organise des soirées. Chaque année, pour le temps des Fêtes, un groupe d'employés et de professeurs bénévoles scénarise et produit une vidéo satyrique sur les événements de l'année. À la belle saison, on participe à un traditionnel tournoi de pêche et à un tournoi de golf avec le CÉGEP; l'Université possède également son équipe de balle dans une ligue locale.

À l'automne, comme partout ailleurs en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec, on fait une pause pour la chasse à l'orignal. Toutes les entreprises et les institutions sont affectées par ce sport privilégié. Il n'est pas question

d'organiser un colloque ou une réunion pendant les semaines d'octobre où la chasse à l'original est ouverte.

Avec la création de la commission du Nord-Ouest, une volonté de travailler ensemble au développement de l'Université commence à émerger au sein de la communauté. Plusieurs professeurs choisissent d'occuper des fonctions de direction alors que des cadres retournent à l'enseignement. Les nouveaux cadres font le choix de développer davantage les liens avec la région. Jacques Roux tissera des liens importants avec la communauté de Val-d'Or, Rémy Trudel consacrera beaucoup d'énergie à sillonner l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec pour chercher des appuis auprès de ceux qui veulent développer une université pour la région. Les professeurs continuent d'exercer leur fonction critique au sein de la communauté, et l'influence qu'ils exercent sera prépondérante sur le choix du CEUOQ de créer la commission du Nord-Ouest, premier jalon vers l'autonomie.

## **Chapitre 8 - Servir la collectivité : les relations avec le milieu**

Aux missions d'enseignement et de recherche dévolues à toutes les universités, les constituantes du réseau de l'Université du Québec se sont longtemps reconnues une mission de services à la collectivité. Ces services ne sont pas encadrés au plan juridique ou réglementaire et chaque établissement a le choix des programmes à offrir et des moyens à y consentir.

L'implantation de services universitaires dans le Nord-Ouest n'a pas l'objet de grands débats dans la société. En 1970, la grande majorité de la population était peu informée des événements entourant la fermeture des écoles normales, l'implantation de PERNO et l'arrivée de l'UQTR.

Pour leur part, les chefs de file du milieu régional, les dirigeants des grandes institutions, dont le CÉGEP, et les politiciens se sont heureusement impliqués afin d'obtenir les services qui se développaient ailleurs. Deux personnes font alors partie de toutes les actions visant à obtenir des services d'enseignement universitaire. Roger Guy, du Conseil économique régional du Nord-Ouest, et Jean-Pierre Marquis, du Conseil régional de développement social, seront de toutes les luttes et ils feront par la suite bénéficier l'Université de leurs expériences en y réalisant une bonne partie de leur carrière professionnelle.

Au moment où l'UQTR s'installe, on s'inquiète surtout de la disparition du programme de perfectionnement des maîtres offert jusqu'alors par l'Université de Montréal. En 1971, les auditeurs de Radio Nord font état de leurs doutes sur la permanence des services universitaires. Réjean Fortin, directeur de l'éducation permanente aux SUNOQ, écrit un article faisant état d'un colloque réunissant les administrateurs, les professeurs et les membres de la communauté universitaire.

Selon l'auteur, l'Université veut être véritablement l'outil de la population, au service de sa région.

La présence universitaire dans le milieu, au cours des années 1970, est surtout l'effet de professeurs qui, en s'installant dans la région, offrent leurs services en consultation et en recherche, ou à titre de bénévoles dans des organismes. Les administrateurs et plusieurs membres du personnel s'impliquent également dans le milieu local et régional. Leur présence a des effets positifs sur l'image de l'Université. Ainsi, Rémy Trudel deviendra président du Conseil régional de développement, Jacques Roux sera élu président du Conseil régional de la santé et des services sociaux et premier président du Conseil de la culture.

Le premier partenaire de la jeune université sera sans contredit le CÉGEP de Rouyn. Premier établissement d'enseignement supérieur à voir le jour en 1967, il a hérité d'un imposant campus et de la longue tradition du collège des Oblats. Dès 1970, il accepte de loger les SUNOO et partage plusieurs services, dont les services de bibliothèque et les services sportifs et récréatifs, qui demeurent encore conjoints aujourd'hui. Plusieurs professeurs du Collège, bien qualifiés, formeront le premier noyau de chargés de cours typiquement abitibiens. En novembre 1975, l'arrivée de Lorrain Barrette à la direction générale du CÉGEP inaugurera une longue tradition de collaborations, notamment dans le développement de campus en région et dans le domaine de la recherche.

Les commissions scolaires, qui engagent les jeunes diplômés aux programmes en formation des maîtres et grâce à qui les professeurs bénéficient du perfectionnement offert par l'Université, sont également des partenaires importants de l'Université dès le début de la décennie. L'Université y recrutera d'ailleurs bon nombre de ses agents de liaison, et plus tard plusieurs de ses cadres deviendront directeurs de campus.

Les relations avec les entreprises se forgeront au fil des ans, particulièrement grâce au réseau de contacts qu'établiront les professeurs en sciences de la gestion, et plus tard grâce aux premiers diplômés en administration. Au début des années 1980, lorsque le CEUAT cherchera des appuis dans le milieu, des diplômés tels Roger Gauthier et Claude Veillette répondront à l'appel.

L'Université est fortement présente dans le milieu par les services qu'elle offre à la collectivité entre 1970 et 1980. Les professeurs s'associent avec des organismes partout en région pour offrir des sessions de perfectionnement. Des cours sur les équipements et les méthodes sont offerts aux ingénieurs du ministère des Transports; un projet d'une année associe des professeurs à la Commission scolaire de Val-d'Or sur l'intégration des enfants en difficulté. Plus tard, on réalise une étude sur les attitudes des citoyens face à la pollution. Le Centre des archives régionales accueille les archives du diocèse de Rouyn, puis celles du CRDAT.

La présence de l'Université auprès des Premières Nations qui souhaitent bénéficier de ses services ne se développera qu'à la fin de la décennie. En effet, le campus abitibien ne possède pas l'autonomie lui permettant de choisir lui-même les voies de son développement. Avec l'arrivée de Jacques Roux et les premiers travaux de la commission du Nord-Ouest, on commence à soutenir les professeurs qui ont entrepris de tisser des liens avec les communautés autochtones. La formation offerte en 1979 aux Inuits coïncide avec les premières sessions de perfectionnement offertes aux professeurs algonquins du lac Simon. Ces premiers pas seront suivis d'autres à mesure que l'Université se développera dans et pour sa région.

Finalement, au-delà de la participation aux organismes et de l'organisation de séminaires, c'est au sein de la grande famille des diplômés que l'Université démontre le mieux sa présence dans le milieu.

L'exemple de Cécile Hamel démontre à lui seul le lien qui peut se tisser entre une université et une personne de sa région. Originaire de la région de Macamic, Cécile Hamel est mère de six enfants. Mariée à dix-sept ans, elle a dû quitter l'école primaire du rang en 5<sup>e</sup> année, puisque l'établissement fermait, faute de professeur. La présence d'une université dans sa région lui permettra en 1979 d'obtenir un baccalauréat et de réaliser son rêve de posséder une éducation de niveau supérieur.



Les années 80

Maîtres de notre avenir



## Introduction

Avec l'intervention de l'État québécois et les investissements grandissants du gouvernement fédéral dans les régions, l'Abitibi-Témiscamingue des années 1980 cherche toujours à assurer une meilleure emprise sur son développement.

Au début de la décennie, on salue la réussite d'entreprises qui permettent à la région de s'approprier l'exploitation de ses ressources forestières : Frank Dottori chez Tembec, les frères Perron à La Sarre, les frères Cossette à Val-d'Or, la famille Saucier et la famille Barrette dans le Nord-du-Québec. L'Abitibi-Témiscamingue connaîtra un boom minier dans le secteur de l'exploration, avec les actions accréditives qui permettent l'émergence de plusieurs compagnies juniores. Malheureusement, le grand capital demeure étranger et l'exploitation est réservée aux multinationales qui ont la capacité d'investir des centaines de millions de dollars. Une crise économique affecte le Québec et l'Abitibi-Témiscamingue au début des années 1980. Le taux de chômage dépasse 14 % et la conjoncture n'est pas propice à une évolution qui tiendrait compte des besoins spécifiques de la région.

Vers la fin de la décennie, l'informatique envahit la planète. L'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec sont désormais reliés aux grands centres internationaux. Les entreprises s'intègrent dans un grand ensemble mondial et les ressources naturelles ne sont plus à elles seules une garantie de richesse collective. On parle de plus en plus du capital humain, des richesses humaines et de la société des communications et du savoir. La présence d'une université prend alors toute son importance et elle devient une nécessité pour assurer le développement d'une région.

## Chapitre 9 - Le Centre d'études universitaires en Abitibi-Témiscamingue

### Une transition nécessaire ou une transition imposée?

La création du CEUAT ne provoque pas d'euphorie dans la communauté universitaire. On se rappellera que les membres de la commission du Nord-Ouest préfèrent, au moment de la création de l'Université du Québec à Hull, que l'on conserve la charte du CEUOQ et que l'Abitibi-Témiscamingue obtienne rapidement un statut d'école supérieure.

Philippe Audet, étudiant de Rouyn-Noranda et membre de l'Assemblée des gouverneurs, présente en mai 1981 une résolution de la commission du Nord-Ouest réclamant que le CEUAT puisse conserver les lettres patentes du CEUOQ. Le président du réseau de l'Université du Québec, Gilles Boulet, s'oppose, considérant que le processus de modification de lettres patentes, qui devra faire l'objet de recommandations du Conseil des universités et du ministre de

l'Éducation, prendrait au moins deux ans et retarderait l'accession de la composante Nord-Ouest à un véritable statut de constituante. Le statut du CEUAT doit donc s'orienter vers l'obtention de lettres patentes instituant une véritable université à vocation générale en Abitibi-Témiscamingue.

Le CEUAT est donc créé par l'Assemblée des gouverneurs et il est géré par une commission relevant du Comité exécutif du réseau de l'Université du Québec. Alors que la commission du Nord-Ouest était présidée par une personne du milieu de l'Abitibi-Témiscamingue, la commission du CEUAT est présidée par le vice-président à la planification de l'Université du Québec, Pierre Cazalis.

La résolution de l'Assemblée des gouverneurs précise que le CEUAT constitue un premier pas vers l'autonomie qui sera atteinte dès que certains paramètres auront été réalisés. Dans la communauté universitaire, plusieurs sont sceptiques. Le Syndicat des professeurs achète une pleine page de publicité dans les médias régionaux, annonçant la mise en tutelle de l'Université et sa fermeture imminente.

Tout comme les administrateurs, les professeurs savent bien que l'établissement universitaire ne fermera pas ses portes. Il faut cependant, à leur avis, exercer une pression continue sur le siège social de l'Université du Québec, pour que le cheminement des dossiers académiques et politiques soit rapide et que l'autonomie institutionnelle puisse être atteinte dans les délais les plus courts possible.

L'Assemblée des gouverneurs nomme les premiers membres de la commission du CEUAT : les professeurs Luc Bergeron, Michel Marsan et Micheline Potvin; les étudiants Roger Gauthier et Serge Turgeon; Jean Beaulieu, juge à la cour provinciale de Val-d'Or, Suzanne Firlotte, infirmière, Normand Perron, président de J.H. Normick, à titre de membres du milieu socioéconomiques; Wilfrid Rivard, provenant du CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue. Y siègent également Jean-Claude Bourassa, représentant le personnel non enseignant, ainsi que Rémy Trudel, directeur général, Jean Paul Charlebois, directeur académique par intérim et Robert Simard, directeur des affaires administratives et du personnel. Jean Turgeon agit à titre de secrétaire de la commission du CEUAT. La première réunion a lieu le 10 juin 1981. À titre d'officier de la corporation de l'Université du Québec et de président du CEUAT, Pierre Cazalis souligne qu'il constitue le lien juridique entre l'Université du Québec et le CEUAT. D'entrée de jeu, Pierre Cazalis affirme que la commission du CEUAT doit jouer un rôle de conseil d'administration et que l'intervention du Comité exécutif de l'Université du Québec aura pour objectif de donner un cadre juridique aux décisions de la commission qui exigent un tel cadre. Par ailleurs, la commission du CEUAT joue également le rôle d'une commission des études. Rappelant les publicités récemment diffusées, le président souligne que l'établissement n'est pas en tutelle.

Dès la première réunion, on rappelle que la résolution de l'Assemblée des gouverneurs créant le CEUAT prévoit des paramètres à satisfaire pour l'obtention des lettres patentes d'université constituante. Le président Cazalis précise que ces paramètres consistent à préparer un plan de développement afin de faire la démonstration de la nécessité d'un statut d'université constituante.

La commission du CEUAT adopte son premier budget, avec un déficit anticipé de 186 000 \$. Une résolution accompagne le document, pour manifester l'opposition du CEUAT au système de financement de l'enseignement supérieur, en particulier pour les universités en régions périphériques. À compter de cette date, le financement de l'Université devient un sujet récurrent à l'ordre du jour des réunions de la commission, et plus tard du conseil d'administration de l'UQAT.

En août 1981, on prépare la rentrée. Les clientèles connaissent une augmentation importante, passant de 777 à 937 étudiants équivalents à temps complet. La Ville déclare insalubres les locaux préfabriqués qui constituent le seul pavillon de l'Université. On entreprend donc des démarches afin de trouver de nouveaux locaux à Rouyn-Noranda. À Amos, l'Université déménage ses bureaux dans le Pavillon des Rapides, propriété de la Commission scolaire Harricana.

La commission du CEUAT met également sur pied un comité de planification ayant le mandat d'élaborer le plan de développement devant conduire à un éventuel statut de constituante au sein du réseau de l'Université du Québec. Le comité est présidé par le directeur général, Rémy Trudel. Y siègent trois professeurs, Jeanne Maheux, Micheline Potvin et Alain Bouchard, ainsi que deux membres du milieu socioéconomique, Roger Gauthier et Donald R. Murphy. Johanne Jean, géologue engagée à titre d'agente de recherche, se joindra à ce comité en 1982. Les travaux débutent dans l'enthousiasme. Jeanne Maheux, professeure en sciences de l'éducation, est nommée coordonnatrice du comité.

La première étape consiste à réunir 200 intervenants des secteurs-clés de la région, afin de dresser un tableau des forces et du potentiel de la région. Le 21 mai 1982, on organise un symposium ouvert au grand public. Il réaffirmera la nécessité d'une véritable constituante dans le milieu, s'articulant autour de la formation des ressources humaines dans l'exploitation des ressources de la terre et la gestion de l'environnement.

Parallèlement, la vie universitaire suit son cours. On développe de nouveaux programmes qui répondent plus rapidement qu'auparavant aux besoins de la région. Le processus d'approbation des certificats étant plus rapide, on se tourne vers cette formule pour développer notre patrimoine académique. Dès 1981, on ajoute des certificats en informatique de gestion, en arts plastiques et en psychologie générale, et un programme sur la pratique éducative des maîtres en exercice. En novembre 1981, le CEUAT décerne ses premiers diplômes à Monique Pomerleau, Marlène Veillette, Ghislain Veillette, Serge Turgeon et Paul Huard.

Au cours de l'automne, à l'initiative du CRDAT, les membres du comité de planification se rendent sur le chantier de LG-2, à la Baie-James, pour rencontrer les représentants de la municipalité, de la Société de développement et de la Société d'énergie de la Baie-James. On discute des services universitaires dans le Nord et du développement de la recherche sur cette partie du territoire.

L'année 1981-1982 est marquée par une importante phase de compressions budgétaires. Pour une jeune université en pleine implantation, ces compressions sont de l'ordre de 3,5 % en 1982-1983 et 5 % par année pour les deux années subséquentes. Elles amènent d'importantes difficultés financières, puisqu'à la même époque, l'augmentation des masses salariales est de 14 %. Pour le seul exercice de 1982-1983, le CEUAT doit compresser 540 000 \$ de dépenses sur un budget de 4,8 M\$. Tous les membres de la commission du CEUAT s'inquiètent des répercussions qu'auront ces compressions sur l'accessibilité et la qualité des services, ainsi que sur la tâche des professeurs et autres membres de la communauté universitaire. Le gouvernement du Québec a également décrété une diminution générale des salaires de l'ordre de 20 %, qui affecte aussi le personnel de l'Université. Ces coupures auront des effets importants sur le moral des employés de l'État et elles resteront longtemps dans la mémoire collective, étant perçues comme un désaveu du gouvernement à l'endroit de leur travail.

La commission du CEUAT accueille de nouveaux membres : Jean Descarreaux, géologue-conseil de Val-d'Or, qui deviendra président de l'UQAT, Louis-Marie Meilleur, président du Syndicat des producteurs de bois de l'Abitibi-Témiscamingue, Marcellin Chaumont, directeur du Centre d'accueil Duhamel à Ville-Marie, Serge Roch, ingénieur d'Amos, et Claire Hogan, représentante des employés. Roger Gauthier, de Val-d'Or, est élu pour représenter les étudiants.

Le CEUAT s'implique de plus en plus auprès des communautés autochtones qui demandent son soutien. Les premières collaborations se butent souvent aux refus des fonctionnaires. Dès le début des années 1980, le Département d'éducation offre des cours du programme de perfectionnement des maîtres en français au lac Simon. Le Département des sciences sociales donne des sessions de formation d'animateurs dans la même communauté. On retrouve également de nombreux échanges avec les conseils de bande algonquins et cris, portant sur des projets de formation. Plusieurs de ces projets se traduisaient par des demandes conjointes de financement adressées surtout au ministère des Affaires indiennes du Canada, au ministère de l'Éducation et au Secrétariat aux affaires gouvernementales en milieu amérindien et inuit du Québec, devenu depuis le Secrétariat aux affaires autochtones. Faute de financement, une bonne majorité de ces projets d'enseignement n'a jamais vu le jour.

Le CEUAT éprouve des difficultés à nommer un directeur académique. Ce poste, stratégique dans une université, demeurera longtemps un poste difficile à

combler, compte tenu de la lourdeur de la tâche et des nombreuses responsabilités à exercer. En janvier 1982, Jean Paul Charlebois exerce les fonctions par intérim. Au cours de l'hiver et du printemps, la direction et les professeurs tiendront plusieurs rencontres afin de rédiger une description des fonctions et pour établir un processus de sélection incluant une consultation du corps professoral.

À l'été 1982, l'Université reçoit l'autorisation du ministère de l'Éducation du Québec de louer 100 mètres carrés additionnels à Val-d'Or et 900 mètres carrés nets à Rouyn-Noranda, auxquels s'ajoutent les 260 mètres carrés déjà loués au CÉGEP. Des discussions avec l'évêché de Rouyn-Noranda se concluent par un bail permettant d'occuper les locaux de l'ancien séminaire St-Michel sur la rue Mgr Rhéaume. Pour la rentrée de septembre, on déménage les activités d'enseignement, le Service de l'audiovisuel et les Services aux étudiants. On implante une cafétéria gérée par les concessionnaires Gérald et Monique Fortier. Le pavillon préfabriqué est vendu et démoli; une page d'histoire est tournée.

En décembre 1982, on crée un Module des sciences comptables et on adopte une politique institutionnelle pour l'évaluation des programmes. Roger Claux, professeur à l'UQAH, est nommé directeur de l'enseignement et de la recherche. Le mandat de Rémy Trudel à la direction générale est prolongé jusqu'à l'obtention des lettres patentes.

En janvier 1983, la commission du CEUAT adopte le plan de développement 1982-1985, qui est accepté unanimement par l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec. La commission du CEUAT confie à Pascal Parent, ex-recteur de l'UQAR, le mandat de préparer une version plus abrégée et plus politique du plan, qui servira de document d'accompagnement à la demande de lettres patentes. On élabore une stratégie en vue de la visite du comité du Conseil des universités, qui devra émettre un avis au ministre de l'Éducation.

Le plan de développement du CEUAT et le projet de requérir des lettres patentes sont bien reçus par les membres de l'Assemblée des gouverneurs. Ainsi, le recteur de Chicoutimi fait état de collaborations à venir sur les interventions dans le Moyen Nord. Pour sa part, le directeur général de l'École de technologie supérieure (ETS) fait connaître son appréciation pour l'orientation sur le développement minier, et offre la collaboration de son établissement dans ce domaine.

Le plan de développement, même s'il est orienté vers la normalisation du statut de l'Université, contient des éléments importants qui précisent les intentions de développement de l'Université.

L'Université définit sa mission dans le contexte d'une insertion dynamique dans une région caractérisée par la nordicité, l'ampleur du territoire rural, sa faible

densité démographique et l'importance de ses ressources naturelles. L'Université entend participer activement dans les domaines de la formation universitaire des ressources humaines liées à la mise en valeur des ressources naturelles et à la gestion de l'environnement. Elle prévoit la poursuite des interventions en éducation, en sciences sociales et de la santé, en sciences du comportement humain, en sciences de l'administration et en sciences comptables, ainsi que dans le secteur des arts et des lettres.

Le plan prévoit développer la formation professionnelle et appliquée, orientée vers la mise en valeur des ressources naturelles, la conduite de travaux de recherche et de développement permettant l'émergence d'axes de développement dans le respect des caractéristiques de la région et d'un apport significatif à l'ensemble québécois. Le plan de développement prévoit également la consolidation des secteurs liés aux sciences de l'éducation et aux sciences sociales, en favorisant l'accessibilité aux études de cycles supérieurs. En matière de services à la collectivité, le plan suggère de conduire des interventions conjointes visant la promotion économique, sociale et culturelle.

Le dossier de la demande de lettres patentes est remis au ministre de l'Éducation en mars 1983. Le directeur général, Rémy Trudel, organise des rencontres avec les députés de la région pour s'assurer de leur soutien et de leur vigilance pendant la durée du processus.

L'Assemblée des gouverneurs forme le comité de sélection du futur recteur de l'UQAT. La commission du CEUAT désigne Micheline Potvin et Roger Gauthier pour représenter la communauté universitaire. En Abitibi-Témiscamingue, on songe déjà aux développements que connaîtra la nouvelle université et on souhaite se préparer en conséquence à la soutenir. En janvier 1983, Rémy Trudel charge le directeur des services à la communauté, Jean Turgeon, et le coordonnateur des programmes, Roland Cloutier, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création d'une fondation.

L'hiver 1983 est marqué par les négociations avec le Syndicat des professeurs. La direction du CEUAT se présente en cour afin de demander une injonction pour maintenir la dispensation des activités d'enseignement partout sur le territoire. À la suite de discussions avec le Syndicat, les négociations progressent et, quelques jours plus tard, l'Université demande à la cour d'annuler l'injonction. Cependant, un étudiant intervient et demande de maintenir cette injonction, qui est prolongée de dix jours, interdisant tout piquetage devant les locaux du CEUAT, partout en Abitibi-Témiscamingue.

En prévision de l'obtention des lettres patentes, une première réunion d'hommes et de femmes de la région a lieu le 3 mai 1983, en compagnie de Rémy Trudel, Roger Claux et Jean Turgeon. On nomme des administrateurs provisoires et on décide de mettre sur pied une fondation pour supporter le développement de

l'enseignement et de la recherche à l'UQAT. Suzanne Firlotte, Roger Gauthier, Dave Griffiths et Marcel Baril signent la requête d'incorporation de la future Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (FUQAT).

Les 19 et 20 juin, le comité visiteur du Conseil des universités est à Rouyn-Noranda pour étudier la demande de lettres patentes. Ils rencontrent des représentants de la communauté régionale et de la communauté universitaire, le comité de planification, les professeurs et les représentants de leur syndicat, ainsi que des étudiants.

Au cours de l'été 1983, Pierre Cazalis est remplacé à la présidence de la commission du CEUAT par le nouveau vice-président à la planification, Gérard Arguin. Le Conseil des universités a émis un avis favorable à la demande de lettres patentes, assorti d'une recommandation limitant les enseignements dispensés à l'UQAT à des programmes de premier cycle.

C'est la consternation en Abitibi-Témiscamingue. Une fois de plus, on se mobilise autour de l'Université. Rémy Trudel multiplie les rencontres avec les députés. Le ministre régional François Gendron intervient pour que le dossier soit présenté le plus rapidement possible au Conseil des ministres, et pour que les lettres patentes ne soient pas assorties d'une limitation de la mission d'enseignement et de recherche de l'UQAT.

L'Association générale étudiante, qui a reçu une reconnaissance officielle de l'Université l'année précédente, prend contact avec le Regroupement des associations des étudiants universitaires du Québec pour exercer des pressions sur le ministre. Le Syndicat des employés, qui regroupe alors les sections des professeurs, des professionnels et des employés de soutien, adresse une lettre au ministre et publie une annonce dans les journaux. Les chargés de cours, qui viennent de déposer une demande d'accréditation, exercent également des pressions.

Le 19 octobre 1983, le Conseil des ministres émet les lettres patentes instituant l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). L'Université a choisi de prendre le nom de sa région, pour bien marquer sa volonté d'être l'université du territoire en entier. La mission d'enseignement et de recherche n'est pas restreinte et l'UQAT pourra développer les trois cycles universitaires.

C'est l'euphorie au campus. François Gendron a quitté quelques minutes le Conseil des ministres, le temps de téléphoner à Rémy Trudel. Spontanément, on se dirige au Casse-Cours et la communauté universitaire célèbre l'événement en attendant les fêtes officielles qui suivront.

L'Abitibi-Témiscamingue possède maintenant son université. L'Abitibi-Témiscamingue possède maintenant la principale clé de son développement.

## Chapitre 10 - L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Au cours de l'été 1983, on a rénové le campus de la rue Mgr Rhéaume à Rouyn-Noranda, et toutes les activités y sont déménagées pour la rentrée de septembre. Faisant allusion aux anciens édifices situés à l'arrière du CÉGEP, Rémy Trudel déclare que « dorénavant, nous cessons d'être le derrière de quelqu'un pour être le devant de nous-mêmes! »

Quelques jours après l'émission des lettres patentes, la commission du CEUAT se réunit pour procéder à la dernière émission de diplômes de son histoire. Roger Gauthier, qui doit faire partie de cette cohorte de finissants, ne s'est pas inscrit à sa dernière session, pour être du nombre des premiers diplômés de l'UQAT. Roger, sa conjointe Francine et leurs deux filles seront tous diplômés de la nouvelle université.

Le 28 novembre, le ministre de l'Éducation, Camille Laurin, vient à Rouyn-Noranda pour remettre les lettres patentes à la communauté universitaire et à la communauté régionale.

Au cours de la cérémonie en présence du ministre, les citations pleuvent, démontrant la fierté de la communauté universitaire et de la communauté régionale. Le président du réseau de l'Université du Québec, Gilles Boulet, déclare que « c'est la fête de l'intelligence, puisque votre pays, ce n'est pas dans les forêts, dans les mines, la terre qu'il se fera, mais dans l'esprit des gens d'ici ». Jeanne Maheux, professeure et Abitibienne dans l'âme, déclare que « l'ajout d'une université dans la région doit être vu comme une évolution, pas comme un cadeau. »

Donald R. Murphy, de la Fondation de l'UQAT, constate que « depuis ce soir, on est une région; avant, on était en devenir. » Pour François Gendron, « l'Université est une consécration de notre devenir meilleur », alors que le recteur Rémy Trudel conclut : « Dorénavant, nous sommes responsables d'être bons ».

Le 24 février 1984, l'Université est inaugurée par le premier ministre du Québec, René Lévesque. L'événement est marqué par une semaine d'activités : journées portes ouvertes, 5 à 7 de l'Ordre des comptables agréés, réunion de l'Assemblée des gouverneurs et des commissions du réseau de l'Université du Québec, expositions d'œuvres d'artistes de la région dans tous les locaux du pavillon de la rue Mgr Rhéaume. Cinq mille invitations sont lancées pour la cérémonie et près de 2 000 personnes y assistent, dont 250 en présence du premier ministre, les autres suivant la cérémonie diffusée sur des téléviseurs dans l'ensemble des locaux. Le Centre musical en Sol mineur agrmente l'événement par des concerts offerts à chaque étage.

Le conseil d'administration de l'UQAT se réunit pour la première fois le 11 novembre 1983. En font partie Jean Descarreaux, géologue-conseil de Val-d'Or, qui est élu premier président de l'UQAT, les membres socioéconomiques Daniel Carle, agronome au ministère de l'Agriculture, Marcellin Chaumont, directeur général du Centre d'accueil Duhamel de Ville-Marie, Wilfrid Rivard, directeur des études du CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue. Roger Gauthier et Paul Larouche représentent les étudiants; les premiers professeurs au conseil sont Réal Boucher, Jeanne Maheux et Michel Marsan. Rémy Trudel, recteur, Roger Claux, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Roland Cloutier, doyen des études et de la recherche, Jean Paul Charlebois, adjoint au vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, Robert Simard, vice-recteur aux affaires administratives et financières, sont les premiers membres de la direction. Jean Turgeon est nommé secrétaire général du conseil d'administration et de l'UQAT. Claire Hogan représente le personnel non enseignant. Les chargés de cours ne seront représentés au conseil d'administration qu'à la faveur d'une modification à la Loi sur l'Université du Québec quelques années plus tard.

L'UQAT entreprend ses activités dans un contexte de compressions budgétaires. Si l'administration se préoccupe des finances, les professeurs s'engagent résolument sur la voie du développement, heureux de pouvoir enfin s'engager pleinement au service de l'enseignement et de la recherche.

Serge Tremblay est le premier professeur engagé par l'UQAT au Département des sciences de l'éducation. On ouvre les admissions à temps complet au baccalauréat en arts plastiques à Val-d'Or, on entreprend des négociations avec l'École Polytechnique pour offrir la première année des programmes de génie et on met sur pied un laboratoire de mécanique des roches; le conseil d'administration crée une Unité de recherche en sciences et technologies forestières, qui deviendra l'Unité de recherche et de développement forestiers de l'Abitibi-Témiscamingue. On entreprend de participer à quelques activités de recherche dans le domaine de l'agroalimentaire.

La première année, on élabore douze programmes et on accède enfin aux études de deuxième cycle, en ajoutant à la maîtrise en éducation, la maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations obtenue par extension de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), ainsi que la maîtrise réseau en gestion de projet.

C'est l'effervescence des premières années, qui deviendra vite la marque de commerce de l'UQAT : une université dynamique, branchée sur la population et sur la région.

L'Université implante un bureau à Malartic. René Boutin devient agent de liaison et il sera remplacé quelques années plus tard par Gilles Bernatchez. Suzanne Brisson, puis Marie-Josée Gagnon représentent l'Université à Radisson-LG-2. L'Université a par ailleurs acquis le Centre de documentation sur la nordicité de la

Société de développement de la Baie-James, qui est installée dans la bibliothèque conjointe CÉGEP-Université au campus de Rouyn-Noranda.

En novembre 1984, le conseil d'administration est informé que le Conseil des ministres a confié par décret à l'UQAT les missions d'enseignement et de recherche de niveau universitaire sur le territoire de la Baie-James, dans le cadre d'un projet élargi de créer un centre régional de services à Radisson. Rémy Trudel a soumis une demande de subvention de 1,5 M\$ pour l'organisation de la recherche sur la nordicité. Le projet du gouvernement du Québec prévoyait l'implantation de bureaux régionaux de tous les ministères à Radisson, pour desservir le Nord-du-Québec. Ce projet ne verra jamais le jour dans la pratique et l'Université se retirera de Radisson quelques années plus tard.

La première année de l'UQAT se termine par un déficit de 168 000 \$ qui est compensé par les surplus accumulés obtenus à la suite du démantèlement du CEUOQ. La crise financière s'aggrave, puisqu'on s'attend à de nouvelles compressions de 5 % par année sur l'ensemble des budgets du gouvernement du Québec.

Fort de son module en sciences comptables mis sur pied quelques années plus tôt, l'Université connaît chaque année d'éclatants succès aux examens des ordres professionnels. En décembre 1984, on célèbre la réussite de neuf des dix candidats à l'Examen final uniforme de l'Ordre des comptables agréés du Québec. Cinq des neuf se placent parmi les vingt meilleurs au Canada, dont Johanne Quessy, qui termine deuxième au Québec et au Canada. Cette réussite fera l'objet d'une fête en présence du ministre de l'Éducation, François Gendron, et du ministre du Commerce extérieur, Bernard Landry.

Au cours de l'hiver 1985, on met sur pied un comité ayant pour mandat de proposer des éléments de stratégie pour réagir aux problèmes de financement de l'UQAT et pour contrer la situation financière. Ce comité est composé de Jeanne Maheux, Marcellin Chaumont, Daniel Carle, Paul Larouche et du recteur, qui le préside.

Le comité rencontre le personnel de l'Université, les étudiants, le président du comité de financement du Conseil des universités, le président de l'Université du Québec et les vice-présidents du siège social, le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, et le président du Regroupement des associations étudiantes universitaires. Les députés sont également rencontrés afin de trouver des solutions permettant de redresser la base de financement de l'UQAT, de l'ordre de 3,2 M\$. Les états financiers au 31 mai 1985 prévoient alors un déficit accumulé de 1,7 M\$.

Le comité de stratégie recommande de réduire les coûts récurrents de fonctionnement de l'Université, de l'ordre de 750 000 \$, en examinant les implications et les conséquences de cinq hypothèses, dont le non-renouvellement

des contrats de tous les personnels non permanents, la fermeture des centres de l'UQAT et la suspension de l'offre de cours dans les centres, la fermeture sélective de programmes d'enseignement au premier et deuxième cycles, ou la fermeture complète de l'Université pour une période de temps déterminée. On sait qu'il s'agit d'hypothèses visant à atteindre des objectifs politiques; cependant, il faudra se pencher sérieusement sur des moyens pour réduire les dépenses de l'ordre de trois quarts de million de dollars. Dans la foulée des recommandations du comité, le conseil d'administration décide de ne pas offrir à court terme de programmes d'études à temps complet au centre d'Amos, répondant négativement à une demande du Conseil économique de cette ville.

Le comité exécutif de l'UQAT fait un examen des hypothèses soumises par le comité de stratégie. Il en vient à la conclusion que l'application des hypothèses équivaldrait à fermer l'Université dans deux ans, puisqu'elle n'aurait plus les revenus générés par les clientèles, qui seraient privées de services. On suggère plutôt de réduire, d'annuler ou de convertir les honoraires reliés à différentes activités de supervision et de tutorat, pour une somme de 120 000 \$. Le conseil adopte un budget qui reconduit le même niveau de dépenses que l'année précédente, prévoyant encore un déficit d'exercice de 750 000 \$.

Le Syndicat des chargés de cours, accrédité en octobre 1983, signe sa première convention collective en février 1985.

À la fin de l'année, le déficit accumulé dépasse le million de dollars, de l'argent fort bien investi par ailleurs. L'Université dispose maintenant de 64 professeurs réguliers, qui portent l'enseignement et la recherche universitaires partout en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec. Gisèle Maheux et son équipe ont entrepris d'offrir des activités de formation des maîtres à Puvirnituk et Ivujivik. Un nouveau laboratoire d'électromyographie et de rééducation motrice a vu le jour et il constitue le prélude à l'implantation de programmes en sciences cliniques quinze années plus tard. L'Unité de recherche et de service en technologie minérale (URSTM) est créée en collaboration avec le CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue. L'Université participe au bilan des activités scientifiques et technologiques en Abitibi-Témiscamingue, en collaboration avec plus de 30 organismes régionaux et le Conseil de la science et de la technologie du Québec.

Les années 1986 et 1987 sont toujours marquées par les contraintes budgétaires, qui obligent la communauté universitaire à être inventive. Comment réussir à accomplir la mission d'enseignement et de recherche tout en évitant une escalade des dépenses ? Le conseil d'administration adopte une politique de gestion des groupes-cours, laquelle impose un nombre d'étudiants pour chaque activité; on confie à une agence de voyages l'organisation des déplacements des chargés de cours, un partenariat public-privé avant le temps! On réduit le nombre d'exemplaires imprimés de l'imposant annuaire des cours et des programmes, pour introduire des tirés à part qui sont moins volumineux et moins dispendieux à

distribuer. Enfin, on adopte une cotisation pour la vie étudiante au montant de 10 \$ par session pour un étudiant à temps partiel, et de 20 \$ par session pour un étudiant à temps complet. Cette adoption fait suite à des discussions avec le conseil étudiant afin d'articuler l'animation de la vie étudiante. Les sommes versées par les étudiants à temps partiel retournent aux centres régionaux par le biais d'un fonds géré en collaboration avec l'agent de liaison. Au campus de Rouyn-Noranda, la cotisation permettra l'embauche d'une animatrice de la vie étudiante.

En avril 1986, le conseil d'administration crée la médaille d'honneur de l'UQAT. La première est attribuée à Donat Martineau, oblat de Marie-Immaculée et historien, qui s'est distingué de façon exceptionnelle dans le monde de l'éducation et au chapitre de la protection du patrimoine. La cérémonie de remise est organisée sur le site du Vieux-Fort-Témiscamingue à Ville-Marie, qu'il a contribué à sauvegarder.

À l'été 1986, l'Université dépose un mémoire à la Commission parlementaire de l'éducation sur les orientations et le développement universitaire québécois. Une quinzaine d'organismes de la région ont également préparé des mémoires, dont le Conseil régional de développement.

Au conseil d'administration du mois d'août 1986, à Laniel au Témiscamingue, on discute du plan de développement 1985-1988. Le recteur rappelle la création du comité de planification et présente un projet de plan qui constitue une mise à jour des éléments contenus dans le plan précédent. Rémy Trudel considère qu'il n'est pas pertinent de reprendre le long processus de consultation régionale. Des membres du conseil, dont Roger Claux et les professeurs, rappellent que la commission des études a souhaité un élargissement du débat autour du projet de plan et on souhaite que les travaux se poursuivent au sein des différents regroupements disciplinaires de l'Université. Le conseil d'administration choisit donc de ne pas se prononcer sur le plan et demande le dépôt d'un nouveau document au cours de l'automne 1986.

Les demandes de déconcentration des programmes se font de plus en plus pressantes. Pour des raisons liées aux difficultés financières, le conseil d'administration avait refusé d'offrir des programmes à temps complet à Amos. La Chambre de commerce de Val-d'Or essuie un refus à sa demande d'offrir la maîtrise en gestion de projet. Le développement de la recherche est ralenti par la crise budgétaire. Dans les domaines de la foresterie et de l'agroalimentaire, la position du conseil d'administration consiste à être attentive au développement. L'Université pourrait intervenir à la condition de recevoir les ressources financières externes nécessaires à son implication. La recherche en foresterie est animée par Jean Lapierre, professionnel engagé à titre contractuel. L'Université a adhéré au Centre multirégional de recherche en foresterie de l'Université du Québec.

Parallèlement aux autres demandes visant à mieux financer ses opérations, l'Université a présenté un projet d'implantation d'un programme en génie au Sommet socioéconomique de l'Abitibi-Témiscamingue. La demande n'a pas été retenue et l'Université poursuit seule le développement des études en sciences appliquées. Dans le réseau de l'Université du Québec, on ne voit pas d'un très bon œil la collaboration avec l'École Polytechnique et on encourage l'UQAT à négocier avec l'UQAC, qui offre un programme de baccalauréat en génie unifié.

À l'automne 1986, on adopte le deuxième plan de développement de l'histoire de l'UQAT. L'Université rappelle sa mission de conservation, de transmission et d'accroissement du savoir. Elle a, à titre d'université en région, une mission spécifique se rapportant à la connaissance de son milieu d'insertion et à la formation des ressources humaines indispensables à l'auto développement économique, social et culturel de sa communauté.

Les orientations contenues dans ce plan incitent peu au dépassement. On parle surtout de maintenir ou d'établir des programmes justifiés par des études de faisabilité. On veut favoriser la recherche dans les secteurs pertinents aux problématiques régionales, suggérant d'identifier au cours des années suivantes un créneau de recherche pour chaque département. Le plan prévoit le maintien de l'accessibilité aux études en région, mais fait référence à la consolidation de la gestion plutôt qu'au développement tous azimuts, conséquence de la conjoncture budgétaire difficile.

En décembre 1986, l'UQAT remet son premier doctorat honorifique à Jean Perron de La Sarre, pour souligner son apport au développement économique de l'Abitibi-Témiscamingue.

L'année se termine par quelques bonnes nouvelles : la Fondation de l'UQAT a recueilli 1 M\$ au cours de sa première campagne de financement. Le ministre délégué aux mines, Raymond Savoie, a inauguré l'Unité de recherche et de service en technologie minérale (URSTM), dont le premier directeur est Michel Aubertin. En recherche, l'Université a reçu 1 M\$ en subventions externes et en contrats de recherche.

Pour l'année 1987-1988, on prévoit un déficit de 1,2 M\$, qui porterait le déficit accumulé à 2,2 M\$. La crise financière ne semble pas être sur le point de se terminer.

L'Université remet son deuxième doctorat honorifique à Robert Arcand d'Amos, président fondateur des caisses d'entraide économique du Québec. En octobre 1987 éclate une crise qui aura à long terme des répercussions sur la communauté universitaire. Le conseil d'administration discute alors de l'approbation d'un protocole relatif à l'extension du baccalauréat en génie unifié de l'UQAC. Le protocole prévoit l'extension de la première année et une possibilité d'obtenir la

deuxième année après démonstration, de la part de l'UQAT, de la faisabilité et de l'intérêt des étudiants à poursuivre leurs études dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche est peu enclin à ce changement de partenaire, considérant que l'entente avec l'École Polytechnique est fructueuse.

Jules Arsenault, professeur siégeant au conseil d'administration, s'étonne qu'un article du protocole ait satisfait les négociateurs. Le texte ne mentionne pas suffisamment clairement que l'Université aura accès à la deuxième année du programme. Le professeur considère qu'il sera également difficile de recruter des étudiants pour une seule année, puisqu'ils devront s'expatrier à Chicoutimi pour les trois dernières années de leur programme. Jules Arsenault rappelle que les résolutions du Module et du Département des sciences appliquées recommandent l'extension complète du programme de génie unifié. À son avis, il faut renégocier le protocole. Le vote est demandé et Jules Arsenault inscrit sa dissidence; la résolution est adoptée à la majorité. Quelques jours plus tard, Jules Arsenault fait parvenir au recteur une lettre de démission devant prendre effet le 31 décembre.

Au conseil d'administration de novembre, on discute de la démission de Jules Arsenault, puisque des membres du conseil d'administration déposent des documents, parmi lesquels des lettres du président de l'Association générale étudiante, du président de l'Association des étudiants en sciences économiques et commerciales, de la présidence du Syndicat des employés de l'Université, ainsi qu'une lettre et une pétition des étudiants en sciences appliquées. En général, les signataires signifient leur inquiétude à la suite de la démission et du départ anticipé de Jules Arsenault. Invité à intervenir, le professeur se dit sensible aux démarches, mais ajoute qu'il ne compte pas utiliser le conseil d'administration pour débattre de son dossier.

Jules Arsenault avait annoncé sa démission pour la fin du mois de décembre. Au cours de rencontres qui ont lieu après le conseil d'administration de novembre, le recteur informe Jules Arsenault de son intention de mettre fin au mandat du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche. Jules Arsenault recommande au recteur de quitter également l'Université.

Le 15 janvier 1988, Rémy Trudel informe le conseil d'administration de son intention de ne pas demander de renouvellement de mandat, puisque son mandat de recteur vient à échéance en octobre. Au cours de la même réunion, le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche Roger Claux perd son mandat dans la controverse. Jules Arsenault est nommé vice-recteur à l'enseignement et à la recherche par intérim. En mars, le conseil d'administration nomme Pierre Cadieux professeur et Rémi Barrette, membre socioéconomique, au comité de sélection du prochain recteur. Rémy Trudel demande à être relevé de ses fonctions pour postuler une charge publique lors des élections fédérales qui s'en viennent.

En mai 1988, le doyen des études, Roland Cloutier, est nommé par l'Assemblée des gouverneurs à titre de délégué chargé provisoirement des affaires courantes reliées au poste de recteur. Monsieur Cloutier, qui avait occupé les fonctions de recteur du Collège universitaire de Saint-Boniface au Manitoba, est un universitaire d'expérience. La Loi sur l'Université du Québec ne prévoit pas à cette époque de recteur par intérim, et Roland Cloutier ne peut exercer l'ensemble des responsabilités liées aux fonctions de chef d'établissement; il n'est pas membre votant au conseil d'administration de l'Université. Le mois suivant, Jean Descarreaux, premier président du conseil, fait part de son intention de quitter le conseil et Bernard Le Régent, directeur général de la Commission scolaire du Nouveau-Québec à Matagami, est élu à la présidence.

Au cours de l'été, Roger Claux est intégré à titre de professeur au Département des sciences de l'éducation, alors que les discussions sur l'intégration de Rémy Trudel, qui a été défait aux élections fédérales, se poursuivent au Département des sciences administratives et sociales.

Au conseil d'administration, le mandat de membre socioéconomique de Bernard Le Régent se terminera en novembre, alors que le poste de Jean Descarreaux est vacant. Le conseil suggère au ministre de l'Éducation de renouveler le mandat de Bernard Le Régent et de choisir le successeur de Jean Descarreaux parmi une liste comportant les noms de Jean Boissonnault, vice-président de Cambior, de Paul Boutin, directeur des opérations chez Produits forestiers Saucier, et de Laurent Levasseur, président de la Société de développement de la Baie-James.

En novembre, la crise liée au départ de Roger Claux et de Rémy Trudel refait surface. Le conseil d'administration prolonge le contrat de cadre contractuel de Jules Arsenault et ne renouvelle pas les mandats du vice-recteur aux affaires administratives et financières, Robert Simard, et du secrétaire général Jean Turgeon, considérant qu'il faut réexaminer l'ensemble de la structure organisationnelle de l'UQAT en fonction de nouveaux paramètres financiers qui doivent être bientôt connus.

L'UQAT se retrouve donc sans recteur, sans vice-recteur à l'enseignement et à la recherche en titre, sans vice-recteur à l'administration et sans secrétaire général. Il n'y a donc plus de cadre supérieur possédant des mandats d'agir. Les deux seuls cadres en fonction à l'Université sont Jean Paul Charlebois, doyen de la gestion académique, et Norman Murphy, directeur des Services aux étudiants et registraire. Les étudiants profitent de cette période d'incertitude pour rebaptiser leur journal « *L'Intérim* ».

La crise ne durera que quelques semaines. Au conseil de décembre, Jean Turgeon informe les membres de la nomination de Jean Boissonnault, qui termine le mandat de Jean Descarreaux, et de Laurent Levasseur, qui a été nommé en remplacement de Bernard Le Régent. Laurent Levasseur participe à sa première

réunion en janvier 1989 et il est immédiatement élu président du conseil d'administration.

Au cours de l'automne, le conseil d'administration met sur pied un comité spécial relatif aux problèmes financiers de l'UQAT. Le rapport de ce comité, présenté à la réunion du conseil d'avril 1989, aura d'importantes répercussions sur le devenir de l'Université.

Le comité tient plusieurs réunions et rencontre le CRDAT pour obtenir son soutien dans l'organisation d'une campagne publique de sensibilisation sur le financement de l'Université. En mars, il prend connaissance des offres du siège social de l'Université du Québec de porter à 1,2 M\$ les sommes additionnelles au budget du prochain exercice financier.

Les membres du comité sont d'avis que l'UQAT doit se donner une planification stratégique pour les prochaines années afin de justifier et d'obtenir un réaménagement acceptable de sa base de financement. On convient de faire appel à une firme extérieure; la firme CFC est finalement choisie.

Le comité spécial constate également que le déficit accumulé et l'absence de chef d'établissement sont des éléments qui présentent un état de faiblesse dans l'organisation. L'UQAT, avec sa petite taille, ses difficultés financières et l'absence de plan de développement, ne pourra vendre ses projets d'avenir dans sa propre région et à l'extérieur. On constate donc un état de crise qui se caractérise par un sentiment d'insécurité et d'impuissance face aux événements qui s'en viennent. Et on considère qu'il s'agit d'une crise sévère. L'ajout de fonds dans les universités par les gouvernements devrait créer une situation de conflits et de concurrence entre les établissements, et l'UQAT doit être prête à affronter ce défi.

En adoptant un nouveau plan de développement, l'Université doit entreprendre un important virage vers la performance institutionnelle. Le comité a identifié quelques éléments significatifs à ce chapitre, dont l'importance de miser sur l'intelligence et la capacité de travail des membres de la communauté, sur l'application des nouvelles technologies et sur la nécessité de devenir une université possédant des projets audacieux et réalistes.

La crise doit donc permettre à l'Université de sortir de ses habitudes et de l'amener à l'action et à la décision. Le comité constate que la présence des professeurs doit être importante dans un processus de développement. La composition du comité de planification qui remplacera le comité spécial d'intervention relatif aux problèmes financiers est donc modifiée afin d'y inclure un poste supplémentaire de professeur.

Le rapport de ce comité jette un vent de fraîcheur dans la communauté universitaire, qui préfère travailler au développement de l'UQAT plutôt que de perdre ses énergies dans des batailles internes. En mai, les contrats et mandats des cadres sont renouvelés. La campagne de sensibilisation régionale est amorcée.

Le président du conseil a par ailleurs rencontré le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Claude Ryan. Les discussions ont porté sur un portrait de l'UQAT, sur la nomination du recteur ainsi que sur la situation financière de l'Université.

Le président et le recteur désigné, Jules Arsenault, rencontrent également les membres du personnel du campus de Val-d'Or, les membres du Conseil municipal ainsi que les médias. Ces rencontres font suite à la publication dans les journaux de rumeurs portant sur la fermeture du campus de Val-d'Or, conséquence des travaux des différents comités chargés de trouver des moyens pour dégager une marge de manœuvre budgétaire pour la prochaine année. L'Université émet un communiqué, rappelant que l'UQAT entend poursuivre sa mission de desservir l'ensemble de la région.

Dans le cadre de la campagne de sensibilisation dans la région, 4 000 signatures de formulaires d'inscription symboliques ont été recueillies et envoyées au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science afin de lui rappeler les problèmes financiers de l'Université. Louise Bédard, membre du conseil d'administration représentant les chargés de cours et présidente du Syndicat des employés de l'UQAT, a été particulièrement active dans ce dossier.

Le budget de fonctionnement de l'année 1989-1990 est adopté en incluant une liste de moyens devant permettre la réduction du déficit de l'exercice à 690 000 \$. Les cadres acceptent un gel de leur salaire. On abolit le poste de doyen des études avancées et de la recherche; les postes de doyen des études de premier cycle et de doyen de la gestion académique seront abolis dans le cadre d'une restructuration à venir. On abolit les frais de représentation institutionnelle, ainsi que les allocations de déplacements en voiture dans les limites de la ville. Le budget prévoit aussi une augmentation de la tâche nette d'enseignement des professeurs et une augmentation de la moyenne d'étudiants par cours. On prévoit demander une contribution financière aux diplômés et on songe à percevoir des frais indirects de recherche.

Le 6 mai 1989 a eu lieu la première cérémonie de collation des grades. Johanne Veillette, diplômée à la maîtrise en éducation, reçoit la première médaille d'or du gouverneur général du Canada. La médaille d'argent est attribuée à Paul-André Jackson, finissant au baccalauréat en travail social. Cette même année, Nathalie Doire termine première au Québec et deuxième au Canada à l'Examen final uniforme de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

Le conseil d'administration vote une somme de 90 000 \$ pour implanter un réseau d'enseignement à distance utilisant des tableaux électroniques. Les premières expériences ont été conduites avec des équipements prêtés par le fournisseur, en collaboration avec l'Université d'Ottawa, qui a accueilli une délégation de l'Université. Ce sont les chargés de cours et des professeurs en sciences de la gestion et en sciences infirmières qui acceptent les premiers d'utiliser cette technologie. Ils investissent beaucoup de temps pour adapter leur pédagogie afin de permettre à de petits groupes d'étudiants de bénéficier de cours. Les tableaux électroniques permettent à l'époque de transmettre des documents et la voix est relayée par conférence téléphonique. Les étudiants ne voient cependant pas le professeur, qui donne son cours alternativement dans les centres où les étudiants sont inscrits. Les premières expériences comportent leur lot de difficultés, surtout en raison de la mauvaise qualité des lignes téléphoniques entre certaines villes. L'arrivée de la fibre optique viendra améliorer les communications une dizaine d'années plus tard.

En avril 1989, se tient le premier gala des bourses, organisé par Norman Murphy et l'équipe des Services aux étudiants, qui ont initié le programme en sollicitant des entreprises et des organismes susceptibles d'offrir des bourses d'excellence. La Fondation, puis l'Association générale étudiante, et enfin l'Association des diplômés se joindront à ce programme au cours des années suivantes.

Jules Arsenault devient recteur en juin 1989. Dans sa lettre d'acceptation de mandat, adressée au président Hamel de l'Université du Québec, il renonce à tous les remboursements de dépenses prévues par le gouvernement pour les recteurs, et informe le président de la décision du conseil d'administration de geler les salaires des cadres, dont le sien. On ouvre le poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et, pour la durée du processus d'embauche, le conseil nomme Luc Bergeron, professeur depuis 1977, pour assurer l'intérim. Le conseil adopte une procédure devant assurer la présence d'un chargé de cours au conseil d'administration, puisque la Loi sur l'Université du Québec le permet désormais.

La décennie 1980 prend fin sous de bons auspices. En novembre 1989, le comité de planification poursuit ses travaux. Il a bénéficié des services de la firme CFC, qui a préparé un diagnostic sur l'organisation. Le président du conseil d'administration et le recteur ont entrepris une tournée de consultation de toute la région et le milieu est satisfait de la décision de l'Université de se doter d'orientations claires. On sent une sensible adhésion de la région au nouveau projet d'université.

En 1980, au moment de la création du CEUAT, l'Université accueille 377 étudiants à temps complet et 1 542 étudiants à temps partiel. En 1990, 713 étudiants à temps complet et 2 015 étudiants à temps partiel sont inscrits à l'UQAT. Le nombre de professeurs est passé de 43 à 65 et les budgets de 5,3 M\$ à 12,5 M\$, sans toutefois régler la crise financière.

## Chapitre 11 - L'enseignement

Les conditions financières liées à l'implantation de l'UQAT expliquent en partie le développement peu rapide de la programmation académique au cours des années 1980. La cause principale réside cependant dans le processus d'approbation.

Le dossier du baccalauréat en sciences sociales chemine dans les instances tout au long des années 1980. Les rebuffades que subit l'UQAT incitent peu les modules à se lancer dans le périlleux et long projet d'élaboration d'un nouveau baccalauréat. Malheureusement, l'Université ne possède pas un patrimoine de base susceptible de lui permettre de modifier des baccalauréats existants pour en faire des nouveaux programmes de type « revu et amélioré ». Les universités plus anciennes ne se privent pas d'utiliser ce moyen efficace.

Pour répondre à un besoin spécifique, l'Université offre le baccalauréat en informatique de gestion grâce à une entente avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM). À l'UQAT, les professeurs sont soucieux de répondre rapidement aux besoins et on choisit de développer des programmes plus courts, dont le cycle d'approbation est allégé. On développe dix nouveaux certificats entre 1980 et 1990. L'andragogie, les applications pédagogiques de l'ordinateur, l'enseignement préscolaire en milieu nordique, la psychologie générale, la communication, la gérontologie, les soins infirmiers cliniques, la santé mentale, le droit et les citoyens deviennent des domaines d'études accessibles aux étudiants en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec.

Aux études de cycles supérieurs, l'Université a accès au doctorat réseau en éducation, qui ne sera pas ouvert aux admissions. L'UQAT offre la maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations, grâce à une entente avec l'UQAC. Elle devient partenaire de la maîtrise réseau en gestion de projet, qui attire de bonnes cohortes d'étudiants. La maîtrise en éducation continue à être offerte par extension de l'UQAR.

En septembre 1985, l'Université accueille ses deux premiers étudiants étrangers aux cycles supérieurs, Madougou Alguima et Laouali Kobo du Niger, inscrits à la maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations.

Les professeurs de plusieurs départements continuent à tisser des liens avec les communautés des Premières Nations. Plusieurs cours ponctuels sont offerts. À titre d'exemple, un cours de linguistique appliquée à l'enseignement d'une langue seconde est offert à Mistissini en 1989. Ces premières activités, organisées à l'initiative de départements et de professeurs, en réponse à des demandes des communautés, pavent la voie à un engagement plus formel de l'Université en matière d'enseignement auprès des Autochtones. En 1988, on offre un cours crédité d'initiation à la culture crie et en 1989, un cours crédité en langue crie, au campus de Val-d'Or.

Le plan de développement 1985-1988 est presque muet sur les services à offrir aux communautés autochtones. Dans sa partie réservée au bilan du plan précédent, on fait état d'un projet de programme de formation générale à l'intention des Autochtones, qui n'a pas été réalisé. On rappelle l'offre du certificat en éducation dans deux villages inuits et des démarches pour mettre sur pied des cours de langue crie et inuktitut. La mission et les grandes orientations du plan 1985-1988 ne font pas mention des relations avec les Autochtones. On retrouve cependant des actions prioritaires au Département des sciences de l'éducation, qui souhaite réviser le certificat offert aux Inuits, et au Département des sciences sociales et de la santé, qui veut développer de la recherche en santé et en services sociaux auprès des populations autochtones.

L'Abitibi-Témiscamingue bénéficie désormais de programmes de formation en sciences comptables donnant accès aux examens des ordres professionnels. L'obtention du droit d'offrir les cours de bachotage a été obtenue à l'arraché. L'excellence du corps professoral permet à l'Université en 1980-1981 de recevoir l'accréditation de l'Ordre des comptables agréés. Dès la première année, 82 % des étudiants inscrits réussissent l'Examen final uniforme canadien. Line Plante se classe deuxième au Québec et troisième au Canada. C'est le début d'une longue tradition de réussite des étudiants de l'UQAT en sciences comptables. En 1984-1985, le taux de réussite passe à 92 %. Fait à remarquer, tous les étudiants qui suivent le programme de baccalauréat peuvent s'inscrire aux examens des ordres professionnels. Dans plusieurs universités, on établit des standards et on ne présente que les meilleurs diplômés.

C'est également au cours de la décennie 1980 que, forte de sa capacité à faire ses propres choix, l'Université entreprend de développer l'enseignement en sciences appliquées. Le bilan scientifique et technologique de la région démontre les difficultés de recrutement d'ingénieurs dans la région. Une entente avec l'École Polytechnique permet d'offrir les cours de la première année, puis de la deuxième année des programmes de génie de cette université. Une entente similaire permettra d'offrir la première année du baccalauréat en génie unifié de l'UQAC.

En administration, on tente une intéressante expérience en remplaçant les options du baccalauréat en administration par des options d'entrepreneurship et d'intrapreneurship. Le programme se mérite un grand prix de la Fondation québécoise de l'entrepreneurship du Québec, mais les étudiants préféreront les options traditionnelles.

Les femmes s'inscrivent de plus en plus à l'Université. L'UQAT connaît d'importants développements dans les années 80. Le nombre de femmes est en constante augmentation et il est intéressant de constater que l'Université dépasse la moyenne québécoise dans tous les secteurs. Ainsi, les sciences de la santé sont composées à 94 % de femmes à l'UQAT, et à 90 % dans le réseau de l'Université du Québec. En sciences pures et appliquées, l'UQAT accueille 47,1 % de femmes alors

que dans le réseau de l'Université du Québec, le pourcentage est de 26,7 %. En sciences humaines, 70,5 % des étudiants sont des femmes, comparativement à 60,3 % dans le réseau de l'Université du Québec. En sciences de l'administration, la population féminine est de 48,9 % en Abitibi-Témiscamingue et de 39,7 % dans le réseau de l'Université du Québec.

## Chapitre 12 - La recherche

L'autonomie dont jouit le CEUAT désormais libéré des contraintes liées à son association avec l'Outaouais, et surtout l'obtention d'une mission d'enseignement et de recherche aux trois cycles lors de la création de l'UQAT, vont amener l'Université à investir de nouveaux champs de recherche, surtout en sciences appliquées et en éducation auprès des Premières Nations et des Inuits.

En 1981-1982, 200 000 \$ sont investis en recherche. Des professeurs réalisent une étude sur la problématique de l'exploitation et du développement de la technologie minérale en Abitibi-Témiscamingue. En sciences de la gestion, on met sur pied un groupe spécialisé de recherche et d'aide à la petite et moyenne entreprise. Des colloques sont organisés sur la productivité, les projets éducatifs, l'industrie du camionnage et sur les retombées du tourisme en Abitibi-Témiscamingue.

À l'automne 1984, l'Université acquiert les équipements du laboratoire d'environnement de la Société d'énergie de la Baie-James à Radisson. Des entreprises de transport et des employés acceptent de se rendre bénévolement à LG-2 pour emballer et transporter tout le matériel qui sera utilisé dans les laboratoires naissants de l'Université, en mines et en foresterie.

À la fin des activités du CEUAT, l'Université s'est dotée d'un groupe de recherche sur le changement économique et social, précurseur de l'actuel Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés (LARESCO), d'un petit groupe de recherche en agroforesterie et d'un autre en technologie minérale. Les premiers pas se font en agroalimentaire avec la signature d'une entente avec la Coopérative multigrains pour la recherche sur la culture de céréales. Le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (FCAR) subventionne une étude sur les petites écoles rurales au Québec.

Dès sa création, l'UQAT met sur pied un laboratoire de mécanique des roches et crée une première structure de recherche en foresterie qui, quelques années plus tard, prendra le nom d'Unité de recherche et développement forestiers en Abitibi-Témiscamingue (URDFAT). Aussi l'UQAT participe au Centre multirégional de recherche en foresterie du réseau de l'Université du Québec.

Grâce à des ententes avec le milieu, l'Université entreprend de participer aux travaux du nouveau Conseil régional de recherche en agroalimentaire. En collaboration avec le CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue, l'URSTM est créée en 1984. En sciences du comportement, les professeurs participent au Groupe de recherche interdisciplinaire sur la prévention à l'inadaptation sociale. En 1986, l'Université accueille un bureau permanent du Conseil national de la recherche du Canada (CNRC), oeuvrant à Rouyn-Noranda et à Val-d'Or, pour desservir l'ensemble de la région. L'OPDQ finance l'acquisition d'un ordinateur pour la recherche.

À compter de 1985, on développe d'importants projets de recherche qui mettent en valeur les ressources de l'Université. Que ce soit dans le domaine des mines, de la forêt, de l'agroalimentaire, de la nordicité, du développement des services éducatifs et de la planification du développement régional, professeurs et étudiants des cycles supérieurs peuvent apporter un concours efficace au développement des connaissances dans chacun de ces secteurs.

À titre d'exemples, citons le laboratoire de recherche en pétrographie et minérigraphie avec le CÉGEP, le laboratoire de communications humaines, le centre de recherche et de diagnostic en gestion des PME, le groupe de recherche sur l'expérimentation sociale et le laboratoire de myothérapie pour les problèmes reliés aux maux de dos.

En novembre 1987, Amos est l'hôte d'un Symposium sur le développement du Nord-du-Québec, organisé par l'Université en collaboration avec Hydro-Québec, la municipalité et la Société de développement de la Baie-James. L'année suivante, les professeurs organisent un important colloque sur l'inceste et l'abus sexuel des enfants, alors que d'autres professeurs réunissent une centaine de participants pour discuter de l'enseignement à distance.

Avec la mise sur pied de la Fondation et la réussite de sa première campagne de financement, les professeurs peuvent désormais compter sur des fonds les aidant à démarrer leurs projets et à obtenir des subventions des organismes gouvernementaux.

À l'aube des années 1990, l'UQAT se prépare à entrer de plain-pied dans le monde compétitif de la recherche.

### **Chapitre 13 - La vie en communauté universitaire**

La vie en communauté est profondément changée avec le déménagement dans le campus de la rue Mgr Rhéaume à Rouyn-Noranda. Les professeurs, les étudiants et les membres du personnel bénéficient d'une cafétéria qui leur permet de se regrouper, ainsi que d'une grande salle où sont organisées des activités sociales et

récréatives. Les Services aux étudiants ont ouvert le Café-campus, géré par l'Association générale étudiante. Ce bar portera le nom de Casse-Cours. Les associations étudiantes se multiplient dans tous les secteurs : chapitre étudiant des ordres professionnels en sciences comptables, bureau de l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC), Association des étudiants en travail social. Travail-Québec ouvre pendant deux ans un bureau de placement sur le campus.

L'Université a bénéficié de la générosité de l'évêché de Rouyn-Noranda, qui lui a offert l'édifice en location à très bas prix. Pour Mgr Jean-Guy Hamelin, la transaction permet de conserver une vocation d'éducation à l'ancien Séminaire St-Michel.

Le déménagement sur la rue Mgr Rhéaume éloigne les universitaires des services sportifs et récréatifs offerts depuis 1970 en collaboration avec le CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue. On organise donc plusieurs activités, dont une ligue d'improvisation, des soirées récréatives et des sorties en ski alpin et en ski de fond. Chez les membres du personnel, les familles sont suffisamment nombreuses maintenant pour qu'on organise un Noël des enfants chaque année.

L'implantation du nouveau campus à Val-d'Or permet d'augmenter le nombre d'employés et l'installation de professeurs en résidence dans cette ville. La vie universitaire prend de l'ampleur et laisse présager d'importants développements au cours des années 1990.

En 1983, on installe au campus de Rouyn-Noranda un premier laboratoire d'informatique pour les étudiants. Norman Murphy s'associe à l'Association générale étudiante pour ouvrir une librairie, gérée au début par une corporation sans but lucratif et qui se transformera en coopérative quelques années plus tard. L'Université confie à la librairie le soin d'imprimer et de distribuer les recueils de notes de cours pour l'ensemble des centres régionaux.

Au plan syndical, les années 1980 verront la signature des premières conventions collectives des chargés de cours et des employés de soutien, qui rejoignent les professeurs et les professionnels déjà syndiqués. Fait particulier, toutes ces personnes sont alors regroupées dans un syndicat de type industriel. L'accréditation a été accordée à un syndicat des employés et employées de l'Université, qui compte quatre certificats, un pour chaque section : professeurs, chargés de cours, professionnels, employés de soutien. Au cours des années 1990, chaque syndicat deviendra indépendant et pourra s'affilier à la centrale de son choix.

En 1986, le nombre d'étudiants à temps complet est suffisamment élevé pour que l'Université procède à l'engagement d'une conseillère à la vie étudiante. Le poste d'animatrice est d'abord confié à Chantal Lussier, puis à Anne Beaulieu.

Une soirée des finissants particulière a lieu le 24 avril 1981 à Lebel-sur-Quévillon. On profite de l'occasion pour honorer Benoît Gaulin, agent de liaison depuis 1974. Benoît Gaulin a terminé en 1979 à temps partiel un baccalauréat en administration avec spécialité en sciences comptables. Il devenait alors le premier étudiant de l'extérieur du campus de Rouyn à terminer un bac à temps partiel entièrement réalisé dans un centre régional hors du campus principal. Benoît Gaulin a été une figure marquante de l'Université dans la région de Lebel-sur-Quévillon. Pour s'assurer d'obtenir les cours de son programme, il a motivé plusieurs dizaines d'étudiants à s'inscrire à des activités en sciences de l'administration.

Lors d'une cérémonie destinée à honorer 36 professeurs et membres du personnel ayant dix années et plus de service, la communauté universitaire fête ses pionniers en 1986.

Les étudiants sont très actifs dans les années 1980 : Ils s'impliquent dans les dossiers de développement de leur université. En novembre 1989, une première incorporation est accordée après un référendum dans l'ensemble des centres régionaux. L'Association générale étudiante participe à l'élaboration des plans de développement. Les étudiants interviennent publiquement dans le débat entourant la demande de lettres patentes de l'UQAT. En décembre 1988, l'Association organise une journée d'étude sur les difficultés financières de l'Université.

En 1984, un centre étudiant de services communautaires est mis sur pied par Gilles Pomerleau et Joël Gauthier. Deux ans plus tard, il aura réalisé 38 projets impliquant plus de 110 étudiants, encadrés par des professeurs. Il s'éteindra quelques années plus tard, faute de relève et de financement.

De 1975 à 1989, les Services aux étudiants organisent chaque année une soirée de graduation pour les finissants. Le protocole officiel d'une collation des grades est mis au point en 1989 par le Bureau du secrétaire général, en collaboration avec les Services aux étudiants. Cette cérémonie, haute en couleur et au décorum imposant, deviendra un moment fort de chaque année universitaire.

## Chapitre 14 - L'Université et son milieu

Les années 1980 consacrent les liens indéfectibles qui unissent désormais l'Université à sa région et à sa population.

### L'implication du milieu dans la quête de l'autonomie

La grande mobilisation du milieu régional s'amorce dès les premiers travaux de la commission du CEUAT et du comité de planification, chargé de rédiger un plan de développement conduisant à la création de l'UQAT. Tous les corps constitués de

l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec sont mis à contribution : associations, ordres professionnels, établissements de santé, d'éducation et de services sociaux, grandes et petites entreprises, syndicats, politiciens et fonctionnaires des bureaux régionaux. Tous sont rencontrés lors de tournées régionales afin d'obtenir leur soutien au grand projet d'université.

Une circulation constante de l'information entre eux et l'Université en fera non seulement des alliés à la cause de l'UQAT, mais surtout des partenaires permanents de son développement. À la fin de la décennie, on parle de l'Université en disant « notre université ».

### L'âge d'or des services à la collectivité

Les plans de développement des années 1970 consacraient tous un chapitre à la mission de services à la collectivité, que se donnaient les établissements du réseau de l'Université du Québec au cours de la première décennie de leur existence.

Dans les années 1980, on peut définir ainsi les services à la collectivité : permettre à la communauté, à des organismes ou à des citoyens qui ne fréquentent pas les programmes réguliers de l'Université, et qui ne bénéficient pas directement des retombées de la recherche universitaire, de bénéficier le plus possible de la présence de celle-ci. L'Université doit favoriser l'utilisation des ressources et des compétences qu'elle possède, en fonction des besoins du milieu et selon les disponibilités, tout en respectant le niveau de qualité inhérent aux opérations universitaires.

Au CEUAT, dans le cadre de la préparation du plan de développement 1982-1985, le directeur des Services à la communauté prépare un dossier sur les services à la collectivité, qui suggère l'adoption d'une politique afin de mieux encadrer les activités. Les discussions conduiront cependant à la décision d'encadrer cette fonction à l'intérieur des initiatives de chaque département, des professeurs, des groupes d'employés et des équipes de recherche.

Individuellement ou en groupe, les membres de la communauté universitaire mettent leurs compétences au service du milieu. La présence de professeurs, d'administrateurs et d'employés partout en région permet de tisser des liens étroits avec les organismes et les entreprises.

À titre d'exemple, Jules Arsenault bénéficie d'un prêt de service d'une année chez Tembec, pour coordonner et organiser la formation du personnel de la nouvelle usine Temcell. Il y crée des relations étroites tant avec les dirigeants de l'entreprise que les employés et les syndicats, qui feront plus tard de Tembec un partenaire majeur du développement de la Fondation de l'UQAT et de la recherche en foresterie.

En 1985, le ministère de l'Éducation crée un fonds des services à la collectivité doté d'un budget annuel de 300 000 \$. L'Université y présente plusieurs projets.

Des sessions d'information sur la Bourse sont organisées en collaboration avec une maison de courtage. Elles attirent plus de 1 000 participants de toute la région au moment où de nombreux citoyens investissent dans les actions accréditives minières. Le Département des sciences de l'administration et des sciences comptables participe à la formation d'animateurs algonquins. Le professeur Jean-Pierre Marquis et Bernard Pelletier effectuent un recensement pour le Conseil algonquin. Des professeurs en administration procèdent à des sondages sur l'écoute de la radio communautaire CIRC à Rouyn-Noranda. D'autres, en éducation, réalisent des travaux sur le perfectionnement de la clientèle en alphabétisation scolaire.

Le Service informatique de l'Université est mis à contribution pour collaborer avec le Département de santé communautaire de Rouyn-Noranda sur un projet de bilan de santé des mineurs. Le Service de l'audiovisuel réalise un diaporama sur les services de santé en Abitibi-Témiscamingue, en collaboration avec le Conseil régional de la santé et des services sociaux. Des professeurs en éducation organisent un colloque sur les écoles alternatives, alors que leurs collègues d'administration font de même sur l'industrie du camionnage.

Au fil des ans, les budgets réservés aux services à la collectivité seront victimes des compressions budgétaires. À compter des années 1990, on considère que l'Université, dans son essence même, rend des services à la collectivité par l'enseignement qu'elle dispense et la recherche qu'elle développe. L'aide aux organismes du milieu continue à se développer par le biais de l'implication personnelle des individus, par la contribution des groupes et équipes de recherche, ou par le biais de la formation sur mesure.

### Les premiers pas de la collaboration avec les Premières Nations

Les activités organisées avec les Premières Nations se développent au cours des années 1980, grâce aux contacts développés par les communautés avec des professeurs et des dirigeants de l'Université.

Des Inuits participent à l'élaboration et suivent les cours d'un programme de formation des maîtres à Ivujivik et à Puvirnituq, ainsi que des sessions d'immersion en français offertes en 1979-1980 au campus de Rouyn-Noranda.

Plusieurs projets se réalisent conjointement avec des communautés algonquines et cries. On réalise ainsi une étude démographique pour l'Alliance Laurentienne des Métis et Indiens sans statut, un projet d'aide à la préparation d'une analyse socioéconomique des communautés algonquines, des travaux sur un projet de certificat en travail social offert aux Autochtones; on soutient un projet de prise

en charge des services éducatifs par les communautés algonquines. Aussi l'Université prête un professeur à la Commission scolaire crie pour organiser un projet de formation en animation et en loisir. Un curriculum des intervenants en loisir sera préparé avec le CÉGEP de Saint-Jérôme et la Commission scolaire crie. Le professeur François Villeneuve offre des cours en administration à Pikogan.

### La Fondation de l'UQAT

C'est sans contredit la mise sur pied de la Fondation qui met en évidence les liens étroits qui unissent le milieu à son université. L'idée germe à la commission du CEUAT lorsque Suzanne Firlotte et Roger Gauthier font part de leurs réflexions à Rémy Trudel, qui donne un mandat d'accompagnement à Roland Cloutier et à Jean Turgeon.

L'incorporation est demandée en mai 1983 et les premiers administrateurs se mettent rapidement au travail. Guy Hébert, président de Ressources Aiguebelle, une compagnie minière junior, est élu premier président du conseil d'administration. Donald R. Murphy, vice-président de la Société de développement de la Baie-James et le juge Jean-Charles Coutu de Rouyn-Noranda joignent les rangs. L'année 1984 sera consacrée à la préparation de la première campagne, qui sera lancée en septembre 1985 et confiée à Hilaire Boissé, qui devient le premier directeur général de la Fondation.

En une année, on recueille un million de dollars dans le milieu en ne sollicitant que des entreprises de la région. Cette première réussite démontre à quel point l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec sont alors prêtes à investir dans le développement de l'enseignement et de la recherche universitaires. Chaque vendredi, Hilaire Boissé organise un déjeuner au cours duquel des professeurs de l'Université échangent avec des membres de la Fondation sur différents projets. On organise également une sollicitation particulière des entreprises minières junior qui sont invitées à donner des actions à la Fondation. Cette opération permet d'amasser un portefeuille de 130 000 actions.

La Fondation constitue également un canal privilégié du milieu vers l'Université pour lui faire connaître les besoins. En 1988, la Fondation demande à l'Université d'accorder la priorité à la mise sur pied d'une Chaire en environnement minier.

En 1989, Donald R. Murphy accède à la présidence. La Fondation participe activement aux consultations sur le nouveau plan de développement de l'Université. L'UQAT pourra entreprendre la nouvelle décennie sous de meilleurs auspices.



Les années 1990

La maturité institutionnelle



## Introduction

À l'aube de la décennie 1990, l'UQAT acquiert progressivement ses lettres de noblesse. Elle s'est donné une bonne partie des outils lui permettant de grandir dans le réseau universitaire québécois. Elle a aussi maintenu des liens étroits avec sa région.

Cependant, elle souffre toujours du sous-financement, qui lui fait défaut depuis sa création, et elle demeure à la merci des normes et des procédures qui ralentissent le développement de son patrimoine académique.

Pour sortir de ce cercle vicieux, le recteur et le nouveau président du conseil mobilisent la communauté universitaire et la communauté régionale dans un important exercice de planification stratégique. Dans les organisations, la préparation d'un plan de développement est souvent perçue comme un devoir que l'on fait pour l'extérieur. À l'UQAT, l'exercice deviendra, à partir de 1990, un important exercice de mobilisation.

### Une décennie de projets

Dans le Québec des années 1990, les régions s'affirment et réclament leur part du développement économique. Les établissements du grand réseau de l'Université du Québec sont constamment interpellés; tous les organismes voués au développement insistent pour que l'Université investisse les champs de recherche et offre les programmes de formation susceptibles de répondre aux besoins des entreprises.

Dans les universités en régions, on est près du milieu et on entend participer activement à son développement. Au niveau du gouvernement, et trop souvent au ministère de l'Éducation, on utilise cette vocation d'accompagnement pour transférer à d'autres ministères des demandes de financement adressées par les établissements. Ainsi, à l'UQAT, plusieurs organismes et ministères à vocation économique viendront combler des besoins auxquels le ministère de l'Éducation refusera de répondre. Plusieurs projets seront financés par le ministère des Régions, l'Office de planification et de développement du Québec, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le CRDAT et Développement économique Canada dans des domaines intéressant le gouvernement fédéral.

Pour contrer les difficultés financières, le recteur travaille sans relâche pendant dix ans. Malgré tout, la communauté universitaire, sans cesse sollicitée par la région, est invitée à initier et à développer des projets, notamment dans le domaine de la formation. Pendant que Jules Arsenault cherche du financement, les professeurs s'attaquent aux programmes et à la recherche.

On s'active sur plusieurs fronts et on utilise plusieurs stratégies de développement.

Dans certains cas, le patrimoine académique existant peut être utilisé pour élaborer de nouveaux programmes. Ce sera le cas avec les nombreux programmes courts qui seront adoptés. Ces programmes seront ensuite transformés en certificats ou en mineures. On transformera également le baccalauréat en sciences sociales en un programme en développement local et régional.

Le partenariat avec d'autres universités permettra de développer des programmes en coopération, ou d'obtenir des programmes par extension, notamment aux cycles supérieurs.

L'Université supportera également les projets innovateurs conçus par ses professeurs. C'est ainsi que Pierre Audy pourra développer l'efficacité cognitive, et que Jocelyne Labrèche et Louise Poirier Magassouba introduiront l'art-thérapie à l'UQAT. L'innovation dans les modes de diffusion des cours sera également encouragée. Les professeurs et les chargés de cours en sciences de la gestion et en sciences de la santé développeront de nouvelles formules pédagogiques en utilisant les premiers les tableaux électroniques, puis la vidéoconférence, pour l'enseignement à distance. Aujourd'hui, les six salles d'enseignement à distance des campus de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, ainsi que les équipements mobiles, sont utilisés à temps complet chaque jour, grâce à l'ouverture que ces pionniers ont manifestée au moment de l'expérimentation de ces technologies.

Si ces stratégies visant à développer et à implanter de nouveaux programmes donnent des résultats dans plusieurs secteurs, il en est tout autrement pour mettre sur pied une programmation dans certains domaines, notamment en sciences de la santé et en sciences appliquées.

Jules Arsenault, soutenu par les professeurs, établira au cours de la décennie une nouvelle formule de développement de l'enseignement, pour contrer de façon efficace les difficultés inhérentes à l'approbation des programmes en sciences appliquées et pour les cycles supérieurs en sciences de la santé. Le recteur considère que le premier mandat d'une université est sans contredit l'enseignement, et que la recherche trouve sa raison d'être dans la formation qu'elle assure aux cycles supérieurs. Le développement du patrimoine académique est donc essentiel. En général, pour y arriver, on engage des professeurs, qui élaborent et offrent des programmes au premier cycle, puis aux cycles supérieurs. Les étudiants à la maîtrise et au doctorat fournissent l'aide nécessaire au développement de la recherche par les équipes dirigées par les professeurs.

À l'UQAT, il a été impossible de suivre ce modèle. En effet, l'élaboration d'un programme universitaire est une longue course à obstacles à travers plusieurs organismes : la commission des études de l'Université, le Conseil des études du réseau de l'Université du Québec, les experts des autres universités souvent concurrentes, le Conseil des universités et plus tard le comité des programmes de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)

et enfin le ministre de l'Éducation. Il faudra par exemple plus de huit ans pour développer le programme de baccalauréat en sciences sociales et presque autant pour le programme de baccalauréat en génie. Il est donc impossible, pour l'UQAT, de répondre rapidement et adéquatement aux besoins souvent pressants de la société et de la région.

D'un autre côté, la recherche constitue un marché libre. Selon le recteur Jules Arsenault, il suffit d'avoir des idées et des chercheurs intéressés, et l'UQAT possède les deux ingrédients. Les bons projets attirent le financement. Dès le début des années 1990, l'Université choisit la voie de développer des chercheurs et des équipes de recherche dans des secteurs où les programmes sont difficiles d'accès, telles la forêt et les mines. Les chercheurs attirent des étudiants et offrent ensuite des programmes de cycles supérieurs, surtout grâce à des ententes de collaboration et à des extensions conclues avec d'autres universités. On travaillera ensuite à l'élaboration de programmes de premier cycle.

Cette formule, qui a conduit plusieurs observateurs externes à qualifier l'UQAT de délinquante, lui permet de développer d'importantes équipes de recherche qui sont aujourd'hui reconnues partout dans le monde. Elle permet également d'attirer des étudiants de 23 pays, qui choisissent désormais l'UQAT pour la qualité de ses professeurs, de ses chercheurs et des programmes qui y sont offerts.

## Chapitre 15 - Les événements

En février 1990, le conseil d'administration reçoit les recommandations du comité de planification. Présidé par Laurent Lévasseur et animé par Louise Bédard, chargée de cours, Jean-Pierre Marquis, professeur, Jean Boissonault et Rémi Barrette, membres socioéconomiques, Pierre Bélanger, étudiant, Yves Poirier, technicien, en compagnie de Jules Arsenault et Robert Simard, le comité retient un modèle de planification stratégique qu'il adapte à ses besoins. Le modèle sera par la suite utilisé dans le cadre de l'ensemble des planifications de l'UQAT.

On établit d'abord un bilan et des enjeux de la période de planification, autour desquels il faudrait orienter l'action. Des consultations internes et une tournée régionale sont ensuite réalisées sur le bilan et les enjeux, incluant pour l'externe le recueil des attentes du milieu.

On analyse ensuite l'environnement externe pour y déterminer les grandes tendances en éducation supérieure et en recherche au Québec, en Amérique du Nord et dans le monde. À partir des observations recueillies dans l'environnement externe, on identifie les opportunités et les menaces en regard de chaque enjeu.

Le comité de planification réalise ensuite une analyse de l'environnement interne en établissant un portrait des forces et des faiblesses de l'Université. La mission

est ensuite revisitée et on choisit les grandes orientations. Suivent des consultations et des travaux en communauté universitaire, pour ajouter des actions prioritaires et des suggestions d'actions spécifiques.

Une deuxième tournée des centres régionaux permet de présenter le plan à une consultation régionale. Il est ensuite révisé et adopté par les instances.

Le plan 1990-1995 est placé sous le thème « Le savoir en action ». L'Université recentre sa mission autour des personnes et précise son action en enseignement et en recherche. Les services à la collectivité disparaissent du vocabulaire officiel et on parle désormais de l'engagement des membres de la communauté universitaire à l'endroit de leur région.

Les orientations stratégiques accordent la priorité à l'enseignement et à la recherche. L'offre de programmes de premier cycle vient en premier lieu, alors que le plan prévoit la consolidation de la programmation de deuxième cycle et l'arrimage des programmes aux activités de recherche et aux champs disciplinaires. Dans ce plan, l'Université choisit de favoriser la recherche appliquée et on identifie le secteur minier comme un élément distinctif de la contribution de l'Université à la science et à la technologie. Enfin, le plan favorise l'approche client, maintient l'accessibilité sur le territoire et prévoit l'implication de l'ensemble des ressources humaines dans sa mise en œuvre. Le plan de développement prévoit la construction du campus de Rouyn-Noranda et la résorption du déficit accumulé par l'ajout de financement récurrent.

Le début de l'année 1990 est marqué par une augmentation des frais de scolarité. En mai, Claude Deraps, Chantal Lussier, Diane Couture et Rodrigue Larouche signent la demande d'incorporation de l'Association des diplômés de l'UQAT, un projet que caressaient depuis longtemps le secrétaire général et le directeur des Services aux étudiants.

La biennale du Sommet socioéconomique de l'Abitibi-Témiscamingue a lieu en mars et l'Université obtient 190 000 \$ pour l'URSTM et une subvention de 50 000 \$, conjointement avec les commissions scolaires et le CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue, pour étudier le phénomène de la sous-scolarisation dans la région. En mai, l'Université inaugure le Centre de calcul des frères Perron, qui ont versé 100 000 \$ à la Fondation à titre de participation au financement d'un ordinateur destiné à la recherche.

En juin, on apprend que l'évêché a vendu à une entreprise privée l'édifice qui abrite le campus de la rue Mgr Rhéaume à Rouyn-Noranda. Dans le premier bail, pour soutenir l'Université, l'évêque avait loué l'édifice à un taux inférieur aux prix du marché. Le renouvellement du contrat, qui se négocie avec le ministère de l'Éducation, pose des problèmes, puisque l'évêché désire une augmentation significative du loyer. Ne pouvant en arriver à une entente, l'édifice a été vendu et

le ministère devra payer encore plus cher le loyer de l'UQAT à Rouyn-Noranda. Cette saga encourage l'Université à entreprendre de longues démarches devant conduire à la construction d'un nouveau campus. La première étape consiste à préparer un devis pédagogique afin de justifier, sur la base de prévisions de clientèles, le nombre d'étudiants permettant d'octroyer les mètres carrés nécessaires au développement de l'Université. Les espaces font défaut et le Bureau du secrétaire général, le vice-rectorat aux ressources, le Service des finances et le Service de l'information déménagent dans un édifice en location sur la rue Richard à Rouyn-Noranda.

Dans la foulée des travaux du comité de planification, le conseil d'administration crée une direction des Services aux clientèles. Norman Murphy occupe le poste, qui réunit les Services aux étudiants, le Bureau du registraire et les centres régionaux; on ajoute à ses responsabilités l'organisation de la formation sur mesure. La notion de clientèle est inexistante dans le monde universitaire de l'époque. Aussi, le siège social de l'Université du Québec n'est pas d'accord avec la création d'un vice-rectorat aux clientèles et plusieurs professeurs craignent une approche trop mercantile dans les relations avec les étudiants. Le poste demeure une direction et on délaissera progressivement l'appellation en revenant aux services aux étudiants et aux diplômés en 2006.

En octobre, Raymond Duchesne, auparavant professeur à la Télé-Université, devient vice-recteur à l'enseignement et à la recherche. Le plan de développement est présenté en région dans le cadre d'une tournée des centres et les réactions du public sont très favorables. En décembre, le conseil d'administration nomme Luc Bergeron au poste de vice-recteur aux ressources. Robert Simard est chargé de superviser la construction du nouveau campus.

Forte de ses travaux auprès des Inuits, l'équipe de la professeure Gisèle Maheux bénéficie de la reconnaissance institutionnelle de l'Unité de recherche, de formation et de développement en éducation en milieu inuit et amérindien (URFDEMIA). Toujours désireux d'être à l'écoute des besoins sur l'ensemble du territoire, le conseil d'administration crée en octobre un comité chargé d'étudier les modes d'intervention de l'Université dans le Nord québécois, présidé par le professeur Jean-Pierre Marquis.

La Fondation, désormais sous la présidence de Raymond Grenier, distribue 74 500 \$ aux chercheurs et crée le Fonds Marc-Lavigne, offrant des bourses d'études en administration, destinées à honorer ce notaire bien connu de la région de La Sarre.

En 1991, le conseil d'administration met sur pied un comité chargé de préparer un plan de développement de l'enseignement universitaire dans la région de Val-d'Or. Sous la présidence du vice-président à la planification de l'Université du Québec, Guy Massicotte, le comité remet son rapport en février 1992 et le conseil met sur

sur pied un comité de coordination chargé d'entreprendre les démarches pour déménager l'Université près du CÉGEP. Le comité est également chargé de mettre sur pied des projets pilotes de programmes intégrés CÉGEP-Université, ancêtres du DEC-Bac que l'on connaît aujourd'hui, assurant des passerelles entre l'enseignement collégial technique ou régulier et l'enseignement universitaire.

Au cours de cette année, l'Université adhère à un programme d'échanges d'étudiants entre quatre universités du Moyen Nord : l'UQAT, l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université Laurentienne de Sudbury et l'Université Lakehead de Thunder Bay.

Après plus de dix ans de tractations de toutes sortes, le baccalauréat en sciences humaines, rebaptisé baccalauréat en sciences sociales, est approuvé par le Conseil des universités et les admissions sont ouvertes en septembre 1991. Les professeurs à l'origine du programme ont vécu bien des frustrations, obligés de modifier les documents à de nombreuses reprises. Leur patience permettra à l'Université de disposer d'un programme qui, même s'il ne générera pas les clientèles prévues, introduira l'UQAT dans le domaine de l'enseignement et de la recherche sur le développement local et régional.

Deux dossiers majeurs cheminent alors au ministère de l'Éducation. Le conseil d'administration vient de mettre sur pied un comité chargé des dossiers du financement de l'Université et de la construction du campus. Présidé par Laurent Levasseur, y siègent Jules Arsenault, Jean Boissonnault, Pierre Nadeau, vice-président d'Hydro-Québec-région La Grande et nouveau membre socioéconomique au conseil, ainsi que le représentant des diplômés, Claude Veillette.

Le comité a rencontré la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science au mois d'août. Les membres ont demandé à Lucienne Robillard de subventionner les nouveaux étudiants à 100 % et de donner à l'UQAT un accès au Fonds de développement pédagogique, lui permettant de financer le démarrage des programmes. On a également demandé de modifier la formule de financement afin de permettre d'éponger le déficit accumulé, à même des revenus récurrents, et de régler le problème du financement à long terme.

Les membres du comité se rendent également à Québec pour rencontrer le président et les vice-présidents du réseau de l'Université du Québec. Le siège social offre 600 000 \$ sur trois ans pour éponger le déficit accumulé, somme qui ne serait pas intégrée à la base de financement. On suggère à l'UQAT d'augmenter la tâche nette d'enseignement des professeurs, puisque le siège social considère que la tâche à l'UQAT se situe à 2,9 cours par professeur. Les données présentées par l'Université sont de 3,12 cours par professeur et le recteur en profite pour rappeler que la charge d'enseignement d'un professeur à l'UQAT n'a pas la même portée qu'ailleurs au Québec, compte tenu du petit nombre de professeurs, du nombre important de responsabilités d'administration pédagogique à exercer, des

distances à parcourir pour rejoindre les clientèles, des nombreux nouveaux cours à préparer et des tâches de recherche plus lourdes à réaliser, puisque les étudiants de cycles supérieurs sont rares. On apprend cependant que la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science considère le projet de campus dans ses priorités.

Au cours de l'automne, le conseil adopte le devis pédagogique en vue de la construction du campus et crée un comité conseiller pour son aménagement, chargé de conseiller les architectes sur la nature des besoins de la clientèle et des membres de la communauté universitaire. Le comité conseiller est composé de Sylvie Blais, technicienne aux départements, Anne Beaulieu, conseillère à la vie étudiante, Jacques Charest, professeur, Francis Bouffard, étudiant et un chargé de cours désigné par son syndicat siège également au comité.

En octobre, Johanne Jean est engagée à titre de professeure régulière en sciences de la gestion. L'année se termine par l'octroi d'une subvention de l'OPDQ de 360 000 \$ pour l'achat d'équipements destinés à la deuxième année des programmes de génie, offerts à l'Université en collaboration avec l'École Polytechnique. L'Université reçoit 220 000 \$ pour implanter le baccalauréat en sciences sociales.

Le conseil d'administration prend alors la décision de construire le campus près du CÉGEP à Rouyn-Noranda, afin de partager des services et des locaux. On vote également un appui à la Corporation de développement de l'enseignement supérieur de Val-d'Or dans ses démarches, visant à construire un pavillon d'éducation physique au campus d'enseignement collégial de Val-d'Or. La Fondation de l'UQAT y investira 300 000 \$.

La Fondation prépare sa deuxième campagne de financement, avec un objectif de 5 M\$. Frank Dottori, président du conseil et chef de la direction de Tembec, en accepte la présidence. Dans l'élaboration de sa stratégie, la Fondation demande à l'Université de présenter l'état de ses besoins et elle déterminera ensuite ses objectifs en fonction de la réponse obtenue.

En février 1992, le conseil d'administration reçoit le rapport du comité chargé de préparer un plan de développement de l'enseignement universitaire à Val-d'Or. Le comité recommande au conseil de collaborer avec le CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue à la création d'un pôle de développement de l'enseignement supérieur à Val-d'Or. On prévoit mettre en place un comité de coordination dont les objectifs seraient de promouvoir l'enseignement supérieur et l'accessibilité, d'analyser les besoins et de coordonner des programmes et des activités d'enseignement postsecondaire, d'intégrer des ressources physiques et des services de soutien, et de mettre en place des projets innovateurs visant à améliorer l'accessibilité et la qualité des services.

Le comité demande au conseil d'administration de prendre les mesures nécessaires à la mise sur pied d'au moins un projet pilote de programmes postsecondaires intégrés, lequel permettrait à un étudiant de passer du diplôme d'études secondaires au baccalauréat sans changer d'établissement. Un comité de programme réunissant des professeurs du CÉGEP, de l'Université et des étudiants du programme serait mis sur pied; Les étudiants recevraient les services de soutien et d'encadrement fournis conjointement par le CÉGEP et l'Université.

En septembre, la ministre Lucienne Robillard annonce la construction du campus. La firme d'architectes Trame et les firmes d'ingénierie Pellemon et Stavibel sont choisies pour la construction de l'édifice. Le comité conseiller tient des audiences dans la communauté universitaire pour recevoir des avis et des commentaires sur le projet. La ville de Rouyn-Noranda entreprend des démarches afin de modifier la désignation de l'avenue du Cuivre en boulevard de l'Université.

Le nombre d'étudiants à temps complet passe de 782 à 921. Raymond Duchesne, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, quitte l'Université et Jean Paul Charlebois reprend du service à l'intérim.

Les grands dossiers de l'Université évoluent. Le conseil adopte le premier rapport d'étape du comité chargé de dresser un bilan des interventions en matière de formation, d'enseignement et de recherche dans le Nord québécois. Le document a été rédigé par Pierre Beaulieu et on y apprend qu'en 1991-1992, 4,3 M\$ ont été investis en recherche dans le Nord-du-Québec. Quarante-cinq pour cent de cette somme proviennent d'Hydro-Québec et c'est l'Université Laval, avec 1,9 M\$, qui récolte 45 % des subventions de recherche.

En novembre 1992, le comité dépose un deuxième rapport. Le contexte dans lequel s'inscrivent les interventions en matière d'enseignement amène le comité à souhaiter que l'Université intervienne de façon efficace en matière de formation des maîtres et de formation des ressources humaines dans le Nord-du-Québec, notamment en travail social et en animation.

Le comité de coordination de l'enseignement universitaire à Val-d'Or, sous la présidence de Robert Sauvé, présente un rapport qui propose un projet pilote établi sur une période de cinq ans afin d'intégrer trois programmes DEC-BAC.

De son côté, le Département des sciences appliquées dépose au conseil d'administration un mémoire qui souligne que les clientèles du baccalauréat en informatique de gestion ont diminué à l'Université, comme dans les autres établissements, entraînant la fermeture des admissions et le transfert à l'UQAM des quelques étudiants qui restaient en troisième année. Dans le cas du programme de génie, le mémoire fait remarquer que les deux premières années du bac en génie unifié n'ont pas apporté les résultats escomptés. Le programme de l'UQAC ne semble pas intéresser un grand nombre de c g piens en Abitibi-Témiscamingue. Les activités de formation continue offertes par le Département

avec l'Ordre des ingénieurs du Québec connaissent beaucoup de succès. Vingt-cinq étudiants sont inscrits au programme de certificat en gestion de la construction et les professeurs du Département sont très actifs en recherche. Dans son mémoire, le Département des sciences appliquées souhaite développer un programme de génie propre à l'UQAT, obtenir des extensions de certificats de l'ETS et offrir par extension une maîtrise en foresterie. Cette réflexion des professeurs en sciences appliquées relance le développement de programmes et d'équipes de recherche.

Un an plus tard, le Département des sciences appliquées se donne un conseil d'orientation présidé par Michel Bédard, vice-président de Métallurgie du Cuivre Noranda. Le comité de liaison assure le lien entre le milieu et le Département, fournit des avis sur les besoins et les programmes et donne beaucoup de visibilité au Département dans le milieu régional.

L'Université remet un doctorat honoris causa à Frank Dottori, président et chef de la direction de Tembec. Ingénieur chimiste de formation, Frank Dottori a initié le sauvetage et la relance du moulin à papier de la Canadian International Paper à Témiscaming au début des années 1970. La formule de gestion alors utilisée était innovatrice, puisqu'elle permettait à l'ensemble des employés intéressés de devenir partenaires du développement de l'entreprise et actionnaires de la compagnie. L'UQAT a donc décidé d'honorer de façon particulière l'ingénieur chimiste et l'homme qui a su innover et implanter des technologies modernes qui font de Tembec un chef de file mondialement reconnu.

La Fondation de l'UQAT s'intéresse particulièrement au bilan de l'enseignement et de la recherche dans le Nord-du-Québec, en soutenant financièrement le comité présidé par Jean-Pierre Marquis. Bernard Pelletier est engagé à titre de directeur de la campagne et le Fonds Gaétan-Santerre est créé à l'instigation de son frère, Renaud Santerre, professeur à l'Université Laval et chargé de cours à l'UQAT. Les revenus du Fonds seront consacrés à la recherche en gérontologie.

Au début de l'année 1993, Marcel Thouin devient vice-recteur à l'enseignement et à la recherche. Sur la base d'un plan de développement préparé par l'équipe du professeur Pierre Audy, le conseil d'administration accorde la reconnaissance institutionnelle à l'Unité de recherche en efficacité cognitive (UREC). Une nouvelle entente est signée avec l'École Polytechnique pour offrir les deux premières années du baccalauréat en génie.

En mai, se tient à Ivujivik et Puvirnituk une collation des grades au cours de laquelle dix-sept étudiants obtiennent un diplôme en sciences de l'éducation. L'UQAT attribue sa médaille d'honneur à Taamusi Qumaq, résident de Puvirnituk. Ce sage parmi les sages inuits a joué un rôle important dans la promotion économique et sociale de son peuple, ainsi que dans l'affirmation de sa dignité et de sa fierté, et il est considéré comme l'un des pionniers de la coopération au Nouveau-Québec dans les domaines de la finance, du commerce et des arts. Il a

créé et organisé les premières coopératives dans le Grand Nord, fondé les premiers conseils de village à Puvirnituk, étendu le droit de vote à tous les résidents, participé à la mise sur pied d'une première radio communautaire chez les Inuits et rédigé une encyclopédie sur le monde inuit ainsi qu'un dictionnaire de la langue inuite.

La recherche continue à se développer et le conseil d'administration, à l'initiative de Denis Bois et de professeurs en sciences appliquées, met sur pied une nouvelle corporation apparentée à l'UQAT, la Société de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue (STAT). La Société a pour mandat de gérer des projets que lui confie l'Université, sur la base de subventions obtenues de l'externe. Son président et ses membres sont nommés par le conseil d'administration de l'Université. Le conseil regroupe des professeurs et des administrateurs de l'Université, des représentants du CÉGEP et plusieurs membres proviennent du secteur industriel de la région. Le premier projet qui est confié à la Société est la mise sur pied d'un Centre d'aide au développement technologique (CADT). Financé par Développement économique Canada (DEC), un partenaire important du développement de la recherche à l'UQAT, le CADT fournit une assistance professionnelle aux inventeurs et aux entreprises qui ont des projets à fort contenu technologique. Jean-Pierre Brunet, ingénieur-conseil de Val-d'Or, en est le premier président.

L'année 1993 voit également la création de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités. Au Québec, plusieurs événements, dont les États généraux du monde rural, ont mobilisé les gens des régions autour du développement de la ruralité et des petites communautés. La Chaire Desjardins est au départ dotée d'un capital de 350 000 \$ provenant du Mouvement Desjardins et de 100 000 \$ versés par le ministre responsable du Développement régional du Québec, Yvon Picotte. Il s'agit de la première chaire créée à l'UQAT et, à la demande du Mouvement Desjardins, la Chaire est capitalisée. On n'utilise donc que les intérêts générés par ce capital aux fins d'assurer le fonctionnement et la réalisation des projets. La Chaire sera donc sous-financée et aura de la difficulté à répondre aux importantes demandes en provenance du milieu. L'expérience permet toutefois à l'Université de se doter de modes de fonctionnement précis. Par la suite, on ne capitalisera plus les chaires, à moins que les intérêts annuels soient suffisants pour permettre un fonctionnement adéquat, à raison d'un minimum de 250 à 300 000 \$ par année. La Chaire Desjardins favorisera l'émergence de projets de recherche, d'animation et d'accompagnement, ainsi que l'élaboration de programmes uniques voués au développement local et régional.

En novembre, après onze mois au service de la communauté universitaire, le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche quitte l'Université et le conseil d'administration doit former un nouveau comité de sélection.

Pour sa part, l'Association des diplômés connaît des débuts laborieux. Comme toutes les universités, l'UQAT ne conserve que les adresses de résidence des finissants à leur dernière session d'études. Il est donc difficile de retrouver les membres. La première assemblée générale se tient simultanément à Rouyn-Noranda et à Val-d'Or, en utilisant les tableaux électroniques. Au cours de la première année, on investit beaucoup d'énergie pour mettre sur pied des cercles locaux, qui verront le jour à Amos, à Rouyn-Noranda et à Val-d'Or. Seul le cercle de Val-d'Or réussira à se maintenir et à attirer suffisamment de bénévoles. Henriette Morneau-Larouche, de Val-d'Or, est élue première présidente de l'Association.

La Fondation de l'UQAT organise en 1993 une campagne de financement dans la communauté universitaire. Monique Fay, Ginette Rondeau, Céline Gaudet, Jean-Claude Bourassa et Luc Blanchette recueillent 125 000 \$. Une campagne auprès des municipalités, unique au Québec, permet d'amasser 1 \$ par citoyen par année pendant cinq ans. Cette campagne démontre une fois de plus les liens exceptionnels qui existent entre l'Université et son milieu. Dès la première année, 95 % des municipalités du Témiscamingue adhèrent à ce programme de dons.

L'année 1994 débute par une augmentation des frais de scolarité décrétée par le gouvernement du Québec. Le cours de trois crédits passe à 166,50 \$. L'Assemblée des gouverneurs double les frais généraux de 10 \$ à 20 \$ par session et les frais d'admission passent de 15 \$ à 30 \$.

En mars, on célèbre, lors d'une soirée de reconnaissance, les 25 ans du réseau de l'Université du Québec et les dix ans de l'UQAT et de la Fondation. Le conseil d'administration met sur pied un nouveau comité de planification, aussi le comité d'orientation de la Chaire Desjardins tient sa première réunion pour dresser le profil du titulaire. Quatorze étudiants de l'UQAT terminent le programme de baccalauréat en génie unifié à Chicoutimi.

Les membres du comité de sélection du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche prennent une pause dans la sollicitation de candidatures. En raison de la difficulté apparente à maintenir en fonction un vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, des échanges sont initiés pour évaluer la fonction et on interroge la structure et le fonctionnement de l'Université. Le comité de sélection forme des groupes de discussions, qui constatent le cloisonnement inapproprié entre la fonction administrative et la fonction académique dévolues au vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, et à la structure des modules et des départements. Pour leur part, les directeurs de département suggèrent une réorganisation fondée sur la notion d'équipes de travail bénéficiant de responsabilités en matière d'organisation de l'enseignement et de la recherche. C'est ainsi que naîtront plus tard les unités d'enseignement et de recherche.

En juin, le conseil d'administration autorise la signature du contrat de construction du campus avec Les entreprises Vibec, plus bas soumissionnaire conforme. Vibec se désiste quelques jours plus tard, constatant qu'elle n'avait pas inscrit le montant des taxes dans sa soumission. Le conseil d'administration octroie alors le contrat à la firme ED. Brunet et fils.

Le campus de l'UQAT, étant un édifice public, le projet de construction doit consacrer 1 % du budget à l'intégration des arts. Les normes du gouvernement sont précises et encadrent le choix des artistes. Dans le cas du campus, le budget est suffisamment élevé pour que l'appel de candidature soit provincial. Le comité consultatif de la construction obtient des autorités gouvernementales que le budget soit attribué à deux artistes, de façon à assurer la participation d'un artiste de la région. Une œuvre extérieure sera attribuée à une artiste de Montréal, Linda Covit, alors que Gaétane Godbout, professeure au CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue et diplômée de l'UQAT, réalisera une œuvre intérieure.

Le 18 août 1994, en pleine campagne électorale québécoise, on réalise la cérémonie de la première pelletée de terre. Pour marquer les liens qui unissent l'Université à son milieu et à ses étudiants, et pour éviter que l'événement ne prenne trop une dimension politique, ce sont des étudiants des niveaux primaire, secondaire, professionnel, collégial et universitaire qui soulèvent la traditionnelle pelle en compagnie du ministre de l'Éducation, Jacques Chagnon. Le même jour, Annick Cadorette, étudiante en secondaire IV, inscrite au projet Jeunesse St-Michel, est rectrice d'un jour avec la complicité du recteur Jules Arseneault. Pédagogue dans l'âme, le recteur lui délègue toutes ses responsabilités et l'accompagne dans toutes ses activités régulières : jogging matinal, émission à la radio, petit déjeuner d'affaires. La jeune rectrice préside ensuite la commission des études et c'est elle qui aura l'honneur, avec le président de l'Université du Québec, Claude Hamel, de participer à la première cérémonie de pelletée de terre du campus.

En décembre 1994, Lucia Ferretti est engagée à titre de vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche. Le professeur Mario Carrier devient le premier titulaire de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités. En 1995, pendant son congé d'études, il est remplacé par le professeur Roger Guy.

La Fondation, qui a adopté une politique de placements, met en place une procédure de protection des fonds contre l'inflation. Elle se dote d'un code d'éthique pour ses administrateurs. L'organisme bénéficie une seconde fois de l'appui de Renaud Santerre, dont la conjointe est l'une des filles de Blanche Dumulon et de L.T. Garon, deux pionniers de Rouyn-Noranda. Un fonds à leur nom est dédié à des bourses sur l'histoire de la région. Roch Paradis est élu président de la Fondation et Pierre Lafontaine est nommé directeur général de l'organisme. La Fondation reçoit également une importante contribution de la famille Saucier,

qui crée le Fonds Gérard-Saucier à la mémoire de ce pionnier de l'industrie forestière en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec.

Au cours de cette année, l'Université met sur pied deux projets qui auront d'importantes répercussions. D'abord, cinq cohortes d'étudiantes à temps complet sont inscrites au programme de baccalauréat en sciences infirmières offert simultanément à Amos, à Val-d'Or, à La Sarre, à Rouyn-Noranda et à Ville-Marie. Les professeures Ginette Rondeau et Murielle Bolduc-Bourdouxhe seront les pionnières du développement des sciences infirmières à l'Université. Ce baccalauréat aura d'importantes répercussions sur la qualité des services offerts dans les hôpitaux de la région. De plus, l'Université entreprend le début d'un nouveau projet de médiatisation de cours sur vidéocassettes. Travaillant ardemment à l'adaptation de leur pédagogie à la nouvelle technologie, la professeure Nicole Racette, en sciences de la gestion, et le professeur Serge Marchand, en sciences de la santé, offrent les premiers cours.

En janvier 1995, le recteur consulte le conseil d'administration, avant d'accepter la présidence de la Commission régionale sur l'avenir du Québec. Le conseil appuie sa décision, considérant qu'il est du devoir des universités de participer aux grands débats sociaux afin d'apporter un éclairage nouveau et de s'assurer que tout se déroule dans un climat serein.

La commission des études adopte le programme de baccalauréat en génie électromécanique, qui entreprend son long périple vers l'approbation ministérielle.

En mars, l'Université accueille le chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, Ghislain Picard, qui prononce une conférence sur les revendications des peuples autochtones.

Au cours de l'été, le ministre des Ressources naturelles, François Gendron, inaugure la Forêt d'enseignement et de recherche du lac Duparquet, gérée conjointement par les équipes de recherche en foresterie de l'UQAT et de l'UQAM. Les compagnies Tembec, Norbord et IPBL ont consenti à se départir de leurs droits de coupe sur une superficie de 80 kilomètres carrés, pour donner naissance à ce laboratoire naturel. En septembre, le ministre de l'Éducation, Jean Garon, autorise l'agrandissement du Centre d'études collégiales de Val-d'Or, incluant un complexe sportif et des locaux pour l'UQAT. À la rentrée, on observe une chute de 15 % de la clientèle étudiante. La communauté universitaire réagit et le recteur convoque tout le monde à une réflexion sur le recrutement. Animée par Fernand Bellehumeur, la journée sera fructueuse et permettra la mobilisation des modules et de tous les services afin d'intensifier les efforts de recrutement. En novembre, l'Association des diplômés décerne pour la première fois le Prix du mérite à l'équipe du secrétaire général pour leur soutien à la mise sur pied de l'Association.

En juin 1995, les discussions en communauté universitaire, surtout au sein des départements, amènent le conseil d'administration à adopter un règlement sur les unités d'enseignement et de recherche. La commission des études a recommandé de regrouper par affinités disciplinaires les départements, les modules, les programmes d'études de cycles supérieurs et les unités de recherche. La présidence de chaque unité d'enseignement et de recherche est assumée par le directeur de département. On profite de cette restructuration pour créer cinq unités : en sciences de l'éducation, en sciences de la gestion, en sciences appliquées, en sciences du comportement et en sciences de la santé.

En septembre, le ministre de l'Éducation autorise la construction de locaux pour l'Université et le CÉGEP à Val-d'Or, s'ajoutant aux mètres carrés déjà alloués pour les services sportifs et récréatifs. L'Université et le CÉGEP profitent de l'occasion pour rendre hommage à Lucien Cliche, qui fut ministre des Affaires municipales et ministre des Terres et Forêts dans le cabinet de Jean Lesage au début des années 1960. En reconnaissance de la contribution de ce père de la Révolution tranquille, au développement de la région et du Québec, le campus de l'Université et du CÉGEP à Val-d'Or devient le Centre d'études supérieures Lucien-Cliche.

En décembre 1995, le mandat de Laurent Levasseur à titre de membre du conseil d'administration prend fin. L'assemblée adopte une motion de félicitations et de remerciements à son endroit, pour son leadership éclairé, son implication soutenue et son dévouement exceptionnel. Laurent Levasseur a présidé avec brio aux destinées du conseil d'administration de l'Université, agissant au premier plan dans les grands dossiers liés à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de développement 1990-1995 de l'UQAT, à l'amélioration de la situation financière et à la résorption du déficit accumulé, ainsi qu'à la construction du nouveau campus. L'Université nomme Laurent Levasseur président d'honneur des cérémonies entourant l'inauguration du nouveau campus. Claude Veillette, un diplômé de l'UQAT en sciences de la gestion, est élu président du conseil.

L'année 1996 débute dans l'incertitude quant à l'approbation du baccalauréat en génie électromécanique. Le recteur et Michel Bédard, vice-président de Métallurgie du cuivre Noranda, avec les membres du comité de programmes du ministère de l'Éducation, tiennent une rencontre le 16 février. Les discussions portent sur l'approbation du baccalauréat en génie électromécanique et les bureaucrates du ministère semblent accueillir le programme avec scepticisme, puisqu'ils connaissent mal les régions du Québec, leurs besoins et les établissements chargés d'offrir des services d'enseignement et de recherche. Pourtant, lors d'un colloque sur la science et la technologie, le CRDAT a considéré que l'implantation du baccalauréat en génie était une priorité en matière de développement régional.

L'Université poursuit les travaux dans les dossiers des programmes intégrés à Val-d'Or et plusieurs rencontres sont organisées dans les classes aux niveaux collégial

et secondaire, ainsi qu'à l'éducation des adultes, en vue de recruter des étudiants.

La contribution des professeurs en sciences de la gestion au développement de la coopération internationale se fait de plus en plus importante. Trois nouvelles ententes sont signées, la première avec l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso, une autre avec l'Université d'Évry Val d'Essonne, en France, et une dernière avec l'Académie économique de Katowice, en Pologne. S'ajoutera un peu plus tard une entente sur l'offre du MBA à l'École supérieure de commerce de Dakar, au Sénégal. Ces signatures marquent d'importants développements en matière de coopération internationale à l'UQAT.

La préparation du budget de l'exercice 1996-1997 est difficile. Le 21 mai, le conseil d'administration adopte un budget équilibré à 14,1 M\$, lequel nécessitera des compressions importantes. Le document prévoit des réductions au plan des effectifs qui, alliées à des coupures dans divers postes budgétaires, entraînent des économies de l'ordre de 1 M\$. Dans les semaines qui suivent, la communauté universitaire se mobilise et démontre une fois de plus sa solidarité. Des discussions avec les syndicats permettent d'imposer une réduction des salaires pour les deux prochaines années. Les réductions sont modulées suivant les catégories de personnel, allant de 5 % pour les cadres et les professeurs, 3 % pour les chargés de cours et les professionnels, et 1 % pour les employés de soutien et le personnel non syndiqué. Cette solidarité est remarquable. Elle assure le maintien de plusieurs emplois et surtout, elle permet de continuer à offrir des services de qualité partout en région.

En avril 1996, la communauté universitaire emménage dans son nouveau campus à Rouyn-Noranda. Dans le cadre de l'inauguration, 5 000 personnes visitent le campus au cours de l'été. Le 22 août, 1 500 personnes sont présentes à l'Université pour la cérémonie d'inauguration sous le thème « Au cœur de notre fierté collective ». C'est au président de l'Association générale étudiante, Érick Filiatrault, que revient l'honneur de dévoiler la plaque commémorative en compagnie de la ministre de l'Éducation, Pauline Marois. Douze éducateurs de la région, choisis par un comité présidé par Roger Claux, sont honorés dans le cadre de cette cérémonie, pour leur contribution à l'éducation en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec. Le 24 août, les retrouvailles des anciens professeurs, chargés de cours, membres du personnel et diplômés depuis 1970 attirent plus de 700 personnes. L'Association des diplômés profite de l'occasion pour tenir son assemblée générale annuelle. On fait état de difficultés d'organisation et du soutien déficient de l'Université et on songe à abandonner la Charte. L'assemblée adopte cependant une résolution pour demander l'aide de l'Université et la mise sur pied d'un projet pour mettre à jour la liste des diplômés. Les retrouvailles ont été organisées avec une liste qui ne contenait que 573 adresses valides de diplômés, sur une possibilité de plus de 6 000.

À la fin de l'été 1996, toutes les activités du bureau de la 7<sup>e</sup> Rue de l'Université à Val-d'Or déménagent dans l'édifice réaménagé du Centre d'études supérieures Lucien-Cliche. En octobre, l'Université peut enfin ouvrir les admissions au baccalauréat en génie électromécanique à Rouyn-Noranda, et à trois programmes intégrés au campus de Val-d'Or. Roger Claux, directeur de l'Unité d'enseignement et de recherche en sciences de l'éducation, est nommé président du Comité d'agrément des programmes d'éducation au ministère de l'Éducation du Québec. Le comité est chargé d'analyser la qualité des programmes de formation des maîtres dans toutes les universités. Cette nomination constitue une reconnaissance de l'expertise du professeur Claux dans ce domaine.

À la fin de 1996, le déficit accumulé est ramené à zéro. Le répit sera cependant de courte durée.

À compter de 1997, l'Université entre dans une période marquée par les premiers départs à la retraite des enfants du Baby-Boom et de leurs prédécesseurs. Le professeur Roger Guy et le directeur des finances Léo Bernier sont parmi les premiers à annoncer leur départ.

Ces premiers départs coïncident avec le début des actions gouvernementales qui doivent conduire le Québec au déficit zéro et à l'équilibre budgétaire. Si on parle plus souvent aujourd'hui des effets des milliers de mises à la retraite dans le secteur de la santé, les universités connaissent également leur lot de problèmes liés à ces départs. Dans le réseau de l'Université du Québec, le régime de retraite connaît d'importants surplus actuariels à la fin des années 1990. Pour les réduire, on offre des congés de primes et on met en œuvre un programme de départs à la retraite sans pénalité. L'UQAT est moins touchée par ces politiques, puisque son personnel est plus jeune. Cependant, elle n'a pas les moyens financiers permettant d'investir dans l'engagement de ressources supplémentaires qui pourraient bénéficier pendant quelques années de l'expérience de ceux qui prendront leur retraite. De plus, l'atteinte du déficit zéro entraîne une nouvelle vague de compressions qui affecteront durement notre université.

En mars 1997, Rita B. Barrette, de La Sarre, succède à Claude Veillette à la présidence du conseil d'administration de l'Université. Donald Blanchet, d'Amos, est nommé président de la Société de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue.

En mai, l'offre du baccalauréat en sciences infirmières à temps complet dans cinq villes de la région prend fin. Les professeures en sciences infirmières soumettent un plan de relance qui prévoit une importante révision du baccalauréat sur la base de consultations effectuées en région, l'offre de formation continue et un nouveau projet de baccalauréat harmonisé au diplôme d'études collégiales en techniques infirmières.

Au cours du printemps, le Conseil de recherche en agroalimentaire en Abitibi-Témiscamingue (CRAAT) s'entend avec l'Université en vue de la création d'une unité de recherche en agriculture sous l'égide de l'UQAT. Le CRAAT deviendra le comité d'orientation de la nouvelle unité de recherche, dirigée par Carole Lafrenière. À l'été, la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités accueille la première université rurale en Amérique du Nord. Deux cents participants sont présents du 10 au 15 août 1997.

C'est également au printemps que Lucia Ferretti démissionne et que Roger Claux reprend du service au poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche. Robert Paquin est nommé directeur du campus de l'UQAT à Val-d'Or. Son expérience et sa connaissance du milieu régional et du milieu de l'éducation permettront à l'Université de connaître d'importants développements dans la région de Val-d'Or, notamment au chapitre du développement des services aux Premières Nations. En juin, l'UQAT reçoit une maigre part de 210 000 \$ sur les 2,3 M\$ que le ministre de l'Éducation octroie aux universités en région.

En octobre 1997, le plan de développement 1997-2002 est adopté. Ce plan présente une université ayant acquis un impressionnant degré de maturité. On y affirme que l'UQAT, tout en répondant aux besoins qui lui sont exprimés, doit proposer à sa clientèle et à son milieu les voies possibles de son développement. On souhaite ainsi repenser l'équilibre entre le développement intellectuel, mission essentielle de toute université, et la préparation à l'emploi, qui force les universités à offrir des programmes strictement voués à former des ressources sur la base de besoins précis exprimés par le milieu.

Le plan de développement traite également du rôle critique que doit exercer l'Université, lorsque ses professeurs se prononcent publiquement sur les grands enjeux sociaux, de façon à contribuer à la conscience que se donne la société et à la définition des voies d'avenir qu'elle veut se tracer.

Dans le cadre de ses grandes orientations, l'Université veut poursuivre la consolidation de la programmation de premier cycle, mobiliser la communauté autour des services à offrir aux étudiants, en mettant l'accent sur l'attraction et la rétention des clientèles. On souhaite également développer une programmation de recherche arrimée aux champs disciplinaires de l'Université, qui choisit deux pôles de renommée : le secteur minier et le développement des petites collectivités. Ce plan de développement prévoit également l'émergence de la coopération internationale et le développement d'activités de formation continue et sur mesure, tout en maintenant une présence sur l'ensemble du territoire.

À la rentrée, les admissions au nouveau diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en sciences comptables sont ouvertes. Ce diplôme de deuxième cycle remplace les anciens cours de bachotage donnant accès aux examens des corporations professionnelles en comptabilité.

La Fondation a pour sa part participé au financement de la rénovation du Centre d'études supérieures Lucien-Cliche en réalisant une campagne de financement dans la région de Val-d'Or. L'Association des diplômés tient son assemblée générale à 100 mètres sous terre à la Cité de l'Or. Le Mérite annuel des diplômés est attribué à Clément Marcotte d'Amos. Roger Gauthier accepte la présidence de l'Opération relance, qui sera coordonnée par Chantal Ruel à Amos. Ce projet est lancé en février 1998 au cours d'une conférence de presse organisée dans les locaux de Télébec à Val-d'Or. L'entreprise fournit une carte à puce à l'effigie de l'Université. D'une valeur de 10 \$, elle récompense les bénévoles qui doivent utiliser l'interurbain pour retrouver des collègues. Au cours de la phase 1 du projet, des diplômés tentent de retrouver des collègues de leur promotion. On met ainsi à jour 1 358 dossiers. La phase 2 suit, alors que des diplômés sont recrutés dans chaque ville et dans chaque village pour retrouver les collègues vivant dans leur municipalité. Cette deuxième phase se poursuivra jusqu'en 2001.

Au printemps 1998, le conseil d'administration crée une Unité d'enseignement et de recherche en sciences cliniques et ouvre les admissions au programme court de premier cycle de création en multimédia interactif. Ce programme suit l'adoption du baccalauréat interdisciplinaire en création visuelle et l'Université devient rapidement un chef de file au Québec dans le domaine de l'enseignement du multimédia. Le conseil d'administration prend également la décision de consacrer sa première subvention de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) à l'acquisition d'un appareil d'imagerie médicale par résonance magnétique, qui sera mobile et partagé avec les centres hospitaliers de la région, une première au Québec.

L'organisation et le soutien de la formation sur mesure non créditée sont confiés au directeur du campus de Val-d'Or, Robert Paquin. À sa réunion du mois d'août, le conseil d'administration, une fois de plus, crée un comité chargé d'élaborer une stratégie relative au financement de l'UQAT. On souhaite obtenir de nouvelles règles de partage de la subvention versée aux universités en région, ainsi que le financement des nouvelles clientèles à 100 %.

La Chaire CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable est créée. L'UQAT choisit de s'associer avec une autre université dans une chaire conjointe, ce qui constitue une première au Canada. Le professeur Yves Bergeron devient directeur de la Chaire, avec statut de professeur régulier à l'UQAM et à l'UQAT. L'implantation de cette chaire permet d'offrir la maîtrise et le doctorat en sciences de l'environnement.

L'Université s'associe également avec une école privée d'ingénierie au Maroc, mise sur pied par un ancien professeur de l'Université, Mouhsine Berrada. Les étudiants entreprennent leur programme à Casablanca et viennent terminer les deux dernières années du génie électromécanique à l'UQAT. Un certificat en éducation est offert à la communauté Abitibiwinni de Pikogan.

En 1998, la Fondation crée un Fonds de bourses des employés doté d'un capital de 200 000 \$. Un audacieux projet de financement, qui associe le milieu régional, permet de construire en trois jours une maison sur un terrain donné par la compagnie Noranda et la Ville de Rouyn-Noranda. Cent vingt-cinq entreprises et 150 bénévoles participent aux travaux. La maison sera ensuite vendue et les profits versés à la Fondation.

Dans le cadre de la collation des grades, l'Université remet sa médaille d'honneur à Hilaire Boissé, en reconnaissance de son exceptionnelle implication au sein de la Fondation.

En octobre 1998, Maurice Descôteaux, responsable du service de l'information, lance « Convergences », un nouveau magazine destiné à la communauté universitaire et à la communauté régionale. Sous la direction de Renée Nolet, le magazine est publié pendant cinq ans par le Service de l'information et des affaires publiques. Il recevra cinq grands prix du Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation (CCAÉ) dans le cadre d'une compétition annuelle entre tous les magazines universitaires au Canada.

Le magazine suit de près l'actualité universitaire et l'actualité régionale, et impose le respect par la qualité de ses dossiers. Au cours des années, on traitera entre autres des difficultés du programme de baccalauréat en sciences sociales, de la réussite scolaire des garçons, de la recherche sur la douleur, des travaux des chercheurs sur l'intervention précoce auprès des enfants, de l'enseignement des sciences et des mathématiques, du grand combat de l'éducation et de la régionalisation des services; on présentera un dossier sur la profession d'infirmière en état de choc et un dossier sur les communications dans la région.

La dernière année de la décennie est particulièrement riche au chapitre du développement de la programmation et de la recherche. La préparation du dernier plan de développement a permis de constater que, malgré les besoins importants en formation et en perfectionnement, il est difficile d'intéresser les étudiants à temps partiel à investir temps et argent dans un long projet d'études. Une vaste opération est donc entreprise par les modules, qui soumettent à la commission des études des modifications aux programmes, qui s'intègrent désormais dans un processus de formation continue. Ainsi, plusieurs microprogrammes et/ou programmes courts se conjuguent pour former des certificats, qui à leur tour s'adaptent entre eux à l'intérieur de baccalauréats ou servent de mineures que l'étudiant peut associer à une majeure dans une discipline.

Le baccalauréat en sciences sociales n'a pas attiré les clientèles souhaitées. Des consultations menées par les professeurs font ressortir le besoin de l'axer sur le développement local et régional et d'y ajouter des cours en gestion. Le programme est donc transformé en une majeure en développement local et

régional, à laquelle se greffent une mineure en intervention auprès des groupes et une mineure en gestion.

Après un creux d'une année, les clientèles augmentent de 13,5 %, mais l'année 1999 se termine tout de même par un déficit accumulé de 559 000 \$. Norman Murphy prend sa retraite et le secrétaire général ajoute à ses responsabilités la direction des Services aux étudiants. Le Bureau du registraire et les centres régionaux relèvent désormais du vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche.

L'Université entreprend des pourparlers avec le Mouvement Desjardins et la Fondation pour revoir le financement de la Chaire Desjardins. Il faut absolument être en mesure de puiser à même le capital pour répondre aux attentes du milieu.

Par ailleurs, l'implantation de la téléphonie cellulaire en Abitibi-Témiscamingue permet à l'Université de développer un nouveau secteur de recherche. Roger Gauthier, qui est à l'époque vice-président chez Télébec, constate que la filiale Télébec Mobilité est obligée, en vertu de sa licence du CRTC, d'investir un pourcentage de ses revenus à l'intérieur de projets de recherche. Il convainc la direction de l'entreprise de s'associer à l'Université pour créer le Laboratoire Télébec Mobilité de recherche en communications souterraines sans fil. Le laboratoire est installé à Val-d'Or et le professeur René Le en assure la direction scientifique. L'administration courante est confiée à Paul Daoust, un ingénieur retraité de Télébec qui travaillera sans relâche à l'organisation des activités et à assurer le financement des projets.

La création de l'Unité d'enseignement et de recherche en sciences cliniques a donné un nouvel élan à l'équipe des professeurs et des chargés de cours en sciences de la santé, qui obtient l'extension de la maîtrise et du doctorat en sciences cliniques de la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke.

Les années 1990 se terminent par une nouvelle crise des locaux. À Rouyn-Noranda, on loue à nouveau des classes dans l'ancien édifice de la rue Mgr Rhéaume et on installe les laboratoires de recherche en agroalimentaire dans l'édifice de l'Union des producteurs agricoles (UPA). À Val-d'Or, on occupe tous les locaux disponibles et il faudra rapidement songer à agrandir.

La Fondation a mis fin à sa deuxième campagne de financement, qui a permis de recueillir 5,8 M\$. Le conseil d'administration planifie la troisième campagne. Chaque année, la Fondation organise deux activités dont les profits servent à payer ses frais de fonctionnement. La soirée vins et fromages tenue à l'automne et le tournoi de golf du mois de juin sont appréciés et attirent des centaines de personnes.

L'Association des diplômés, qui utilise largement le magazine Convergences pour appuyer sa campagne de relance, a retrouvé 5 146 diplômés à la fin de 1999. Elle

peut maintenant créer un Fonds des diplômés, doté d'un capital de 500 000 \$ à être recueillis en collaboration et géré par la Fondation. Les intérêts serviront à des bourses d'études aux cycles supérieurs et au financement des bibliothèques dans tous les centres régionaux. À son assemblée générale de décembre 1999, l'Association des diplômés désigne Roger Gauthier pour la représenter au conseil d'administration de l'UQAT.

En novembre 1999, Roger Claux quitte ses fonctions pour des raisons de santé; Johanne Jean est nommée vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche par intérim.

## Chapitre 16 - L'enseignement

Les deux plans de développement adoptés dans les années 1990 mettent l'accent sur l'accroissement du patrimoine académique.

Le nombre de certificats passe de 22 à 32 par des ajouts, notamment en pratique rédactionnelle, en production artistique, en multimédia, en informatique appliquée, en sciences de l'environnement, en intervention précoce, en éducation cognitive, en soins infirmiers communautaires et en toxicomanie.

À la fin des années 1990, l'Université offre dix-neuf baccalauréats, ayant ajouté le baccalauréat en génie électromécanique, le baccalauréat avec mineure interdisciplinaire en création visuelle, le baccalauréat en enseignement en adaptation scolaire, le baccalauréat en ingénierie, le baccalauréat en sciences sociales et deux baccalauréats en formation des maîtres au secondaire, un en français et histoire, l'autre en mathématiques et physique.

Le nombre de diplômés entraîne une croissance de la demande en formation et en perfectionnement aux cycles supérieurs. Les développements fulgurants que connaît la recherche font évoluer la banque de programmes de deuxième et de troisième cycles.

Au chapitre du perfectionnement, des microprogrammes et des programmes courts sont élaborés en gestion de projet, en sciences comptables, en thérapie stratégique, en soins palliatifs, en traitement de la douleur, en traitement de la lombalgie chronique et en gestion des organisations de la santé et des services sociaux. Des diplômes d'études supérieures spécialisées sont offerts en génie minier, en gestion durable des ressources forestières, en sciences comptables et en gestion des organisations de santé et de services sociaux.

Les trois maîtrises ne suffisent plus à répondre aux besoins de la région et on ajoute la maîtrise en administration des affaires (MBA) ainsi que des maîtrises en service social, en développement régional, en psychoéducation et en sciences

cliniques. Au doctorat en éducation, on ajoute le doctorat en sciences cliniques et le doctorat en sciences de l'environnement.

Les programmes en multimédia, qui sont à l'époque les seuls du genre à être offerts dans une université au Québec, ont été introduits dans le patrimoine académique par le biais des programmes en arts développés par Roch Lamothe. Ils seront élaborés par André Blanchard, qui offrira également le premier cours entièrement diffusé par Internet, sur l'écriture de scénario.

Les professeurs en sciences du comportement seront à l'origine d'une première au Québec. Le diplôme d'études supérieures spécialisées en art-thérapie constitue également un programme exclusif offert par l'UQAT, le seul à être dispensé en français en Amérique du Nord. L'Université accueille des cohortes de ce programme en Abitibi-Témiscamingue, qui est également dispensé à Sherbrooke au début des années 2000.

Pour répondre à un besoin pressant de formation demandé par les autorités de la nation Crie, le baccalauréat en travail social est adapté aux valeurs et à la culture de cette nation et est offert en anglais dans neuf communautés. Le travail remarquable des professeurs impliqués dans ce programme, qui maintiendra un taux de rétention exceptionnel de 91 %, sera reconnu publiquement par le Comité d'agrément des programmes en travail social.

Les programmes de formation des maîtres sont évalués. Le Comité d'agrément des programmes rend son rapport en 1999, affirmant que les deux programmes de formation des maîtres en enseignement secondaire sont parmi les mieux intégrés au Québec. Les excellentes collaborations entre l'Université et les commissions scolaires, qui accueillent les stagiaires et les diplômés de l'UQAT, sont soulignées par le comité.

Tous ces développements ne se font pas sans heurts. D'une part, la société change et les besoins en ressources humaines évoluent au fil des ans, avec des effets sur la planification et le développement des unités d'enseignement et de recherche. Si les années 1980 étaient celles de l'administration et des sciences comptables, et que les modules et les départements accueillaient la grande majorité des étudiants à temps complet et à temps partiel, les années 90 sont celles des sciences de l'éducation. La clientèle se tourne de plus en plus vers les programmes de formation des maîtres, puisqu'on annonce de nombreux départs à la retraite dans les commissions scolaires. L'Unité d'enseignement et de recherche en sciences de l'éducation accueille également les programmes en multimédia, qui contribuent à grossir les rangs de sa clientèle. Les sciences de la gestion, sous l'impulsion du professeur André Gbodossou, investissent dans les programmes aux cycles supérieurs, maintenant que leurs diplômés souhaitent poursuivre leur formation. Pour leur part, les professeurs en sciences du comportement et en

sciences sociales, présents partout en région, développent des liens étroits de collaboration avec les organismes et les Premières Nations.

D'autre part, l'Université est toujours mal financée et, comme dans toute famille pauvre, il faut parfois déshabiller Pierre pour habiller Jacques. L'allocation des ressources demeure un casse-tête et il faut investir là où les clientèles s'inscrivent et dans les secteurs qui sont en émergence. Malgré tout, tous réussissent à réaliser leurs projets les plus importants.

Tous ces développements concourent à maintenir en Abitibi-Témiscamingue bon nombre de diplômés, qui y font carrière et qui contribuent à la vie économique, sociale et culturelle de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. À tous les deux ans, les Services aux étudiants effectuent une relance auprès des diplômés. On y apprend que la région retient de 80 à 90 % de ses diplômés, que les finissants trouvent un emploi à temps complet dans leur domaine d'études dans les dix mois suivant la fin de leur programme, et que le taux de satisfaction à l'endroit de leur université se maintient autour de 92 %.

## Chapitre 17 - La recherche

Le choix institutionnel de développer la recherche pour attirer des chercheurs et développer une programmation aux cycles supérieurs, ainsi que des projets de recherche dans des domaines correspondants à d'importants besoins de formation portent des fruits.

En 1990-1991, 750 000 \$ sont consacrés à la recherche. En 1999-2000, on cumule 5 M\$ en subventions versées aux équipes et unités de recherche. Les unités d'enseignement et de recherche et la commission des études adoptent une politique de la recherche, qui regroupe l'ensemble des politiques, guides et procédures en la matière.

En sciences humaines, Pierre Audy et son équipe font avancer les connaissances dans le domaine de l'efficacité cognitive. De ces recherches émergent des formations qui sont offertes partout au Québec, de Chibougamau jusqu'à la Gaspésie.

L'Unité de recherche sur les interactions humaines (URIH), qui travaille depuis plusieurs années à des projets sur le développement de la petite enfance, utilise les résultats de ses études longitudinales pour les intégrer dans d'intéressants projets d'intervention précoce en milieu de garde. Les professeurs Jacques Naud et Martine Cournoyer, de l'UQAT, et Francine Sinclair, de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), animent l'équipe et leurs travaux permettent d'offrir des activités d'enseignement en intervention éducative précoce et d'expérimenter un programme à la Maison de la famille de Rouyn-Noranda.

À l'Unité d'enseignement et de recherche en sciences du comportement, on travaille de plus en plus en collaboration avec les organismes autochtones. Les projets de recherche portent sur les Algonquins vivant en milieu urbain et sur leurs relations avec les allochtones. La professeure Émilienne Laforge jumelle des familles anishnabe pour la structuration d'une coopérative de travail.

Bénéficiant des travaux de l'URFDEMIA et de l'expertise notamment développée par Gisèle Maheux et Jean-Pierre Marquis, les professeurs de cette unité travaillent dans une perspective basée sur le développement émanant des collectivités elles-mêmes. Les actions sont réalisées dans un contexte interculturel, où chaque partenaire respecte la différence des autres dans une démarche commune.

Enfin, le rapport du comité du bilan du Nord québécois, déposé au conseil d'administration en 1991, fournit une liste assez complète des recherches effectuées par l'ensemble des universités québécoises dans le Nord à cette époque. La liste des projets réalisés à l'UQAT se limite à une recherche, sur une action de collaboration en contexte interculturel en vue du développement des services éducatifs dans deux communautés inuites du Québec.

Le comité conclut donc ses travaux en faisant trois constats : D'une part, la recherche nordique n'est pas coordonnée au Québec; d'autre part, il existe un malaise dans le domaine de la recherche en sciences humaines, compte tenu de l'évolution des rapports politiques entre les Autochtones et les gouvernements de Québec et d'Ottawa; le comité fait également état de l'insatisfaction des résidents du Nord à l'endroit de la recherche dont ils font l'objet. Soulignons que cette remarque ne s'applique pas à l'UQAT, qui a toujours réalisé ses projets en y associant les habitants des communautés.

En sciences de la santé, les travaux de Jean-René Chenard et de Jacques Charest sur les maux de dos se poursuivent et l'Université s'associe à un médecin orthopédiste chinois pour publier un ouvrage. Les premiers travaux sur la douleur sont conduits par Serge Marchand et Pierre Arsenault, qui organisent un premier symposium international sur la douleur et la réadaptation.

En sciences de la gestion, plusieurs professeurs font évoluer la pédagogie adaptée à la médiatisation des cours sur vidéocassettes, puis sur DVD. L'Unité d'enseignement et de recherche en sciences de la gestion et le CADT mettent sur pied un important projet de seconde transformation du bois. Quinze promoteurs de la région bénéficient de formation en gestion de projet, tout en disposant de fonds destinés à mettre au point de nouveaux produits. Au Témiscamingue, Michel Marsan dirige un projet visant à implanter la télémédecine dans les communautés de Belleterre, de Winneway et de Rémigny, reliées au Centre de santé Sainte-Famille de Ville-Marie.

En sciences appliquées, l'URSTM, sous la direction de Denis Bois, prend progressivement un virage vers l'environnement minier, qui débouchera sur l'implantation de chaires quelques années plus tard. En foresterie, les collaborations avec l'UQAM permettent d'inaugurer une forêt d'enseignement et de recherche près de Duparquet. Des échanges sont initiés avec la Forêt Harricana, propriété de la commission scolaire de la région d'Amos.

À la fin de la décennie, la moyenne de subventions de recherche par professeur à l'UQAT dépasse 100 000 \$, phénomène unique dans les universités au Québec ne possédant pas de faculté de médecine.

## Chapitre 18 - La vie en communauté universitaire

La vie en communauté connaîtra beaucoup de changements au cours des années 1990. À Val-d'Or, l'augmentation du nombre d'activités, l'arrivée de nouveaux professeurs et l'implantation d'équipes de recherche, qui conduiront au déménagement dans le nouveau campus du Centre d'études supérieures Lucien-Cliche, créent une nouvelle dynamique et font naître un nouveau sentiment d'appartenance. L'équipe du campus de Val-d'Or accueille d'ailleurs la fête de Noël de toute la communauté universitaire en 1994. Les étudiants du campus se regroupent en association locale et signent une entente avec l'Association générale étudiante de l'UQAT. Le cercle des diplômés organise deux activités par année au campus de Val-d'Or.

À Rouyn-Noranda, le déménagement de plusieurs services sur la rue Richard ne permet pas de maintenir les liens avec les personnes travaillant sur un autre campus. Plusieurs prennent l'habitude de déjeuner à la cafétéria avant d'entreprendre leur journée dans l'autre édifice. On compense également en allant soi-même livrer son courrier pour prendre le temps de rencontrer les collègues.

Avec les années, les équipes grossissent et l'Université devient une grande communauté. Avec le déménagement dans le nouveau campus, il devient de plus en plus difficile de réunir tout le monde pour des activités sociales et, à la fin des années 1990, on a tendance à se regrouper à l'intérieur des équipes de travail, par unité d'enseignement et de recherche, par service ou par groupes de recherche qui partagent les mêmes projets.

Le magazine *Convergences* permettra de cimenter la communauté universitaire en présentant dans chaque numéro le portrait d'un membre de la communauté et des articles sur l'actualité et les projets en cours.

De grands événements continuent cependant à rassembler la communauté : collation des grades, fête de reconnaissance des années de service des membres du personnel, inaugurations de toutes sortes.

Les années 1990 verront plusieurs membres de la communauté universitaire être honorés. Pour n'en citer que quelques exemples, Brian Harvey, directeur de l'URDFAT, est nommé ingénieur forestier de l'année par l'Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue; Jean Paul Charlebois reçoit le Prix Dollard-Morin soulignant le bénévolat en sports et en loisir au Québec; François Ruph reçoit le Prix de la relève de l'Association pour l'éducation permanente au Canada; le siège ergonomique développé par la compagnie Amobi en collaboration avec Charles Côté est primé par l'Institut de design de Montréal; En foresterie, Yves Bergeron reçoit le Prix Michel-Jourdan; En sciences de la santé, Ginette Rondeau est honorée par l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec; Jules Arseneault reçoit le Prix Edmund-Horne de la Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda.

L'Université recevra un prix de la Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda pour la qualité de sa gestion et le nouveau campus gagne un prix de l'Institut royal d'architecture du Canada.

Les étudiants continuent à être impliqués dans la vie universitaire et bénéficient également de témoignages de reconnaissance. En 1990, des étudiants de Chibougamau organisent un colloque sur l'environnement. Les résultats des étudiants en sciences comptables continuent à faire la fierté de l'Université et de la région. Lise Chouinard obtient la médaille d'argent de la Corporation des CGA en 1991. L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales reçoit le prix d'excellence en marketing au congrès de l'Association à Vancouver en 1992. Les étudiants de génie participent à la compétition d'ingénierie, raflant au cours des années une deuxième place, puis deux premières places. Des étudiantes en éducation mettent sur pied le projet BORIS, qui permet à des jeunes de passer du primaire au secondaire en conjuguant loisirs et récupération scolaire au cours de l'été. Enfin, au cours de l'année 1999-2000, on célèbre à l'UQAT les 20 ans de la psychoéducation en organisant un important colloque et de joyeuses retrouvailles.

## Chapitre 19 - Les relations avec le milieu

Les relations exceptionnelles entre l'Université et la région de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec se sont développées au cours des 20 premières années de présence universitaire dans ces régions. L'implantation de services universitaires a nécessité la collaboration du milieu pour aider à déterminer les besoins et à organiser les cours. Les crises financières et la longue

marche vers l'autonomie ont mobilisé les corps constitués et les décideurs de la région autour du projet d'université.

Les années 1990 sont celles où le milieu réclame désormais sa part de présence universitaire. Apparaît alors une nouvelle structure destinée à la fois à soutenir l'Université et à veiller à ce qu'elle se développe chez soi.

La Corporation de l'enseignement et de la formation d'Amos est créée à l'automne 1991, présidée par Jean-Louis Carignan. La Corporation de développement de l'enseignement supérieur de Val-d'Or et celle de Rouyn-Noranda voient le jour rapidement. Ces corporations deviennent des interlocuteurs privilégiés et des partenaires de l'UQAT. Elles sont consultées lors de la préparation des plans de développement, elles soutiennent des dossiers de développement d'enseignement, de programmes et de projets de recherche, et elles sont aux côtés de l'Université lorsque vient le moment de présenter des mémoires à l'État. Certaines organisent des activités destinées à remettre des bourses et à financer des activités étudiantes, tel le Salon des vins de la Corporation de Val-d'Or. À Rouyn-Noranda, la Corporation met sur pied un programme de reconnaissance pour les enseignants du secteur professionnel, du CÉGEP et de l'Université.

La présence de l'UQAT dans le milieu prend également d'autres formes. À La Sarre, le CÉGEP et l'Université regroupent pendant quelques années leurs activités dans un édifice, avant de s'associer à la commission scolaire. À Ville-Marie, le CÉGEP et l'Université sont également partenaires pour occuper des espaces communs. À Matagami, le Centre d'éducation des adultes de la commission scolaire abrite les locaux de l'agent de liaison.

Les professeurs et plusieurs chargés de cours participent à la vie collective en fournissant leur expertise à de nombreux groupes. En 1991, lors d'une présentation devant les membres du conseil d'administration, le Comité d'aide au développement des petites collectivités de Rouyn-Noranda fait état de ses 60 projets, dont plusieurs interpellent des professeurs de l'Université.

L'Association des Algonquins confie à une équipe de l'Université l'identification de ses besoins de formation. Micheline Potvin et Monique Lafond travaillent avec le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or pour rédiger une étude sur les Autochtones vivant en milieu urbain.

Plusieurs professeurs participent généreusement aux cycles de conférences organisés par la Fondation. Cet organisme met sur pied, vers la fin des années 1990, des fonds locaux de développement pour que chaque communauté locale puisse investir dans des projets de recherche sur son territoire et offrir des bourses d'études à ses étudiants. Les premiers fonds ainsi créés sont le Fonds Harricana à Amos et le Fonds Nord-du-Québec à Chibougamau. La Fondation désigne en 1997

l'auditorium Rouyn-Noranda pour honorer les citoyens et la municipalité qui soutiennent l'Université dans toutes ses campagnes de financement.

Les membres de la communauté universitaire participent également à la gestion d'organismes locaux et régionaux. Le professeur Jacques Ouellet, du Département des sciences appliquées, succédera à Jean Turgeon à la présidence du CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue. Il sera élu membre du conseil d'administration de la Fédération des CÉGEPs. Jules Arsenault préside le comité régional qui réalise un document sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, sous l'égide de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Les professeurs Cécile Sabourin et Jean-Pierre Marquis signent des chapitres de ce volume.

En janvier 1993, les citoyens d'Amos organisent une grève symbolique de six heures en fermant les usines, les commerces, les bureaux et les écoles afin de protester contre l'inaction des gouvernements à l'égard des municipalités et des petites collectivités. Le recteur, plusieurs professeurs, étudiants et membres du personnel de l'Université se joignent à la manifestation.

Le milieu organise également des activités de soutien à l'Université. Ainsi, la compagnie Tembec participe à l'implantation d'une salle d'enseignement à distance à Témiscaming. La ville de Senneterre, la Commission scolaire Barraute-Senneterre, le CLSC Le Minordet et la Caisse Desjardins de Senneterre financent l'achat d'un tableau électronique. À La Sarre, l'Association des cadres des commissions scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue organise un souper-bénéfice pour la Fondation en 1995.

Pour maintenir des relations étroites avec les entreprises, l'Université ouvre un bureau de liaison université-entreprise dès 1992, et l'ingénieur Pierre-André Bélanger est chargé de diriger cette nouvelle structure.

L'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec se sont forgé une identité à partir d'éléments que les citoyens partagent : l'éloignement des grands centres et la proximité avec la nature, une conception de leurs forces basées sur la persévérance des défricheurs, qui amène à compter sur ses propres forces sans attendre beaucoup d'aide de l'extérieur.

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue s'est construite à l'image de sa région. Tout comme elle, elle est maintenant prête à affronter les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les années 2000

L'internationalisation



## Introduction

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue poursuit le développement de sa programmation et consolide ses activités de recherche. Sous la gouverne de Rémy Trudel, l'Université des années 1980 a acquis son autonomie. Avec Jules Arsenault à la barre, l'UQAT a tissé des liens indéfectibles avec la région et elle a acquis une grande maturité institutionnelle. L'arrivée de la première rectrice, Johanne Jean, engage l'Université sur la voie de l'internationalisation et de la collaboration soutenue avec les Premières Nations.

## Chapitre 20 - Les événements

Au début de l'année 2000, les membres de la communauté universitaire sont fiers des réalisations de l'Université en enseignement et en recherche. Ils sont cependant inquiets de la situation financière et un comité du conseil d'administration crée beaucoup d'incertitude. En janvier, le conseil a en effet mis sur pied un comité chargé d'étudier le processus budgétaire et l'organisation du travail. Avec le départ de Léo Bernier à la direction des ressources financières, on songe à jumeler les services financiers du CÉGEP et de l'Université. On va jusqu'à étudier la faisabilité de ce projet en confiant l'intérim à Robert Arcand, directeur des finances du CÉGEP. Ce dernier fait partie du comité présidé par Rita B. Barrette, présidente du conseil d'administration, auquel siège également Johanne Jean.

Le comité tient une quinzaine de rencontres avec les unités d'enseignement et de recherche et les différents services de l'Université. Les membres de la communauté sont peu informés de son mandat et rien n'a été fait pour diffuser des informations sur l'avancement des travaux. Les rencontres sont souvent difficiles, puisque la préoccupation constante du financement de l'Université teinte les discussions, plusieurs employés craignant la disparition de leur poste. Au terme de ses travaux, le comité recommande l'ouverture du poste de directeur des ressources financières, en maintenant un service distinct de celui du CÉGEP, et la mise sur pied d'une direction des Services aux clientèles.

En août, le déficit accumulé atteint 3,3 M\$. Au ministère de l'Éducation, on concocte une nouvelle formule de financement des universités, qui prévoit des paramètres, dont certains devraient avantager les universités en régions éloignées.

Le 21 novembre 2000, Johanne Jean devient vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche et, dès son arrivée en fonction, elle travaille à l'implantation d'un réseau intégré de salles d'enseignement à distance, en collaboration avec le CÉGEP et plusieurs partenaires de la région intéressés au projet par la Fondation. Le nouveau réseau permet de continuer à utiliser les tableaux électroniques, en y

ajoutant la vidéoconférence, tous les signaux étant relayés par protocole IP (Protocole Internet).

Au printemps 2001, des unités d'enseignement et de recherche demandent des modifications à la structure académique. Les sciences du comportement deviennent une unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social. L'Unité d'enseignement et de la recherche en sciences de la santé remplace celle en sciences cliniques, et l'Unité de recherche en efficacité cognitive devient une Unité de recherche en éducation cognitive, son rattachement étant confirmé au Département des sciences de l'éducation.

L'Université souhaite bénéficier de chaires du Canada et le nouveau programme fédéral exige l'adoption d'un plan stratégique de recherche. L'Université cible les secteurs de la douleur et de la réadaptation, du développement des petites collectivités, de la gouvernance en milieu rural ainsi que les secteurs forestier, minier et agroalimentaire.

En avril 2001, à la suite d'intenses travaux réalisés au sein de la communauté universitaire, le conseil autorise la signature du contrat de performance exigé par le ministre de l'Éducation pour bénéficier d'un réinvestissement de l'État. La signature de ce contrat amène un changement important dans l'allocation des budgets des établissements du réseau de l'Université du Québec. Auparavant, le siège social du réseau négociait en bloc la subvention de fonctionnement et le partage était ensuite fait entre les universités, sur la base de règles adoptées par l'Assemblée des gouverneurs. Avec les contrats de performance, chaque établissement négocie directement avec le ministère de l'Éducation et les budgets sont alloués suivant des paramètres déterminés par l'État. Cette nouvelle formule empêche désormais le réseau UQ d'utiliser une formule de péréquation destinée à aider les établissements en difficulté.

Le contrat de performance rappelle les travaux relatifs à la politique des universités et au refinancement des établissements. L'Université avait alors présenté un projet prévoyant, au cours des trois années suivantes, des clientèles de 1 500 EETC, un financement de 19 M\$, qui permettrait de hausser le corps professoral à une centaine de professeurs.

Pour sa part, le ministre avait rendu publics trois documents : une politique des universités, un plan de réinvestissement de 600 M\$ dans les universités et une nouvelle politique de financement des établissements. Tous les établissements étaient alors obligés de signer un contrat de performance.

Dans son contrat, l'UQAT s'engage à porter son taux de diplomation de 73 % en 2004 à 80 % en 2007. Elle entend maintenir la moyenne de taux de placement des diplômés aux baccalauréats à 84 %. Elle maintient l'offre de ses services partout en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec. Le contrat de performance

prévoit également que l'Université maintiendra l'offre de formation aux deuxième et troisième cycles, mais qu'elle réduira globalement d'une centaine le nombre d'activités d'enseignement aux trois cycles, en utilisant les crédits d'enrichissement, en fermant les admissions à certains programmes et en portant de dix-neuf à 22 la moyenne groupe-cours.

L'Université prévoit que, dans la mesure où tout le financement prévu serait octroyé, le déficit accumulé au 31 mai 2003 serait de 5,2 M\$. La conclusion du texte du contrat de performance soumis par l'UQAT au ministère rappelle que le document doit être considéré comme un moyen de suivi, et que le contrat se veut un instrument moderne de dialogue continu et de partenariat, qui engage l'Université et le ministère à l'égard du développement de l'enseignement supérieur.

En mai, dans le cadre d'un recours en appel, le Bureau canadien d'accréditation des programmes en ingénierie (BCAPI) accrédite sans réserve le baccalauréat en génie électromécanique de l'UQAT. Comme il est de tradition à l'UQAT, le processus ne s'est pas déroulé sans heurts. Le programme a été élaboré en utilisant une approche novatrice par projets réalisés par les étudiants dans les entreprises. Dans un premier temps, le BAPI refuse d'accréditer le baccalauréat, un membre étant peu convaincu de l'utilité de l'approche par projet. Les professeurs François Godard et Peter Radziszewski modifient le programme pour qu'il puisse être approuvé, sans perdre l'approche qui le rend différent, et on gagne en appel, une première au Canada dans ce genre de démarche.

On inaugure le Laboratoire régional mobile d'imagerie médicale par résonance magnétique. L'Université et l'École Polytechnique créent une chaire conjointe, financée par le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), en environnement et en gestion des rejets miniers. Le professeur Michel Aubertin de l'École Polytechnique en est le titulaire principal et le professeur Bruno Bussière de l'UQAT est nommé titulaire adjoint.

Au conseil d'administration du mois d'août, Roger Gauthier présente un rapport d'étape des travaux de l'Association des diplômés. Quatre-vingt-treize pour cent des diplômés ont été retrouvés grâce à l'opération Relance. L'Association a mis sur pied un programme de produits, services et privilèges pour ses membres. La première campagne « Des chiffres et des lettres » a permis d'amasser 60 000 \$ sur un objectif de 500 000 \$ en cinq ans au Fonds des diplômés.

Pour sa part, la Fondation lance sa troisième campagne de financement avec un objectif de 7 M\$, sous le thème « Pour faire autrement ».

En région, les discussions sur le projet ACCORD se poursuivent tout au long de l'année 2002. Jules Arsenault, Johanne Jean et plusieurs professeurs participent aux travaux des différents comités.

Au sein du réseau de l'Université du Québec, on apprend que la Télé-Université souhaite s'associer avec un partenaire afin de poursuivre sa mission. Les recteurs des universités en région, alertés par Jules Arsenault, adressent une lettre à la directrice générale afin de lui offrir une association. Le long débat se terminera par le transfert des activités de la Télé-Université à l'UQAM.

En juin 2002, les universités en région mettent sur pied une association. Cette coalition est rendue nécessaire par la fin prochaine des contrats de performance, qui nécessiteront une nouvelle ronde de discussions avec le ministère. Les universités en région considèrent qu'il est de leur intérêt de parler d'une voix commune dans les dossiers liés au développement des régions et de l'avenir du réseau de l'Université du Québec. Les présidents des conseils et les recteurs de l'UQAT, de l'UQAC, de l'UQO, de l'UQTR et de l'UQAR doivent donc se prononcer sur une entente-cadre destinée à accentuer les collaborations entre les établissements.

Jules Arsenault mobilise ses collègues et un comité travaille sans relâche pour obtenir un meilleur financement des universités en régions. Les résultats seront positifs pour l'UQAT.

Roger Gauthier est élu président du conseil d'administration de l'UQAT. Léandre Gervais est nommé président de la Société de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue et Daniel Lampron est engagé à la direction du campus d'Amos, où il développera d'importantes installations de recherche en foresterie.

Au cours de l'année, le recteur Jules Arsenault copréside la Commission sur la maximisation des retombées de l'exploitation des ressources naturelles. L'URSTM, le Réseau Transformation et le Centre multirégional de recherche en foresterie soumettent des mémoires.

Le Conseil du trésor autorise la construction de la phase un de la Station de recherche dans la Forêt d'enseignement et de recherche du lac Duparquet. Le ministère de l'Éducation finance des études de clientèles dans le cadre du projet de construction d'un Pavillon des Premières Nations à Val-d'Or. L'Université dépose également un premier dossier en vue d'agrandir le campus de Rouyn-Noranda pour y greffer un pavillon destiné à la recherche.

L'année 2003 amène son lot de compressions budgétaires. Pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants autochtones, au développement des services d'encadrement de ces étudiants et aux demandes de la nouvelle direction des relations avec la clientèle, l'Université doit faire des choix difficiles, dont celui de cesser la publication de son prestigieux magazine. En recherche, le financement des projets augmente sans cesse. Cependant, la grande majorité des contrats et des subventions ne prévoient qu'une très faible partie des sommes réservées au financement des frais indirects de recherche. Puisque tout l'argent

reçu doit être consacré aux salaires des auxiliaires et des agents de recherche, ainsi qu'aux équipements de laboratoire, l'Université doit assumer la majeure partie des frais de gestion financière, d'encadrement réglementaire et légal, de gestion des ressources humaines et les coûts de location de locaux.

À l'été 2003, l'Association canadienne des écoles de service social agréé le programme de baccalauréat en travail social de l'UQAT. L'Association trace un portrait très flatteur de ce baccalauréat, notant plusieurs points forts, dont son rayonnement régional, la qualité des milieux de stages, l'engagement du programme dans une pédagogie offerte par vidéoconférence, l'investissement dans les nouvelles technologies de l'enseignement et le soutien aux étudiants des Premières Nations.

Les travaux du comité de planification se terminent par l'adoption du plan de développement 2003-2008. Sous le thème « Ensemble pour innover et réussir », l'exercice de planification a suscité de nombreuses réflexions sur les relations de l'UQAT avec les communautés autochtones, qui conduisent l'Université à inscrire les services aux Premières Nations dans les enjeux de planification, dans la mission même de l'UQAT ainsi que dans les grandes orientations et les actions prioritaires qui en découlent.

L'Université considère ainsi comme un enjeu important de son développement le maintien de sa présence sur tout son territoire, notamment en partenariat avec les communautés régionales et les Autochtones. Cette présence nécessite une constante validation de ses actions auprès des populations autochtones, afin de répondre adéquatement à leurs sollicitations en matière d'enseignement et de recherche universitaires.

Plus spécifiquement, la première orientation du plan de développement, relative à l'enseignement, à la recherche et à la qualité, prévoit une réponse aux besoins de formation exprimés par les communautés. Parmi les actions spécifiques s'y rattachant, on retrouve l'adaptation des programmes et des mesures de soutien aux Autochtones. Au chapitre de la recherche, l'Université prévoit mettre en œuvre différents projets conjoints sur des problématiques en lien avec ses interventions.

Le plan de développement 2003-2008 maintient les enjeux liés à l'attraction et à la rétention des étudiants, ainsi que les pôles d'excellence. Il insiste sur l'harmonisation entre le développement régional et la mission universitaire dans un but de développement durable. Il fait de la relève un enjeu, au moment où des dizaines de membres de la communauté universitaire doivent prendre leur retraite.

Les pôles d'excellence choisis sont le développement des petites collectivités et les ressources naturelles et leur transformation. Le plan prévoit également le développement d'une philosophie de gestion des ressources humaines.

Les années 2004-2005 seront marquées par l'accroissement des clientèles des Premières Nations. À Val-d'Or, on doit louer trois locaux à l'extérieur du campus. Aussi le Laboratoire Télébec Mobilité loue des locaux en ville et obtient une subvention de Développement économique Canada pour installer un laboratoire sur le site de la mine CANMET.

En janvier 2004, Jules Arsenault est nommé commissaire à la Commission sur la gestion de la forêt publique, présidée par Guy Coulombe. Au cours de l'automne 2003, le recteur avait informé le président de l'UQ de son intention de ne pas solliciter un renouvellement de son mandat, lequel doit prendre fin en juin 2004. Devant l'importance de la tâche, il cède son poste de recteur le 31 mars et Luc Bergeron assume l'intérim. La communauté universitaire choisit Johanne Jean, qui devient rectrice en juin. Jean-Claude Bourassa assure l'intérim au vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche jusqu'à l'arrivée de Denis Martel.

Au printemps, l'Université remet un doctorat honorifique à Richard Desjardins, auteur, compositeur, interprète et cinéaste. Richard Desjardins est un homme de paroles, de musique et d'images, qui livre une poésie qui peut à la fois amuser et émouvoir, tout en conduisant l'auditeur à une réflexion sur l'existence, sur la qualité de la vie et sur nos habitudes de vie en société. L'UQAT reconnaît ainsi sa contribution exceptionnelle à l'avancement de la société comme poète, cinéaste, compositeur et interprète, et plus particulièrement pour son humanisme et sa qualité d'homme libre qu'il met au service de sa région et du Québec.

Au printemps 2004, plusieurs organismes de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec se mobilisent pour présenter, en compagnie de l'Université, un mémoire à la Commission parlementaire de l'éducation sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités.

L'Université offre désormais la maîtrise en génie minéral par extension de l'École Polytechnique de Montréal. Le nombre d'étudiants en multimédia permet de créer un Module entièrement dédié à cette discipline. En mars 2005, on procède à l'inauguration de l'Université internationale du multimédia, qui regroupe, à l'initiative de l'UQAT, des universités de la France, de la Chine, de l'Île-de-la-Réunion, du Brésil et du Burkina Faso. Le professeur André Blanchard est nommé premier président de cette université.

Le dossier du Pavillon des Premières Nations progresse. À l'automne, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador adopte une résolution d'appui au projet. Édith Cloutier, membre du conseil d'administration de l'UQAT et directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, a piloté ce dossier. La

résolution d'appui a été présentée par le chef Harry McDougall, chef de la Première Nation Abitibiwinni de Pikogan. La campagne de financement en vue d'assurer la construction du Pavillon des Premières Nations va bon train. Sous l'égide de la Fondation, elle est coprésidée par le grand chef de la Nation crie, Ted Mooses, et par le maire de Val-d'Or, Fernand Trahan. En trois mois, ils récoltent 1,2 M\$, dont 500 000 \$ seront investis dans la construction.

Annette Morin-Drouin devient directrice du centre de La Sarre et Line Boucher accède à la direction des Services aux étudiants et aux diplômés. André Langlois devient le directeur de l'Université au Témiscamingue, et Linda Perron-Beauchemin succédera en 2007 à Daniel Lampron à Amos.

En 2005-2006, l'Université élabore une stratégie d'intervention sur sa mission d'enseignement et de recherche auprès des Premières Nations. Elle maintient à l'URFDEMI son mandat de desservir les Inuits et crée une structure semblable pour coordonner les services offerts aux Premières Nations, à partir du campus de Val-d'Or.

L'année 2005 se termine par l'adoption d'un plan d'action de la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, dont Patrice LeBlanc vient d'être nommé titulaire. La Chaire précise ses axes de recherche, notamment sur la population et les conditions de vie, les services dans les petites collectivités, les ressources naturelles et les petites collectivités autochtones.

L'Université signe un protocole d'entente relatif à l'extension partielle du baccalauréat en aménagement et environnement forestiers et du baccalauréat coopératif en opérations forestières de l'Université Laval.

Les admissions sont ouvertes au baccalauréat avec majeure en communication jeunesse. Une entente avec le CÉGEP Édouard-Montpetit de Longueuil permet d'offrir le certificat de création en 3D. L'Université se prépare à accueillir une cohorte d'étudiants en multimédia provenant de Chine.

En 2006, Édith Cloutier devient la première personne issue des Premières Nations à accéder à la présidence d'une université au Québec. Elle s'implique immédiatement dans le dossier des Premières Nations, obtenant le feu vert à sa construction dans le cadre du Forum socioéconomique des Premières Nations à Mashteuiatsh.

## Chapitre 21 - L'enseignement

Le patrimoine académique de l'UQAT continue à évoluer entre 2000 et 2006 : Des certificats s'ajoutent en sciences sociales, en développement local et régional, en marketing, en développement de la pratique éducative en milieu nordique, en

production artistique, en création 3D et en peinture. Des certificats multidisciplinaires et un certificat personnalisé offrent une nouvelle souplesse aux étudiants dans le choix de cours mieux intégrés à leurs besoins de perfectionnement. Une entente avec l'Université de Sherbrooke permet d'offrir le certificat en toxicomanie. La banque de programmes s'enrichit d'un DEC-BAC en sciences infirmières et d'une majeure de création en multimédia interactif.

Des maîtrises en ingénierie, en génie minéral et en art-thérapie, et la maîtrise en administration des affaires pour cadres sont désormais offertes aux étudiants inscrits aux cycles supérieurs. Deux nouveaux diplômes d'études supérieures spécialisées voient le jour, en gestion de projet et en administration scolaire. Cinq programmes courts et microprogrammes de deuxième cycle complètent le patrimoine : en gestion des organisations de santé et de services sociaux, en administration scolaire, en pédagogie renouvelée, en pratique infirmière en région éloignée, en thérapie stratégique et en gestion de l'action professionnelle.

Afin de permettre à des dizaines de bénévoles oeuvrant au sein d'organismes communautaires de bénéficier d'une formation en animation et en intervention auprès des groupes, Micheline Potvin, de l'UER en sciences du développement humain et social, met au point une formule inédite. La Régie régionale de la santé et des services sociaux, ainsi que plusieurs entreprises, commanditent l'offre du programme partout en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec. Les organismes et les bénévoles peuvent donc bénéficier des cours à une fraction du prix des études universitaires. Ce projet permettra de diplômer des centaines de personnes, désormais mieux outillées pour intervenir dans le milieu.

L'Université participe à l'élaboration d'un DESS conjoint en sciences infirmières avec cinq établissements du réseau de l'Université du Québec. L'Unité de recherche en éducation cognitive offre un programme d'entraînement destiné aux formateurs en alphabétisation et en réinsertion sociale. L'UQAT adhère au programme de maîtrise en psychoéducation développé conjointement par l'UQTR et l'UQO. Le baccalauréat en travail social est offert dans la région de Rimouski dans le cadre d'une entente avec l'UQAR. Une cohorte à temps complet au baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire démarre en 2005 à Mont-Laurier, 35 ans après qu'un premier cours ait été offert dans cette ville par les Services universitaires du Nord-Ouest québécois.

Au milieu de la décennie, le patrimoine académique de base de l'Université est plus complet. Il pourra désormais se développer à mesure que de nouveaux besoins de formation seront identifiés.

## Chapitre 22 - La recherche

En 2000-2001, 6,4 M\$ sont consacrés à la recherche. Les subventions et projets passent à 11,5 M\$ en 2005-2006. La moyenne de subvention par professeur atteint 115 000 \$.

Les deux dernières périodes de planification ont permis un développement fulgurant de la recherche. L'UQAT, toujours fidèle à sa volonté d'occuper son territoire, choisit de décentraliser ses installations et ses activités de recherche. Le campus de Rouyn-Noranda demeure une importante base d'opérations pour la majorité des équipes. La Station de recherche en foresterie est installée en Abitibi-Ouest. Le campus d'Amos bénéficie de laboratoires en foresterie et d'une équipe qui fait émerger la recherche sur les eaux souterraines. Le Témiscamingue doit accueillir dans les prochaines années des infrastructures de recherche en agroalimentaire. La recherche en communications souterraines et la recherche impliquant les Premières Nations s'articulent autour du campus de Val-d'Or. Au début des années 2000, 40 % des projets de recherche en foresterie sont réalisés dans la région Nord-du-Québec.

Pour faire face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, l'UQAT dispose maintenant de huit chaires de recherche : la Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, une chaire conjointe avec l'Université de Sherbrooke en douleur, une chaire industrielle CRSNG-UQAT-UQAM en aménagement forestier durable, une chaire industrielle CRSNG-Polytechnique-UQAT en environnement et gestion des rejets miniers. S'ajoutent des Chaires du Canada sur la restauration des sites miniers abandonnés, sur la gestion des rejets miniers sulfureux par remblayage, sur l'écologie forestière et l'aménagement forestier durable, et une chaire sur la valorisation, la caractérisation et la transformation du bois.

Les professeurs développent plusieurs autres projets de chaires, notamment en agroalimentaire, en foresterie et en communications souterraines.

Le Laboratoire Télébec Mobilité de recherche en communications souterraines réalise d'importants travaux en collaboration avec l'Institut national de la recherche scientifique, Télébec, l'Institut international des télécommunications, l'Université Laval, l'Université d'Ottawa et les Laboratoires universitaires Bell. Les chercheurs organisent un important congrès international sur les communications sans fil en milieux souterrains et confinés en 2006.

Cinq professeurs de l'Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social, auxquels se greffent des agents de recherche et des étudiants, forment le Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés (LARESCO). Ce laboratoire s'est donné pour mission de soutenir, par des recherches appliquées, les pratiques de développement humain et social dans la région. Entre 2004 et 2006, il termine quinze projets et l'équipe conduit en

2007 cinq importants projets de recherche, notamment sur la lutte à la pauvreté, sur la présence des Autochtones dans la région urbaine de Val-d'Or, ainsi qu'un projet sur les troubles envahissants du comportement.

L'UQAT participe au Centre de recherche sur le développement territorial, qui regroupe des chercheurs des universités en région. Les unités de recherche en éducation cognitive, en agroalimentaire, en électromécanique, en développement forestier, en service et technologie minérale, et sur les interactions humaines sont toujours très actives.

Fidèle à son plan de développement, l'UQAT favorise une recherche qui, tout en contribuant à assurer le développement durable de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, lui permet de jouer un rôle important aux plans national et international dans les champs de recherche qu'elle occupe.

## **Chapitre 23 - La vie en communauté universitaire**

Avec les départs à la retraite qui se font de plus en plus nombreux depuis 2002, l'Université s'engage dans un important cycle de renouvellement de ses ressources humaines. Elle peut désormais compter sur un important bassin de diplômés pour relever le défi du nouveau siècle. Le recrutement des professeurs demeure cependant une préoccupation importante, puisque toutes les universités au Canada sont à la recherche de nouveaux chercheurs et professeurs pour remplacer les retraités.

En 2001, l'Université remet son 10 000<sup>e</sup> diplôme. Elle accueille maintenant des étudiants de 23 pays, en plus de ses étudiants réguliers provenant du Québec et des communautés des Premières Nations. Des protocoles d'échange favorisent le séjour à l'étranger de nos étudiants dans tous les secteurs. Certains choisissent de courts séjours, tels les étudiants en éducation qui visitent la région de Reims en France chaque année. D'autres profitent de missions, telles les étudiantes en sciences infirmières, qui se rendent en Afrique pour travailler dans des dispensaires. Enfin, d'autres étudiants choisissent de participer à des échanges d'une session ou d'une année, notamment en multimédia.

Dans les campus, les étudiants continuent de s'impliquer dans diverses activités et en retirent des avantages. Le Psycho-Ed-Fest est organisé à Rouyn-Noranda en 2001, à l'échelle provinciale. Des équipes d'étudiants réalisent des courts métrages au Festival international du cinéma en Abitibi-Témiscamingue à Rouyn-Noranda. Le Festival du Webdesign, organisé par les professeurs Pierre Sauvé et David Paquin, attire des étudiants de partout au Québec, et l'équipe de l'UQAT gagne la grande finale en France en 2006.

L'Université remet son premier doctorat en sciences de l'environnement à Sonia Légaré, de La Sarre, en 2006.

Plusieurs professeurs sont honorés au cours des cinq dernières années. Parmi eux, François Ruph reçoit le Prix de recherche de l'Association de l'éducation permanente des universités au Canada. Nicole Racette, Réal Bergeron, Daniel Beaupré, Suzanne Dugré et Jacques Giroux sont honorés par la Corporation de développement de l'enseignement supérieur de Rouyn-Noranda. Suzanne Tamse et Réal Bergeron reçoivent le Prix Michel-Séguin, qui honore toute l'équipe qui œuvre à la formation initiale en sciences de l'éducation. L'Unité d'enseignement et de recherche en sciences de la gestion nomme Normand Scrive, chargé de cours émérite. Le professeur François Villeneuve reçoit le prix de la meilleure thèse de doctorat dans le secteur des lettres et des sciences humaines et sociales à l'Université de Sherbrooke. La professeure Pierrette Doré est nommée *Fellow* de l'Ordre des comptables agréés du Québec. Martine Cournoyer, Réal Bergeron et Bernard Harvey lancent une importante collection d'ouvrages tactiles pour enfants non voyants. Manon Lacroix, professeure en sciences de la santé, reçoit le Prix Marie-Loyer-DaSilva de l'Université d'Ottawa pour la qualité de son projet clinique. Jacques Giroux reçoit un prix du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour son volume en sciences comptables rédigé avec des collègues du réseau de l'Université du Québec.

## Chapitre 24 - Les relations avec le milieu

Le modèle de planification stratégique adopté par l'Université lui permet de consulter le milieu pour choisir avec lui les grandes orientations de l'établissement. La présence des corporations de développement de l'enseignement supérieur permet également à l'UQAT d'obtenir un appui important dans chaque communauté. À cet égard, le dernier plan de développement prévoit que l'Université aide le milieu à implanter de telles corporations là où elles étaient inexistantes en 2003.

L'Association des diplômés a adopté une politique de reconnaissance et créé le Prix d'excellence des diplômés, le Mérite des diplômés, le Prix Carrière et le Prix de la relève. En 2002, Florian Barrette succédera à Roger Gauthier, et Nelson Laflamme prendra la relève en 2004. L'Association participe activement au programme de mentorat mis sur pied par la direction des relations avec la clientèle.

En novembre 2001, l'Association honore Rémy Mailloux, directeur général de la Ressource d'aide et de service aux personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, en lui remettant son premier Prix Carrière. Le soutien à l'Association des diplômés est confié à la direction des relations avec la clientèle en 2002.

Entre 2001 et 2005, le Prix de la relève sera remis à Martin Juteau, Jason Brushey et Simon Gaivin. Le Prix Carrière sera remis à Maurice Asselin, Guy Nolet et Gaétan Pelletier. Le Prix d'excellence sera remis à Jules Arsenault, François Gendron et Pierre Corbeil. Le Mérite des diplômés sera attribué à Marie St-Germain et à Liette Bleau. Norman Murphy et Jean Turgeon seront nommés membres à vie de l'Association en reconnaissance des services rendus.

Les liens qui unissent la région à son université se manifestent également dans les partenariats de recherche établis avec les entreprises. Dans le domaine minier, Agnico-Eagle, Barrick, Bh Philliton, Xstrata Fonderie Horne, QIT-Rio Tinto, Golder Associés et SNC-Lavalin participent à la Chaire en environnement et gestion des rejets miniers. En foresterie, les chaires se sont associées à plusieurs partenaires, dont le Conseil régional de développement (Conférence des élus), Développement économique Canada, Norbord, Commonwealth Plywood, Matériaux Blanchet, Domtar, Scierie Landrienne, le Syndicat des producteurs de bois de l'Abitibi-Témiscamingue, Smruffit-Stone et Tembec.

La Fondation continue à jouer un rôle important de stimulation du milieu à l'endroit de l'Université. Sa troisième campagne, présidée par Donald R. Murphy, a été lancée en 2001 avec un objectif de recueillir 7 M\$. Donald R. Murphy décède subitement en 2002 et Maurice Boutin, de Val-d'Or, lui succède. Pierre Maheux est alors nommé président de la Fondation, succédant au docteur Roch Paradis. En 2007, lors de la clôture de la campagne, la Fondation a recueilli 13,4 M\$.

Depuis sa création en 1983, la Fondation de l'UQAT a investi 1,2 M\$ dans 240 projets de recherche réalisés en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec. Elle a versé plus d'un million de dollars en bourses à des étudiants, investi 2,7 M\$ dans la construction et le réaménagement d'édifices, de laboratoires et en acquisition d'équipements scientifiques. Son fonds de dotation atteint 7,6 M\$. La Fondation est un partenaire majeur de l'Université et elle constitue la preuve de l'attachement du milieu à son université.

## Conclusion

En 1970, sur 100 personnes qui quittent l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec pour étudier à l'extérieur, seulement quinze reviennent.

Au moment où l'État québécois crée l'Université du Québec, formidable outil de développement, les régions peuvent enfin former et retenir chez elles les ressources humaines dont elles ont besoin. L'arrivée de chercheurs et de professeurs permet le développement de la recherche appliquée aux besoins des entreprises et des organisations. Les offres d'emploi à des chargés de cours de la région facilitent la rétention de professionnels déjà en place.

Les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec se sont développées au rythme des besoins de la métropole et des marchés du sud de la province, au moment où on a eu besoin de bois, d'or et de cuivre, et plus tard pour y déplacer des familles pauvres du Sud en pleine crise économique, et plus récemment pour y produire l'énergie électrique nécessaire aux grands centres urbains. Ce sont les enfants de ces bûcherons, de ces mineurs et de ces agriculteurs, auxquels se joindront les membres des communautés des Premières Nations, qui réclameront le droit à l'éducation supérieure dès le début des années 1970. Ensemble, ils développeront l'enseignement et la recherche universitaires chez nous, assurant une présence partout sur le territoire et conduisant l'Université dans sa longue marche vers la reconnaissance et la pleine responsabilité.

On ne peut prétendre à un territoire si on ne l'occupe pas. Tout comme les Premières Nations, qui sont présentes en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec depuis des millénaires, tout comme les Abitibiens et les Témiscamiens qui ont choisi de développer un nouveau coin de pays, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a affirmé, dès son implantation, sa volonté d'être présente partout et de demeurer au service de sa communauté.

Pour toutes les femmes et pour tous les hommes qui partagent leur existence sur la terre de l'Abitibi, du Témiscamingue et du Nord, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue est un héritage collectif dont ils pourront toujours être fiers.



## Annexes

## Programmes de baccalauréats

PROGRAMME	1971	1975	1979	1981	1990	2000	2006
B en enseignement secondaire lettres françaises	X						
B en ens. sec. Histoire	X	X	X		X		
B en ens. sec géographie	X	X	X		X		
B en ens. sec biologie	X						
B en ens. sec maths	X	X	X				
B en ens. sec chimie	X						
B en ens. sec physique	X						
Bac en histoire	X						
Bac en géographie	X	X					
Bac en biologie	X						
Bac en mathématiques	X						
Bac en chimie	X						
Bac e physique	X						
Bac en enfance inadaptée	X	X					
Bac en enseignement à l'enfance inadaptée		X			X		
Bac en éducation physique	X						
Bac en enseignement préscolaire	X						
Bac en enseignement des arts plastiques	X						
Bac en arts plastiques					X	X	X
Bac en récréologie	X						
Brevets A et B	X						
Bac en administration		X	X	X	X	X	X
Bac en enseignement secondaire en administration		X	X				
bac en sciences de l'éducation		X	X		X	X	X
Bac en enseignement élémentaire		X					
Bac en enseignement secondaire ét. françaises		X	X		X	X	X
Bac en enseignement secondaire ét. Anglaises		X	X		X	X	X
Bac en sciences de la santé (nursing)			X		X	X	X
Bac d'enseignement professionnel			X		X	X	X
Bac d'éducation préscolaire et ens. au primaire			X		X	X	X
Bac en sciences comptables			X		X	X	X
Bac en psychoéducation			X	X	X	X	X
Bac en travail social			X	X	X	X	X
Bac en génie École Polytechnique (2 ans)					X	X	X
Bac en génie électromécanique						X	X
Bac en génie unifié (2 ans) UQAC					X		

PROGRAMME	1971	1975	1979	1981	1990	2000	2006
B avec majeure interdisciplinaire création visuelle						X	X
Bac en ingénierie						X	X
Bac en enseignement en adaptation scolaire						X	X
Bac en enseignement sec. Français-histoire						X	X
Bac en enseignement sec. Maths et physique						X	X
Bac avec majeure en développement local -régional							X
Bac en sc. Sociales						X	X
Majeure de création en média interactif							X
Mineure en programmation multimédia							
Bac en sciences infirmières DEC BAC							x

## Programmes de certificats

PROGRAMME	1971	1975	1979	1981	1990	2000	2006
Certificat en administration	X	X	X	X	X	X	X
Formation Institut des banquiers canadiens	X	X	X				
Certificat RIA Société des comptables en adm	X						
Certificat en comptabilité industrielle	X						
Certificat en sciences comptables		X	X	X	X	X	X
Certificat d'aptitude à l'enseignement langue seconde		X					
Certificat en nursing communautaire		X	X	X	X	X	X
Certificat en travail social		X	X	X	X	X	X
Certificat en enseignement des mathématiques			X	X		X	X
Certificat en relations de travail			X	X	X	X	X
Certificat en arts plastiques			X	X	X	X	X
Certificat en animation (intervention auprès des groupes)			X	X	X	X	X
Certificat en enseignement du français au primaire			X	X	X	X	X
Certificat en enseignement du français au second.			X	X		X	X
Certificat en enseignement d'une langue seconde			X	X	X	X	X
Certificat en éducation morale			X				
Certificat en sciences de l'éducation		X	X	X	X	X	X
Certificat en informatique de gestion				X	X		
Certificat en gestion des opérations					X		
Certificat en andragogie					X		
Certificat en applications pédagogiques de l'ordin.					X		
Certif au préscol et primaire milieu nordique					X	X	X
Certificat en psychologie générale					X	X	X
Certificat en communication					X	X	X
Certificat en santé et sécurité au travail					X	X	X
Certificat en gérontologie					X	X	X
Certificat en soins infirmiers cliniques					X	X	X
Certificat en santé mentale					X	X	X
Certificat sur le droit et les citoyens					X		
Certificat en pratiques rédactionnelles						X	X
Certificat en production artistique						X	X
C. de création en multimédia interactif						X	X
Certificat en informatique appliquée						X	X
Certificat en sciences de l'environnement						X	X
Certificat en électromécanique minière						X	X

Certificat en éducation cognitive						X	X
Certificat en sc éduc cheminement professionnel						X	X
Certificat en intervention précoce						X	X
PROGRAMME	1971	1975	1979	1981	1990	2000	2006
Certificat en interprétation visuelle						X	X
Certificat en actualisation du potentiel intellectuel						X	X
Certif en rééducation motrice et sensorielle						X	X
Certificat en soins infirmiers communautaires						X	X
Certificat e toxicomanie						X	X
Certificat en production artistique							X
Certificat en création en 3D							X
Certificat en peinture							X
Certificat personnalisé (tous les secteurs disciplin)							X
Certificat multidisciplinaire (tous les secteurs)							X
Cert. En dév. de la pratique enseignante mil. Nordi.							X
Certificat en marketing							X
Certificat en développement local et régional							X
Certificat en sciences sociales							X

## Programmes de cycles supérieurs

PROGRAMME	1971	1975	1979	1981	1990	2000	2006
Maîtrise en gestion des PMO (des organisations)					X	X	X
Maîtrise en gestion de projet					X	X	X
Maîtrise en éducation	X		X	X	X	X	X
Maîtrise en biologie						X	X
Maîtrise en administration des affaires						X	X
Maîtrise en service social						X	X
Maîtrise en développement régional						X	X
Maîtrise en psychoéducation						X	X
Maîtrise en sciences cliniques						X	X
Maîtrise en ingénierie							X
Maîtrise en génie minéral							X
MBA pour cadres							X
Doctorat en éducation					X	X	X
Doctorat en sciences de l'environnement						X	X
Doctorat en sciences cliniques						X	X
DESS en génie minier						X	X
DESS gestion durable des ressources forestières						X	X
DESS en sciences comptables						X	X
DESS en gestion des organisations de santé et de services sociaux						X	X
DESS en art thérapie							
DESS en administration scolaire							X
DESS en gestion de projet							X
<b>Programmes courts et microprogrammes de deuxième cycle :</b>							
Gestion de projet						X	X
Sciences comptables						X	X
Art thérapie						X	X
Thérapie stratégique						X	X
Soins palliatifs						X	X
Traitement de la douleur						X	X
Traitement de la lombalgie chronique						X	X
Gestion des org. De santé et de serv soc							X
Administration scolaire et pédagogie renouvelée							X
Pratique infirmière en région éloignée							X
Thérapie stratégique							X
Gestion de l'action professionnelle							X
Intervention en contexte d'autorité							

### Quelques statistiques

DESCRIPTION	1970-71	1974-75	1981-82	1983-84	1990-91	1994-95	2000-01	2005-06
Période	UQTR	DEUOQ	CEUAT	UQAT	UQAT	UQAT	UQAT	UQAT
Étudiants temps complet	195	240	377	371	713	801	709	1229
Étudiants temps partiel	632	2212	1542	2114	2015	1467	1591	1966
Total étudiants	827	2452	1919	2485	2728	2268	2300	3195
Professeurs	18	44	43	57	65	75	76	100
Budget fonctionnement	1.23M. \$	3.4M. \$	5.3M. \$	6.8M. \$	12.5M. \$	15.9M. \$	19.2M. \$	25.9M. \$
Budget recherche			0.384M. \$	0.472M. \$	0.750M. \$	1.4M. \$	6.5M. \$	11.5M. \$

#### NOTES :

Année : Année financière indiquée.

Étudiants : Étudiants réels, nombre d'individus à la session d'automne.

Données de 1974-1975 : Incluent le total des centres de Rouyn et de Hull de la DEUOQ.

Professeurs : Nombre de professeurs réguliers au plan des effectifs. Ne tient pas compte des professeurs suppléants, invités, sous octroi. En 2005-2006 : Sur les 100 postes, dix sont affectés à des chaires de recherche.

Budget de fonctionnement : En millions de dollars. Budget régulier du fonds de fonctionnement sans restriction, excluant la recherche et les budgets d'investissement.

Budget de recherche : En millions de dollars. Sommes investies annuellement en recherche : subventions et commandites

Sur le nombre d'étudiant : En 2005-2006, sur les 1229 étudiants à temps complet, 795 (64,7 %) sont des femmes; sur les 1966 étudiants à temps partiel, 1471 sont des femmes. (74,8 %). L'UQAT accueille 161 étudiants provenant de 23 pays différents.

## Sources d'information

### Volumes

Beauchemin, Jacqueline, « Implantation et développement de l'enseignement supérieur en Abitibi-Témiscamingue », thèse de doctorat, bibliothèque de l'UQAT, août 1996.

Ferretti, Lucia, « L'Université en réseau, les 25 ans de l'Université du Québec », Presses de l'Université du Québec, 1994.

Vincent, Odette, et al., « Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue », Institut québécois de recherche sur la culture, 1979.

### Archives

#### Procès-verbaux

(Conseil d'administration, comité exécutif, commission des études, assemblée générale)  
 UQTR-Nord-Ouest : (conseil de gestion, comité exécutif conseil), DEUOQ, CEUOQ, Commission du Nord-Ouest, CEUAT, UQAT  
 Fondation de l'UQAT  
 Association des diplômés de l'UQAT

Annuaire, bureau du registraire, 1970-2005

Plans de développement 1970-2005

Revue de presse 1970-2005

Rapports annuels de l'Université du Québec et de l'UQAT, 1969-2005

Lettres patentes : UQAT, FUQAT, ADUQAT

Communiqués de presse 1970-2005

Boîtes d'archives de l'UQAT : dossiers et rapports sur événements, projets, recherche

#### Bulletins d'information

L'UQTR-NO vous informe

Bulletin DEUOQ

L'Opuscule

La Quinzaine

Le Jeudi matin

Entre-temps

Entre-nous

Bulletin L'UQAT

Les échos du Bistro

Convergences



## Liste des sigles

A.C.D.I.	Agence canadienne de développement international
A.C.E.D.	Association canadienne de l'éducation à distance
A.C.E.L.F.	Association canadienne d'éducation de langue française
A.C.F.A.S.	Association canadienne française pour l'avancement des sciences
A.C.S.A.I.R.	Aide aux chercheurs des collèges et aux chercheurs sans affiliation institutionnelle reconnue
A.F.E.A.S.	Association féminine d'éducation et d'action sociale
A.G.E.U.Q.A.T.	Association générale étudiante de l'UQAT
A.I.E.S.E.C.	Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales
A.N.E.Q.	Association nationale des étudiants du Québec
A.N.Q.	Archives nationales du Québec
A.P.O.	Applications pédagogiques de l'ordinateur
A.T.R.A.T.	Association touristique régionale de l'Abitibi-Témiscamingue
A.U.C.C.	Association des universités et collèges du Canada
A.U.P.E.L.F.	Association des universités partiellement ou entièrement de langue française
ADUQAT	Association des diplômés de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
B.C.A.P.I.	Bureau canadien d'accréditation des programmes en ingénierie
B.C.E.I.	Bureau canadien de l'éducation internationale
B.N.C.	Bibliothèque nationale du Canada
B.N.Q.	Bibliothèque nationale du Québec
BADADUQ	Banque de données à accès direct de l'Université du Québec
C.A.	Conseil d'administration
C.A.D.T.	Centre d'aide au développement technologique
C.A.T.	CÉGEP de l'Abitibi-Témiscamingue
C.C.A.E.	Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation
C.C.M.	Comité de coordination modulaire
C.D.U.	Conseil des universités
C.E.	Commission des études
C.E.C.	Certificat d'études collégiales
C.E.I.C.	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada
C.E.Q.	Centrale de l'enseignement du Québec
C.E.R.N.O.Q.	Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois
C.E.U.A.T.	Centre d'études universitaires d'Abitibi-Témiscamingue
C.E.U.O.Q.	Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois
C.E.X.	Comité exécutif
C.F.P.	Commission de formation professionnelle
C.L.E.C.E.S.	Comité de liaison de l'enseignement collégial et de l'enseignement secondaire

C.L.E.S.E.C.	Comité de liaison de l'enseignement supérieur et de l'enseignement collégial
C.L.S.C.	Centre local de services communautaires
C.N.O.	Commission du Nord-Ouest
C.N.R.C.	Conseil national de recherches du Canada
C.Q.R.S.	Conseil québécois de la recherche sociale
C.R.A.A.T.	Conseil de recherche en agroalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue
C.R.D.A.T.	Conseil régional du développement de l'Abitibi-Témiscamingue
C.R.D.S.	Conseil régional de développement social
C.R.É.	Conférence des élus
C.R.E.P.U.O.	Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
C.R.I.Q.	Centre de recherche industrielle du Québec
C.R.L.	Conseil régional des loisirs
C.R.M.	Centre de recherche minérale
C.R.S.H.	Conseil de recherches en sciences humaines
C.R.S.N.G.	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
C.R.T.C.	Conseil de la radio et de la télédiffusion du Canada
C.S.	Commission scolaire
C.S.E.	Conseil supérieur de l'éducation
C.S.F.	Conseil du statut de la femme
C.S.N.	Confédération des syndicats nationaux
C.S.S.T.	Commission de la santé et de la sécurité du travail
C.T.I.	Conseiller en technologie industrielle (C.N.R.C.)
CÉGEP	Collège d'enseignement général et professionnel
D.E.C.	Diplôme d'études collégiales
D.E.P.	Diplôme d'études professionnelles (secondaire)
D.E.S.	Diplôme d'études secondaires
D.E.U.O.Q.	Direction des études universitaires dans l'Ouest québécois
E.E.E.T.P.	Étudiants et étudiantes équivalents à temps plein
E.E.T.C.	Étudiants équivalents à temps complet
E.Q.E.	Exigences de qualification pour l'enseignement des chargé(es) de cours
E.R.E.M.E.	Équipe de recherche sur l'entrepreneuriat minier et son environnement
E.T.S.	École de technologie supérieure
ENAP	École nationale d'administration publique
ENNOQ	École Normale du Nord-Ouest québécois
F.C.A.R.	Formation de chercheurs et aide à la recherche
F.C.I.	Fondation canadienne pour l'innovation
F.C.S.C.Q.	Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec
F.T.Q.	Fédération des travailleurs du Québec
FEUQ	Fédération étudiante universitaire du Québec

FUQAT	Fondation de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
G.R.E.F.	Groupe de recherche en écologie forestière (UQAM)
G.R.I.C.S.	Gestion du réseau informatisé des commissions scolaires
I.A.F.	Institut Armand-Frappier
I.C.E.A.	Institut canadien d'éducation des adultes
I.N.R.S.	Institut national de la recherche scientifique
I.R.S.S.T.	Institut de recherche en santé et sécurité du travail
L.A.R.E.S.C.O.	Laboratoire de recherche pour le soutien des communautés
L.R.C.S.	Laboratoire Télébec-Mobilité de recherche en communications souterraines
M.A.P.A.Q.	Ministère de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec
M.B.A.	Master of business administration (maîtrise en administration des affaires)
M.B.J.	Municipalité de la Baie James
M.G.O.	Maîtrise en gestion des organisations
M.G.P.M.O.	Maîtrise en gestion des petites et moyennes organisations
O.N.F.	Office national du film
O.P.D.Q.	Office de planification et de développement du Québec
O.P.H.Q.	Office des personnes handicapées du Québec
P.A.R.I.	Programme d'aide à la recherche industrielle (C.N.R.C.)
P.E.R.N.O.	Perfectionnement des enseignants du Nord-Ouest
P.L.A.T.O.N.	Programme de logistique pour l'apprentissage avec la technologie de l'ordinateur numérique
P.N.E.	Professionnel non enseignant
P.P.M.E.P.	Perfectionnement des maîtres en enseignement professionnel
P.P.M.F.	Perfectionnement des maîtres en français
P.R.D.	Comité du président, des recteurs et des directeurs généraux de l'Université du Québec
R & D	Recherche et développement
R.A.E.U.	Regroupement des associations étudiantes universitaires
R.A.M.Q.	Régie de l'Assurance-maladie du Québec
R.E.C.U.	Recensement des clientèles universitaires
R.E.F.A.D.	Regroupement des établissements en formation à distance
R.R.E.	Régime de retraite des enseignants
R.R.E.G.O.P.	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
R.R.U.Q.	Régime de retraite de l'Université du Québec
REPERES	Répertoire informatisé de données en informatique scolaire et professionnelle
S.A.D.A.	Société pour l'avancement des droits en audiovisuel
S.C.F.P.	Syndicat canadien de la fonction publique du Québec
S.D.B.J.	Société de développement de la Baie James
S.E.R.E.Q.	Société d'exportation des ressources éducatives du Québec

S.E.U.A.T.	Syndicat des enseignants de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue
S.G.A.	Système de gestion académique
S.G.D.A.	Société de gestion des droits d'auteur
S.I.A.P.	Service de l'information et des affaires publiques
S.I.F.U.	Système d'information financière des universités
S.I.G.I.R.D.	Système intégré de gestion informatisée des ressources documentaires
S.I.M.E.Q.	Service de l'informatique du ministère de l'Éducation du Québec
S.O.R.E.A.T.	Société de recherche en éducation en Abitibi-Témiscamingue
S.R.A.M.M.	Service régional d'admission du Montréal métropolitain
S.R.U.	Société de recherche en éducation
S.T.A.T.	Société de technologie de l'Abitibi-Témiscamingue
S.U.N.O.Q.	Services universitaires dans le Nord-Ouest québécois
S.U.O.	Services universitaires dans l'Ouest québécois
T.É.L.U.Q.	Télé-Université (Université du Québec)
U.E.R.	Unité d'enseignement et de recherche
U.N.E.Q.	Union des écrivaines et écrivains du Québec
U.P.A.	Union des producteurs agricoles
U.Q.	Université du Québec
U.Q.A.C.	Université du Québec à Chicoutimi
U.Q.A.H.	Université du Québec à Hull
U.Q.A.M.	Université du Québec à Montréal
U.Q.A.R.	Université du Québec à Rimouski
U.Q.A.T.	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
U.Q.O.	Université du Québec en Outaouais
U.Q.S.S.	Université du Québec, siège social
U.Q.T.R.	Université du Québec à Trois-Rivières
U.R.D.A.A.T	Unité de recherche et de développement en agroalimentaire de l'Abitibi-Témiscamingue
U.R.D.F.A.T.	Unité de recherche et de développement forestiers en Abitibi-Témiscamingue
U.R.E.C.	Unité de recherche en efficacité cognitive
U.R.E.M.	Unité de recherche en électromécanique
U.R.F.D.E.M.I.A.	Unité de recherche, de formation et de développement en éducation en milieu inuit et amérindien
U.R.I.H.	Unité de recherche sur les interactions humaines
U.R.I.I.C.	Unité de recherche interdisciplinaire en intervention clinique
U.R.S.T.M.	Unité de recherche et de service en technologie minérale



Ce document a été produit  
dans le cadre des célébrations du 25<sup>e</sup> anniversaire  
de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue,  
grâce à la contribution des partenaires.



Tout commence par la confiance

